



ФРИ
I F R



ISSN 2519-2639

SANS FRONTIERES

Décembre 2016

Journal de l'Institut franco-russe de Donetsk et du Département français
des sciences et techniques de l'Université nationale technique de Donetsk

Le soldat russe
oublié...

Le Parlement européen
acculé à renier la
liberté de la presse

Les Brigandes
dans le Donbass

Quel « nouvel »
ordre mondial ?

CHARLES DE GAULLE

La Fondation Charles de Gaulle | Le Cercle d'études Charles de Gaulle
| De Gaulle et le populo contre les élites mondialisées | De Gaulle et
le 8 mai | Pourquoi de Gaulle défiait les Américains | Le Général de
Gaulle parmi les écrivains | C'était de Gaulle...

SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement

No 212 du 14.04.2015

Édition en ligne depuis 2015

ISSN 2519-2639

EQUIPE EDITORIALE :

Directrice de la Rédaction :

Elena SYDOROVA

Rédacteur en chef :

François MAURICE

Rédacteurs :

Alexandre ARTAMONOV – Karine
BECHET-GOLVKO – Guillaume
BERNARD – Nicolas BONNAL –
David BRET – Bertrand BRISSET –
Tiffany BUTON – Stanislav
BYSHOK – Françoise COMPOINT
– Slobodan DESPOT – Sylvain
FERREIRA – Philippe GAUCHER –
Anna GICHKINA – Bruno GUIGUE
– Alexandre LATSA – Emmanuel
LEROY – François MAULD
d'AYMÉE – Olivier MENUT –
Nikola MIRKOVIC – Michel
MOGNIAT – Xavier MOREAU –
Roland PIETRINI – Tetyana
POPOVA-BONNAL – Vladimir
TCHERNINE – Pascal TRAN-HUU
– Jean-Cyril VADI – Christian
VANNESTE – Alexandre WATTIN

Contributeurs à ce numéro :

Jacques SAPIR – Alain de BENOIST
– Jean-Bernard PINATEL – Erwan
CASTEL – Frédéric SCHWINDT –
Nicolas GAUTHIER – Pierre
MALINOWSKI

NOS CONTACTS:

Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 283001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69

courriel : revuesf@gmail.com

<http://sf.donntu.org>

RÉSEAUX SOCIAUX :

[https://www.facebook.com/](https://www.facebook.com/sf.dfst.unttd)

[sf.dfst.unttd](https://www.facebook.com/sf.dfst.unttd)

<https://vk.com/sf.dfst.unttd>

<https://twitter.com/revuesf>

SOMMAIRE

L'Édito 4

Notre nouvelle rédactrice 5

CHARLES DE GAULLE

Christian VANNESTE

De Gaulle et le 8 mai 6

Nicolas BONNAL

Pourquoi de Gaulle défait les Américains 8

Nicolas GAUTHIER

Alain de Benoist : « Le général de Gaulle était contre le gouvernement des juges et des experts » 12

Nicolas BONNAL

De Gaulle et le populo contre les élites mondialisées 14

Frédéric SCHWINDT

Le général de Gaulle (1890-1970) parmi les écrivains : La rédaction du premier tome des Mémoires de Guerre (partie I) 16

Olivier MENUT

La Fondation Charles de Gaulle. Transmettre la mémoire de « l'Homme du 18 Juin » 26

François MAURICE

Le Cercle d'Études Charles de Gaulle 30

FRANCE

Roland PIETRINI

Dictature des minorités ou simplement dictature. Cessez d'emmerder les Français ! 34

Alexandre ARTAMONOV

Peut-on apporter un remède miracle pour soigner la France ? 38

Roland PIETRINI

Vérité nécessaire : nous sommes en guerre l'avons-nous oublié ? 40

Bertrand BRISSET

Je ne suis pas occidental, je suis « Cheval de Przewalski » 43

DONBASS

Elena SYDOROVA

Les Brigandes dans le Donbass : Entrevue 45

Erwan CASTEL

Le monastère crucifié d'Iversky 50

RUSSIE

Lettre des parents d'Alexandre Prokhorenko au président François Hollande 53

| | |
|-------------------------------------------|----|
| Stanislav BYSHOK | |
| La Grande Guerre Patriotique et l'an 2041 | 56 |

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Jacques SAPIR | |
| Quel « nouvel » ordre mondial ? | 60 |
| Pascal TRAN-HUU | |
| Toujours plus à l'Est, l'Allemagne renoue avec son tropisme | 66 |
| Karine BECHET-GOLOVKO | |
| Le Parlement européen acculé à renier la liberté de la presse | 69 |
| Françoise COMPOINT | |
| D'Alep à Trump : sommes-nous sur la ligne droite finale ? | 74 |
| Jean-Bernard PINATEL | |
| La Turquie. Facteur de tensions en Irak | 77 |
| Françoise COMPOINT | |
| Libye (partie 2). Vers la fin du joug américano-salafiste ? Témoignage de Franck Pucciarelli | 80 |

HISTOIRE

| | |
|-------------------------------------------|----|
| Pierre MALINOWSKI | |
| Le soldat russe oublié... | 85 |
| François MAURICE | |
| C'était il y a un siècle... Décembre 1916 | 91 |
| Pascal TRAN-HUU | |
| Coup de Mistral en Mer Egée | 96 |

CULTURE

| | |
|-------------------------------------------------------------------|-----|
| Olivier MENUT | |
| L'Ordre de la Libération : un ordre de chevalerie au XXème siècle | 99 |
| Michel MOGNIAT | |
| C'était de Gaulle par Alain Peyrefitte (partie I) | 108 |
| Anna GICHKINA | |
| La Russie, un mystère sans réponse ? | 113 |
| Jean-Cyril VADI | |
| Une étoile nommée Absinthe | 115 |
| Anna GICHKINA | |
| Sauver la France selon Eugène-Melchior de Vogüé | 120 |
| Tiffany BUTON | |
| Voyage dans le Transsibérien | 126 |

SANTÉ & GASTRONOMIE

| | |
|---------------------------------------------------------------------------|-----|
| David BRET | |
| La recette du Chef David Bret : La « Poule au Pot » ou « Poule Henri IV » | 133 |



L'ÉDITO

«L'Europe occidentale est devenue sans même qu'on s'en aperçoive un protectorat des Américains. Il s'agit de nous débarrasser de leur domination (...) les vues du Pentagone sur la stratégie planétaire, les vues du business américain sur l'économie mondiale nous sont imposées.»
Charles de Gaulle 4 juin 1963

Ces paroles prophétiques du général de Gaulle, président français, sont plus que jamais d'actualité s'agissant de la vassalisation de l'Europe à l'Empire américain et, malheureusement, nous en mesurons le côté meurtrier chaque jour dans le Donbass.

Au sein de panthéon des grands hommes français du XXe siècle, Charles de Gaulle se distingue nettement par sa dimension quasi « mythique ». En effet, le Général de Gaulle aura tout autant écrit sa légende en influant directement sur les événements qu'en en donnant sa propre interprétation

par des écrits au succès considérable et dont Michel Mogniat et Frédéric Schwindt nous font le plaisir de partager leur analyse.

De Gaulle c'est aussi, et surtout, la politique d'autodétermination des peuples et nul doute que, dans la situation actuelle, l'Homme du 18 Juin se serait prononcé en faveur du peuple du Donbass. En tout premier lieu parce que c'est la volonté du peuple du Donbass de se reconnaître en l'identité et la culture russe mais également parce que De Gaulle était le plus vif détracteur de l'hégémonie américaine. Ce thème a été retenu pour la prochaine rencontre culturelle de l'Institut franco-russe de Donetsk le samedi 17 décembre prochain.

Nous avons ainsi souhaité un numéro plus spécialement dédié à ce grand homme et, au-delà des différents points de vue de nos auteurs, vous pourrez par ailleurs lire l'histoire de l'Ordre de la Libération fondé par le Général ou encore la recette de son plat préféré...

Toutefois, comme chaque mois, « Sans Frontières » demeure attentif aux différents événements dans le monde, dans le Donbass, la Russie et en France bien sûr mais également en Syrie, en Turquie et en Allemagne.

Bonne lecture et joyeuses fêtes de fin d'année à tous.

Elena SYDOROVA

Directrice de la rédaction de « Sans Frontières »



Le Comité de rédaction est heureux d'accueillir Anna Gichkina qui nous fait le plaisir de nous faire profiter de la richesse de ses connaissances littéraires dont plus spécialement Eugène-Melchior de Vogüé. Nous ne doutons pas par ailleurs qu'elle saura nous faire profiter de son expérience de jeune femme russe vivant en France. Bienvenue Anna.

Anna GICHKINA



Anna Gichkina, docteur ès lettres, chercheur indépendant et traductrice, est née en 1982 à Arkhangelsk, ville russe au bord du Dvina septentrionale, dans une famille soviétique modeste. Elle fait sa scolarité en Russie selon le schéma plus que traditionnel : d'abord un jardin d'enfants, puis l'école (en russe « chkola », établissement que l'on intègre à 7/8 ans et que l'on quitte à 17/18 ans), enfin l'Université. Durant ses études en linguistiques française, anglaise et russe et en enseignement des langues à l'Université Pomorski, Anna Gichkina collabore parallèlement avec le département de philosophie où elle assiste au cours pour les chercheurs, participe aux colloques locaux et internationaux, écrit des articles et traduit vers le russe des extraits des ouvrages des philosophes français contemporains.


En 2005, diplômée d'un Master II, Anna Gichkina part en France pour y faire les études de la littérature comparée et des relations internationales à l'Université de Haute Alsace à Mulhouse. N'ayant aucun moyen de financement de son séjour ni de ses études

françaises Anna Gichkina, portée par sa volonté et sa persévérance, se retrouve au premier temps dans une famille d'accueil où elle donne des cours de russe contre la possibilité de se loger. Une fois le deuxième Master II obtenu, Anna Gichkina entreprend un doctorat qu'elle finance d'abord grâce aux jobs d'étudiants, puis grâce au poste d'agent d'accueil dans le lieu culturel mulhousien La Filature. Ayant passé deux ans à écrire une thèse sur la réécriture des mythes des frères ennemis dans les littératures francophone, anglophone et russe et n'étant pas satisfaite du sujet qui lui a été imposé durant son DESE (Doctorat d'Études Supérieures Européennes), Anna Gichkina fait des démarches auprès de la Sorbonne qui finit par lui proposer de rédiger une thèse sur le sujet franco-russe dans le domaine à la fois historique et littéraire. Parallèlement à ces études elle est d'abord formatrice dans différents centres de langues, ensuite enseignante dans un collège privé catholique tout en étant gérante de son auto-entreprise de traductions et de contrôle qualité de textes qu'elle crée en 2010.

En 2014, elle soutient brillamment sa thèse sur Eugène-Melchior de Vogüé et la réception de la Russie en France au tournant des XIXe et XXe siècles.


Aujourd'hui, Anna Gichkina écrit des articles scientifiques sur des sujets franco-russes ainsi que sur des problèmes européens. Elle collabore régulièrement avec Le Forum Carolus participant à la mise sur pied de divers projets et manifestations. Elle est également occupée par ses projets personnels d'écriture et d'associations. Anna Gichkina continue néanmoins à travailler avec de différentes sociétés françaises et étrangères dans le domaine de la traduction. Enfin, notre nouvelle rédactrice est la maman d'un petit garçon de 4 ans, à l'éducation duquel elle essaie de consacrer le maximum de temps !





DE GAULLE ET LE 8 MAI

Christian Vanneste
Député honoraire
Président du Rassemblement pour la France (RPF)



Pour un Français, le 8 Mai marque la fin d'un cauchemar national, celui de l'Occupation et de la Collaboration. Ce jour-là, le nazisme était vaincu, et avec lui une forme de totalitarisme doublement inhumaine par son mépris de la Raison et par les millions de vies sacrifiées à une idéologie absurde. Cette victoire fut obtenue par le courage britannique, la puissance américaine et l'alliance indispensable avec l'autre totalitarisme tout aussi inhumain, bien qu'apparemment moins irrationnel, du communisme. Cette demi-victoire de la liberté devait laisser la moitié de l'Europe derrière le « Rideau de Fer » pendant 45 ans, et plonger le monde dans la guerre froide des blocs, et les multiples conflits chauds qu'elle a entraînés.

Pour un Gaulliste, le mot de ce jour a été prononcé par Keitel : « Quoi . Les Français aussi ? » Malgré la plus humiliante défaite de son histoire, la France à travers la personne du Général De Lattre de Tassigny, était présente lors de la capitulation allemande. Un seul homme avait rendu possible cette résurrection du pays : le Général De Gaulle. Quelles que soient les critiques à l'encontre de celui qui fut à la tête de l'Etat à la Libération, puis entre 1958 et 1969, aucun Français ne peut se soustraire à la reconnaissance envers celui qui sauva l'honneur de



la Nation, et lui permit de retrouver la liberté dans la dignité.

Le 8 Mai est le jour qui donne pleinement raison à son génie politique et militaire. Il avait été le premier à percevoir les possibilités stratégiques de l'arme blindée. En 1934, dans « Vers l'Armée de Métier », il avait clairement posé le problème de l'affrontement franco-allemand et lui avait apporté la solution. Deux pays aux coeurs exposés : Paris et la Ruhr. Le premier qui atteint le cœur de l'autre avec l'épée des divisions blindées l'emporte. A part Paul Reynaud, personne ne l'a entendu... en France. Le 18 Juin, c'est avec la même clairvoyance qu'il pronostiqua la

PARIS
14, BONDPOINT
DES CHAMPS-ÉLYSÉES
REDACTION ADMINISTRATION
21, Boulevard Malesherbes, 21
Tél. 42-38-41 et 42-42
Publication 1945-1946

LE FIGARO

Le Figaro
DIRECTEUR : Pierre BRISSON

PARIS 8 MAI 1945
N° 224 119 ANNÉE

TARIFS DES ABONNEMENTS
FRANCE
3 mois 140 francs
6 mois 260 francs
12 mois 500 francs
Rég. Ministère des Finances
Publication 1945-1946
P.T. 1000 Paris 1945-46

L'ALLEMAGNE A CAPITULÉ

LA REDDITION SANS CONDITIONS A ÉTÉ SIGNÉE A REIMS, HIER MATIN A 2 H. 20

LA VICTOIRE SERA PROCLAMEE aujourd'hui à 15 heures dans les capitales

8 MAI 1945
par François MAURAC

LA PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT A COMMUNIQUÉ HIER :
Le Général de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République Française, adressera un message au pays demain 8 mai 1945, à 15 heures.
Ce message sera l'annonce officielle de la Victoire.

LE CHATIMENT
par Wladimir d'ORMESSON

LES CHEFS DE PARTI SE REUNISSENT POUR COORDONNER LEURS EFFORTS ET RENFORCER LEUR ACTIVITÉ



De gauche à droite : MM. Costantini, Déat, Deloncle Doriot.

Photos Archives - Le Matin

Les chefs des différents groupements politiques soussignés, qui ont pour but essentiel d'assurer la renaissance française dans le cadre de la nouvelle Europe socialiste, rendue possible par l'écrasement du bolchevisme et l'élimination de la ploutocratie anglo-juive, ont décidé, afin de coordonner leurs efforts et de renforcer leur action, de se réunir périodiquement, comme ils l'ont fait avec succès pour la constitution de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme.

Vers l'unité

Pierre Costantini, chef de la Ligue Française.
Marcel Déat, chef du Rassemblement National Populaire.
Eugène Deloncle, chef du Mouvement Social Révolutionnaire.
Jacques Doriot, chef du Parti Populaire Français.

victoire des Alliés, qui ne l'étaient même pas encore, mais là le politique prit le pas sur le militaire. Non seulement, l'Allemagne va être submergée par la puissance technique, mais il y va de l'honneur de la France. Elle doit respecter sa parole envers son alliée britannique, et elle ne peut prétendre être la France en se soumettant dans des conditions aussi indignes. La suite, chacun la connaît : maintien d'une France Libre, d'abord fiction entretenue essentiellement par des patriotes de droite comme Rémy ou D'Estienne d'Orves, puis fusion avec une Résistance intérieure unifiée difficilement, ralliement des territoires, constitution d'une armée et participation à la Libération. De Paris à Berchtesgaden, la France a mérité sa place à Berlin. Elle demeure une grande puissance qui siège en permanence au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le 8 Mai doit nous amener à réfléchir sur la qualité des hommes qui dirigent notre pays. Parce qu'il n'était pas un politicien, mais un professionnel,

un militaire, armé d'une puissance intellectuelle et d'un amour de son pays exceptionnels, De Gaulle a eu raison contre le marécage qui a régné entre les deux guerres, et préparé le désastre de 1940 par son incompétence et la médiocrité de ses vues. C'est ce marécage qui a produit la collaboration, celle de Vichy et celle de Paris, Laval, l'opportuniste, allant de gauche à droite à mesure que son aisance personnelle s'amplifiait, les radicaux pacifistes, Bergery, Bousquet, Luchaire, le socialiste Déat, le communiste Doriot et tant d'autres qui ne songeaient qu'à leurs carrières et à leur pouvoir quelles qu'en soient les conditions pour le Pays.

Un Etat prétendument français a osé salir les mots de Travail, de Famille, de Patrie dans un pays occupé, condamné à travailler pour l'Allemagne et dont les familles étaient brisées par

la captivité et la déportation. Soyons lucides : sans la guerre, il n'y aurait pas eu De Gaulle ni les hommes qu'il a entraînés dans son sillage. Avant et après, une pente naturelle, qui semble propre à la douce France et aux Ors de la République, amène et ramène la médiocrité, y compris chez ceux qui se disent encore « gaullistes ». Il n'y a de redressement possible, de « Printemps » pour la France que par une réforme intellectuelle et morale de notre pays et de ses dirigeants.

Renan l'avait souhaité après 1870, Marc Bloch, après 1940. Elle est plus que jamais nécessaire au lendemain d'un désastre économique et social d'une ampleur plus grande encore que ces deux étranges défaites d'un pays qui n'y était pas préparé et que ses chefs avait maintenu dans l'inconscience des périls. Cela s'appelle l'esprit de Résistance qui anime le Rassemblement Pour la France.



C.V.

Pourquoi de Gaulle défiait les Américains



Nicolas Bonnal
Ecrivain et essayiste



Les Anglo-Saxons ne nous ont jamais considérés comme des alliés.

De Gaulle refusait de célébrer le débarquement anglo-américain en Normandie. Ce fameux 6 juin (sixième jour du sixième mois du sixième an de la Guerre...) était considéré par lui comme une occupation à venir de l'Europe et une mise à l'écart de la France du fait de ses élites collaboratrices. La bourgeoisie française aux ordres de l'étranger, comme dit un jour Jean-

Pierre Chevènement dans un discours inspiré, changerait simplement de patron. D'allemand, il devenait américain. Aujourd'hui il est les deux.

Parlons du débarquement. Le Général en parle très bien dans ses Mémoires (tome II). Il redoute beaucoup les intentions de Roosevelt. Et voici ce que De Gaulle déclare à Alain Peyrefitte en 1964:

« La France a été traitée comme un paillasson! Churchill m'a convoqué d'Alger à Londres, le 4 juin, il m'a fait venir dans un train où il avait établi son



quartier général, comme un châtelain sonne son maître d'hôtel. Et il m'a annoncé le débarquement, sans qu'aucune unité française n'ait été prévue pour y participer. Nous nous sommes affrontés rudement. Je lui ai reproché de se mettre aux ordres de Roosevelt, au lieu de lui imposer une volonté européenne (il appuie). »

Churchill, de mère américaine, et qui fut l'homme des Etats-Unis avant d'être celui de l'Angleterre (balayé aux élections de 1945, il laissa son pays ruiné, soumis et sans ses Indes...) répond vertement au Général:

« Il m'a crié de toute la force de ses poumons: « De Gaulle, dites-vous bien que quand j'aurai à choisir entre vous et Roosevelt, je préférerai toujours Roosevelt! Quand nous aurons à choisir entre les Français et les Américains, nous préférerons toujours les Américains! Quand nous aurons à choisir entre le continent et le grand large, nous choisirons toujours le grand large! »

Et le Général de conclure de façon comminatoire :

« Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays? Non, non, ne comptez pas sur moi! »

Ensuite il donne sa leçon d'histoire, et celle-ci est à considérer avec attention (j'ai déjà évoqué ce passage étonnant !): « Charles-de-Gaulle : « Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien



décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi! Comme ils venaient de le faire en Italie et comme ils s'apprêtaient à le faire en Allemagne ! Ils avaient préparé leur AMGOT qui devait gouverner souverainement la France à mesure de l'avance de leurs armées. Ils avaient imprimé leur fausse monnaie, qui aurait eu cours forcé. Ils se seraient conduits en pays conquis. »

En effet, les billets de l'AMGOT commencèrent à circuler à cette époque d'occupation militaire, qui annonçaient l'euro. Et, comme s'il avait prévu un jour la énième trahison des élites françaises, le Général explique à son ministre:

« Les Français sont déjà trop portés à croire qu'ils peuvent dormir tranquille, qu'ils n'ont qu'à s'en remettre à d'autres du soin de défendre leur indépendance! Il ne faut pas les encourager dans cette confiance naïve, qu'ils paient ensuite par des ruines et par des massacres! Il faut les encourager à compter sur eux-mêmes ! »

Aujourd'hui nous comptons inexplicablement en France sur l'OTAN. Mais de Gaulle explique que pour les Américains, toute concession doit mener à une capitulation. Et il dit même que Roosevelt voulait simplement « dominer l'univers ». Cette guerre à laquelle il poussa délibérément les Européens (dixit Chamberlain et l'ambassadeur Kennedy, père de JFK) l'y aura bien



aidé! Et de conclure magnifiquement:

« Allons, allons, Peyrefitte ! Il faut avoir plus de mémoire que ça! Il faut commémorer la France, et non les Anglo-Saxons ! Dites-le à vos journalistes. »

En 1944, il rencontre à Washington « l'homme qui veut dominer l'univers », Roosevelt. Et cela donne dans ses mémoires ces lignes étonnantes sur le Nouvel Ordre Mondial américain avec ses bases et son parlement:

« Il est vrai que l'isolationnisme des États-Unis est, d'après le Président, une grande erreur révolue. Mais, passant d'un extrême à l'autre, c'est un système permanent d'intervention qu'il entend instituer de par la loi internationale. Dans sa pensée, un directoire à quatre : Amérique, Russie soviétique, Chine, Grande-Bretagne, réglera les problèmes de l'univers. Un parlement des Nations Unies donnera un aspect démocratique à ce pouvoir des « quatre grands ». Mais, à moins de livrer à la discrétion des trois autres la quasi-totalité de la terre, une telle organisation devra, suivant lui, impliquer l'installation de la force américaine sur des bases réparties dans toutes les régions du monde et dont certaines seront choisies en territoire français. »

Les bases US partout... Et le président visionnaire (un visionnaire à la Chaplin ou presque) d'ajouter :

«...le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'appui offert par Washington, l'existence des bases

américaines, vont susciter, en Afrique, en Asie, en Australasie, des souverainetés nouvelles qui accroîtront le nombre des obligés des États-Unis. »

De Gaulle prend peur et explique (comme il a raison!) que l'on risque d'assister à la mort de l'Europe de l'Ouest, ce qu'il appelle lui l'Occident. Mais qui peut alors en « Occident » résister à Roosevelt ? L'Occident est la terre de la mort et du hors-caste, rappelle Guénon dans ses Symboles de la Science sacrée. Et de Gaulle sait que Roosevelt le considère comme un gêneur : « Bref, sous les manières courtoises du patricien, c'est sans bienveillance que Roosevelt considérerait ma personne. » La « nouvelle vedette du monde », comme dit de Gaulle ailleurs, impose ses conceptions (qui ne sont hostiles alors ni à la Russie ni à la Chine). La guerre se termine, vite remplacée par notre Guerre Froide, formulée par Churchill dans son discours sur le rideau de fer. L'Empire et le Pentagone comprennent qu'il ne faut jamais être à court d'ennemi. On est à l'époque de 1984, lorsqu'Orwell explique que le pouvoir océanien (une subtile allusion à Cromwell en fait) a besoin de créer son Goldstein — et aussi ses conspirations et attentats — pour bien se maintenir en place! Goldstein annonce ainsi le russe, le chinois, le communiste, l'islamiste, ces nécessaires ennemis de toujours qui justifient 50 % des dépenses militaires de la planète et les centaines de bases US.





L'entrée principale de la base américaine de Laon-Couvron, au début des années cinquante.
© NARA

Cette lutte contre le mal suppose un chef autoritaire. Vingt ans plus tard, le Général de Gaulle tient encore ses propos qu'approuveraient Vladimir Poutine et les leaders des BRICS :

« Les Américains font croire que ne pas être d'accord avec eux, si vouloir rompre l'alliance atlantique et mettre en danger la liberté de l'Occident. Cuba leur est montée à la cervelle. En Amérique du Sud, en Europe, en Asie, tout le monde en colonne par deux derrière l'Oncle Sam, sinon gare à vous! (Rire.) Ce serait contraire à la solidarité et à la morale! Voyons, Peyrefitte, c'est de la rigolade! »

Et le Général de Gaulle de conclure avec une belle inspiration :

« Le grand problème, maintenant que l'affaire d'Algérie est réglée, c'est l'impérialisme américain. Le problème est en nous, parmi nos couches dirigeantes, parmi celles des pays voisins. Il est dans les têtes. »

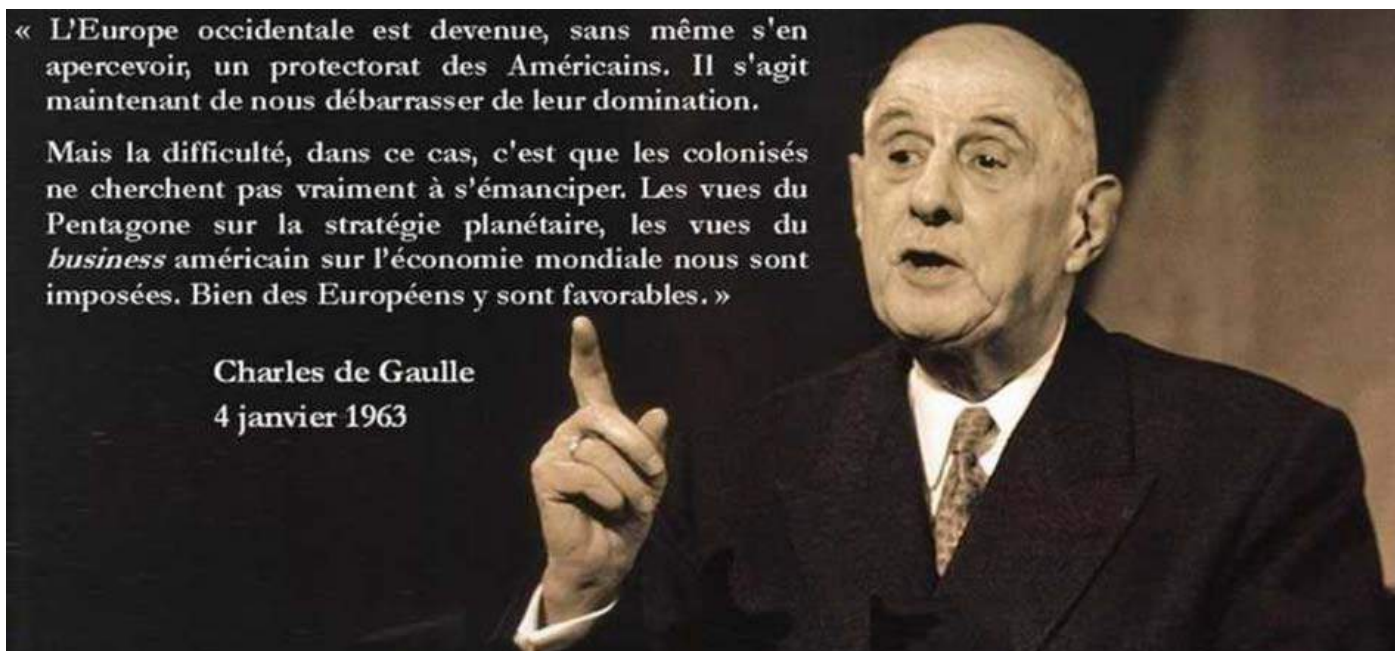
Des mots prémonitoires? Ils permettent peut-être de mieux comprendre pourquoi mai 68 fut la première révolution orange...

N.B.

« L'Europe occidentale est devenue, sans même s'en apercevoir, un protectorat des Américains. Il s'agit maintenant de nous débarrasser de leur domination.

Mais la difficulté, dans ce cas, c'est que les colonisés ne cherchent pas vraiment à s'émanciper. Les vues du Pentagone sur la stratégie planétaire, les vues du business américain sur l'économie mondiale nous sont imposées. Bien des Européens y sont favorables. »

Charles de Gaulle
4 janvier 1963



Alain de Benoist :

« Le général de Gaulle était
contre le gouvernement
des juges et des experts »



Nicolas GAUTHIER
Auteur et journaliste



Autrefois, on nous disait que « *tout est politique* ». Désormais, la mode semble être du côté des « *experts* ». La politique a-t-elle encore de l'avenir ?

Comme toujours, il faut distinguer la politique et le politique : la vie politicienne et la dimension politique de la vie publique. Portée par l'actualité, la politique va son bout de chemin : chasse au burkini et au Pokémon, ambitions montebourgeoises, louvoisements du Marmiton et du Maqueron, échéances électorales, etc. Le politique, lui, se réduit comme peau de chagrin, puisque tout est fait pour substituer à la décision populaire la gestion administrative, la souveraineté des marchés financiers, l'autorité des « experts » et le gouvernement des juges.

Le politique s'efface d'abord sous l'effet de la morale, qui prend la forme d'une posture dont les groupes de pression « antiracistes » et les ligues de vertu néopuritaines qui se réclament de l'idéologie des droits de l'homme sont l'exemple achevé. Parallèlement, on assiste à la dissolution du politique dans l'économie, qui va de pair avec celle du

national dans le transnational (ou le supranational) lorsqu'on prétend que le politique n'est pas libre de remettre en cause l'injonction libérale de libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Quant à l'expertocratie, elle assied son pouvoir sur l'idée que le peuple est « *incompétent* » et qu'il vaut mieux laisser à « *ceux qui savent* » le soin de conduire les affaires publiques.

Pour les experts, les problèmes politiques ne sont-ils pas finalement de simples problèmes techniques ?

Plus précisément des problèmes pour lesquels il ne peut exister rationnellement qu'une seule solution optimale, qu'il appartient précisément aux experts de déterminer. C'est le fondement de l'idée libérale selon laquelle « *il n'y a pas d'alternative* » (« *there is no alternative* », formule attribuée à Margaret Thatcher), qui est aussi l'un des fondements de la « pensée unique ». On veut faire croire que les antagonismes politiques sont appelés à dépérir sous l'effet apaisant d'une culture « technique » commune. Cette neutralisation équivaut, en fait, à une dépolitisation et,





à terme, à la mort du politique. Les aspirations humaines étant différentes et potentiellement conflictuelles, on ne peut en effet trancher entre elles qu'au nom de

critères normatifs qui ne se ramènent jamais à l'unité. La décision politique consiste à choisir entre des possibles, dont aucun ne s'impose « objectivement » à tous. Elle peut toujours varier en fonction des circonstances et des critères retenus.

Les démocraties ont besoin d'être « incarnées ».

Mais dans les démocraties libérales, le pouvoir appartient moins aux hommes qu'il n'appartient aux lois. Or, comme l'explique très bien Jacques Sapir, ces lois « s'imposent comme des normes générales, de manière « technique », aux individus. Dans un tel régime, il n'y a plus de place pour la controverse et la lutte pour le pouvoir et pour l'action politique. Il n'y a plus de place que pour une polarité entre raisonnement que l'on prétend technique et posture morale. On a donc bien cette dépolitisation du politique qui est ressentie comme une agression insupportable par une majorité du peuple, car elle vise à lui retirer sa capacité de décider, c'est-à-dire sa souveraineté ».

Vous parliez aussi de « *gouvernement des juges* » ?

On y est. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont été dotés de nouveaux pouvoirs, qu'ils exercent en référence à la Déclaration des droits de l'homme de 1789, au préambule de la Constitution de 1946, à la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 et à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Créée en 1949, cette dernière est, on le sait, compétente pour traiter des recours visant n'importe quel État membre du Conseil de l'Europe. Elle peut être saisie par tout individu s'estimant victime d'une « atteinte aux droits de l'homme », indépendamment de son lieu de résidence et de sa

nationalité. Elle connaît aujourd'hui 70.000 requêtes par an ! Ses décisions n'étant susceptibles d'aucun recours, les États condamnés n'ont pas d'autre possibilité que de s'incliner. C'est ainsi que la France a dû s'incliner devant l'obligation qui lui a été faite de reconnaître les enfants nés d'une mère porteuse étrangère, d'autoriser les syndicats de soldats, d'admettre le regroupement familial, de verser une indemnité à des pirates somaliens pour le « *dommage moral* » subi au cours de leur arrestation, d'empêcher l'expulsion d'un certain nombre de djihadistes, etc.

Jean-Yves Le Gallou n'a pas tort de dire que « *nous vivons depuis quarante ans sous un régime qui est celui du coup d'État des juges* » et qu'un certain nombre de décisions ou de réformes, touchant notamment les problèmes migratoires ou les questions de société, sont aujourd'hui impossibles et le resteront aussi longtemps que l'on n'aura pas modifié ou abandonné le bloc de constitutionnalité. « *Tout, ou à peu près, de la vie quotidienne des Français relève désormais des pouvoirs des 47 juges de Strasbourg* », écrit de son côté Pierre Lellouche, qui ajoute : « *Ce qui est en marche n'est rien d'autre qu'un pouvoir juridictionnel supranational dénué de tout contrepoids politique.* »

Cette situation va à l'encontre d'une tradition européenne qui n'est pas celle des pays de Common Law : contrairement à Locke, Montesquieu refusait le gouvernement des juges. Dans la conception française de l'État, théorisée par Carré de Malberg, l'État, étant souverain, ne peut être soumis à une volonté supérieure à la sienne. C'est cette conception qui a été abolie par la décision de reconnaître aux traités européens une autorité supérieure à celle des souverainetés populaires et des législations nationales (art. 55 de la Constitution). Le général de Gaulle, lui, n'avait jamais accepté de reconnaître la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme : « *En France, disait-il, la seule Cour suprême, c'est le peuple français.* »

N.G.

Entretien réalisé par Nicolas Gauthier, pour nos amis de Boulevard Voltaire, reproduit avec l'autorisation de l'auteur et d'Alain de Benoist.

De Gaulle et le populo contre les élites mondialisées



Nicolas Bonnal
Ecrivain et essayiste



Encore un texte sur de Gaulle, dira-t-on ? Oui, parce que l'Histoire ne bouge pas et que nous avons aujourd'hui le même ennemi qu'hier : les élites mondialisées, les bourgeois décoincés et leur modernité tapageuse qui, sous couleur de socialisme ou de libéralisme, se foutent du peuple et de la France.

De Gaulle le savait bien, lui qui ne cessait d'essuyer la haine de la presse et d'une énorme partie de nos élites bourgeoises. Faire vivre une certaine idée de la France est certainement plus difficile que de devenir une Amérique du pauvre.

Dans l'avènement de l'actuelle France soumise, les journalistes auront certainement joué un rôle fondamental. Voici comment de Gaulle commentait

déjà la situation au regretté Alain Peyrefitte :

« Je vous supplie de ne pas traiter les journalistes avec trop de considération. Quand une difficulté surgit, il faut absolument que cette faune prenne le parti de l'étranger, contre le parti de la nation dont ils se prétendent pourtant les porte-parole. Impossible d'imaginer une pareille bassesse – et en même temps une pareille inconscience de la bassesse. »

Il se confie même avec peu d'aménité sur nos sacrés journalistes toujours aux ordres :

« Vos journalistes ont en commun avec la bourgeoisie française d'avoir perdu tout sentiment de fierté nationale. Pour pouvoir continuer de dîner en ville, la bourgeoisie accepterait n'importe quel abaissement de la nation. Déjà en 1940... »



Comme s'il avait lu Emmanuel Todd et ses propos sur les cathos zombies, le Général ajoute :
« La Révolution française n'a pas appelé au pouvoir le peuple français, mais cette classe artificielle qu'est la bourgeoisie.

Cette classe qui s'est de plus en plus abâtardie, jusqu'à devenir traîtresse à son propre pays. »



Et il oppose en bon psychologue cette élite bâtarde au peuple demeuré sain :

« Bien entendu, le popolo ne partage pas du tout ce sentiment. Le popolo a des réflexes sains. Le popolo sent où est l'intérêt du pays. Il ne s'y trompe pas souvent. »

Ensuite il résume la situation et présente les deux bourgeoisies, celle du fric et celle des idées. Aujourd'hui, elles ont bien fusionné :

« En réalité, il y a deux bourgeoisies.



La bourgeoisie d'argent, celle qui lit Le Figaro, et la bourgeoisie intellectuelle, qui lit Le Monde. Les deux font la paire.

Elles s'entendent pour partager le pouvoir. »

Et il termine sans mâcher ses mots :

« Le jour où Le Figaro et L'Immonde me soutiendraient, je considérerais que c'est une catastrophe nationale ! »

Il aura peut-être manqué à de Gaulle (je le dis sincèrement) de s'allier au Parti communiste comme à la fin de l'Occupation allemande. Son projet diplomatique était révolutionnaire alors qu'il est resté trop conservateur à l'intérieur, son électorat demeurant gros-bourgeois ou, pire encore, petit-bourgeois.

Ceci dit pour titiller tout le monde !

N.B.



Le général de Gaulle (1890-1970)

parmi les écrivains :

La rédaction du premier tome des Mémoires de Guerre

Partie 1/2



Frédéric Schwindt

Agrégé et docteur en Histoire

Responsable scientifique du centre Charles de Gaulle de Nancy

Chercheur associé à l'Université de Lorraine



Il n'y a de querelle qui vaille que d'homme

Tout un courant de la critique littéraire des années 1960 avançait qu'il n'était pas utile de connaître la vie d'un auteur pour étudier ses textes. Sans doute est-il utile de déconstruire les *Mémoires* du général De Gaulle afin de révéler leur idéologie interne, certains s'y sont essayés, mais ce ne sera pas notre approche. Historien, notre objectif est beaucoup plus prosaïque : replacer de manière classique le général de Gaulle dans son contexte. Mais voilà, il n'est pas qu'un écrivain ou un personnage historique, c'est aussi un mythe et souvent même une rue¹... Ce qui complique sérieusement l'analyse.

Plutôt qu'un plan purement chronologique qui se contenterait de suivre le déroulé des *Mémoires*, il semble utile de procéder à quatre mises au point successives. Tout d'abord, pourquoi ne pas seulement essayer



d'étiqueter de Gaulle en le situant par rapports aux autres écrivains et notamment ceux, hommes politiques ou non, qui ont fait œuvre de mémorialiste ? Lorsque de Gaulle est né, en 1890, radio, cinéma et télévision n'existaient pas. L'environnement culturel du tournant du nouveau siècle, radicalement différent de celui que nous connaissons, était cependant en plein renouvellement. Il faut donc rechercher les sources intellectuelles qui ont constitué la culture du général de Gaulle et les modèles qui l'ont forgé lui-même. Marqué par ce climat et un environnement familial qui plaçait justement la culture au-dessus de tout, le futur général a commencé à écrire dès le collège. Mais il s'est spécialisé dans le domaine de la littérature militaire.

Après la Première Guerre Mondiale, il acquiert même une certaine reconnaissance dans le milieu étroit de la stratégie et de la géopolitique. Lorsqu'il débute la rédaction des *Mémoires de Guerre*, en 1946, il est en revanche devenu une personnalité considérable qui continue de jouer un rôle majeur dans la vie politique



De Gaulle et Malraux dans les années 1960

Il y a quelques années, la décision de la commission des programmes de proposer le tome III des *Mémoires de Guerre* aux élèves de terminale fut en effet à l'origine d'une polémique certes pas très longue mais révélatrice du fait qu'il est encore difficile d'évoquer le sujet, seulement 42 ans après la mort du Général le 9 novembre 1970. Mais bon, lui-même a écrit que les seules querelles importantes sont celles qui placent l'homme au centre de la dispute.

du pays.

I – ETIQUETTER DE GAULLE

Avant les écrivains proprement dits, commençons par situer de Gaulle parmi les autres personnages historiques qui ont écrit et notamment les hommes d'Etat. La liste est bien sûr un peu arbitraire.

1 – Les Hommes Politiques qui écrivent leurs mémoires

Si on excepte Ramsès II (XIII^e siècle av. J.C.) et le récit de la bataille de Qadesh, le modèle des mémoires nous a été légué dès l'Antiquité par l'athénien Thucydide² et sa *Guerre du Péloponnèse* (411 av. J.C.) puis par l'empereur Auguste et ses *Res Gestae Divi Augusti* (13 ap. J.C.).



Les Antiques

Ces textes étaient bien connus de De Gaulle, sans doute depuis l'adolescence, car ils les avaient étudiés à l'école. Les élèves devaient en effet les traduire à partir du grec et du latin et s'en imprégner comme d'un modèle. A un

âge avancé, le Général en connaissait d'ailleurs encore par cœur de larges extraits. Même chose avec Saint-Augustin (mort en 430) même si ce n'était pas à proprement parler un homme politique. De Gaulle avait médité les *Confessions* de ce père de l'Eglise, un monument de l'antiquité tardive et un exemple pour tous les mémorialistes postérieurs³ (à commencer par Rousseau au XVIII^e siècle). Or, tous les trois ont vécu à un moment qui constitue une césure importante dans l'histoire de leur propre civilisation.

Thucydide avait occupé la charge de stratège, une fonction à la fois politique et militaire, et il avait connu la défaite. Ostracisé (exilé), il vit s'effondrer l'impérialisme athénien. Auguste avait quant à lui mis fin aux guerres civiles et fondé un nouveau régime : l'Empire romain.

Toute une partie de l'œuvre de Saint-Augustin est enfin une méditation sur le temps et sur l'histoire au moment où le christianisme prend son envol et que l'Empire romain d'occident entame sa dissolution. On comprend l'influence que ces trois personnages ont pu avoir sur l'homme du 18 juin puis sur le fondateur de la V^e République. En 1958, suite à la guerre d'Algérie, de Gaulle et la France doivent en effet affronter une IV^e République bloquée ainsi que des menaces de coup d'Etat et de guerre civile.

Mais passons les siècles, laissons Charlemagne, Philippe Auguste et Saint-Louis, les rois et les empereurs qui étaient autrefois proposés comme référence tant à l'école laïque que dans les écoles catholiques. On aurait cependant pu évoquer, pour le Moyen Age, les grands chroniqueurs que sont le sire de Joinville (v. 1224-1317) ou Froissart (1333 – ap. 1400)⁴.

Les monstres sacrés : Napoléon – Louis XIV – Churchill.

Afin de s'inspirer du style, Stendhal affirmait qu'il lisait toujours quelques pages du Code Civil avant de se mettre à sa



table de travail. Cette anecdote fait penser à Napoléon ou plutôt à Bonaparte qui a rédigé lui-même ou plutôt dicté – c'était sa manière de faire – des pans entiers du Code Civil. L'iconographie a conservé des images le montrant en train de tourner

en rond dans son bureau des Tuileries pendant que quatre ou cinq secrétaires, debout devant des écritoirs, notaient ses paroles sur plusieurs sujets différents en même temps. Dans les années 1670-80, Louis XIV (1638-1715) avait déjà procédé d'une manière équivalente pour donner un document excellent : *les Mémoires à l'intention du Dauphin*, une suite de conseils pour l'héritier du trône qui tourne à une réflexion sur le pouvoir.

Entre août 1944 et janvier 1946, période qui correspond peu ou prou au tome III des *Mémoires de Guerre*, Gaulle préside le gouvernement provisoire de la République Française. Il est revenu à Paris à la suite de la 2^e DB du général Leclerc. Or, sa manière de travailler ne devait pas être très différente. En effet, il lui revenait de rétablir la légalité républicaine et d'empêcher la guerre civile tout en achevant la libération du territoire. Il fallait aussi remettre l'économie française en marche, nourrir 40 millions d'habitants et replacer la France à son rang dans les relations internationales... Vaste programme ! Or, au moment d'engager un secrétaire, il demande non pas un homme politique ou un technicien mais un normalien sachant écrire. On lui adresse Georges Pompidou (1912-1974), alors simple professeur de lettres et grand spécialiste de la poésie, qui deviendra à son tour, mais beaucoup plus tard, Premier Ministre (1961-1968) et Président de la République (1969-1974).

A la fin de sa vie, malade, Napoléon (1769-1821)

dicta aussi un chef d'œuvre, le *Mémorial de Sainte-Hélène*, des mémoires en forme de testament politique, alors qu'il est lui-même prisonnier des anglais à 8000 kilomètres de la France et que son fils, le duc de Reichstag, est élevé chez l'ennemi, à la cour de Vienne. Napoléon aurait peut-être pu s'évader de Sainte-Hélène mais il a ouvertement préféré se concentrer sur sa postérité... En 1969, de Gaulle n'a pas besoin de s'évader mais il quitte volontairement le pouvoir après un référendum raté qu'il avait sciemment provoqué. Il a en réalité préparé sa sortie. Il craint la vieillesse qui est pour lui aussi une prison. Le fait de voir décliner, tant physiquement que moralement, son vieil ami / ennemi Churchill a sans doute également compté.

Churchill (1874-1965) et de Gaulle ont entretenu pendant trente ans une relation à la fois profonde et conflictuelle. Winston Churchill qui a dirigé le Royaume Uni durant la seconde guerre mondiale appartient quasiment à la même génération que de Gaulle et il est d'une stature équivalente, hormis l'attrait pour le whisky que le Général ne goûtait guère. Comme lui, c'était un grand orateur doué du sens de la formule qui fait mouche. De nombreux discours sont restés dans les mémoires. Par



exemple, au début de la guerre, celui où il promet aux anglais « *du sang et des larmes* » et « *au bout la Victoire* » et l'autre, après le débarquement en Normandie, lorsqu'il affirme que cet événement marque le commencement de la fin pour le régime nazi. Comme de Gaulle, Churchill a le sens de la durée. Contrairement à beaucoup d'autres hommes politiques, il ne se concentre pas seulement sur l'immédiat, même s'il a des affaires très graves et très difficiles à traiter dans le présent.

Il s'insère dans une passé déjà profond - France et Angleterre ne sont pas nées d'hier - et il se projette dans le futur. Le pays n'est donc pas envisagé par les deux mémorialistes seulement comme un territoire ou une entité politique mais aussi comme un être vivant qui possède un destin. On peut résumer le propos en disant qu'ils avaient un certain sens de l'Histoire.



Ils publient leurs mémoires au même moment et en France chez le même éditeur : Plon. Ils ne procèdent en revanche pas du tout de la même manière. De Gaulle rédige trois tomes finalement assez courts (complétés par une grande quantité de documents ajoutés en

annexe) alors que Churchill livre une véritable somme. Evincé du gouvernement après les élections de 1945, il doit gagner sa vie et il trouve en effet plus profitable d'allonger et d'étaler la parution de ses mémoires dans le temps. Confronté au même problème, de Gaulle décide quant à lui de réduire son train de vie. Il refuse également une reconstitution de carrière (l'élévation au rang de général d'armée : 5 étoiles) ce qui lui aurait permis d'augmenter sa pension... Enfin, la manière de travailler est très différente. De Gaulle écrit seul alors que Churchill dirige un travail d'équipe... Il n'a écrit personnellement que le premier tome, très bon

d'ailleurs, sur sa jeunesse et sa participation à la guerre des Boers au début du XX^e siècle en Afrique du Sud.

De Gaulle en revanche n'évoque jamais ce qui lui est personnel et notamment son enfance ou ses combats de 1914-1916. En 1953, Churchill obtient en revanche le prix Nobel de littérature pour ses mémoires.

Les tentations du mémorialiste

La comparaison de Gaulle / Churchill pose finalement assez bien les pièges qui guettent les mémoires des hommes politiques : le problème de l'argent lorsqu'ils ont quitté les affaires et celui des nègres, c'est-à-dire des auteurs qui sont embauchés pour se glisser dans la peau du mémorialiste en titre. Certains ont le talent de savoir s'entourer et l'honnêteté de le reconnaître. L'ancien président de la République Jacques Chirac (1995-2007) a ainsi publié une dizaine d'ouvrages et deux tomes de mémoire, qui ont constitué un très gros succès de librairie, sans jamais avoir écrit une seule ligne. Mais il n'a jamais feint d'en être le véritable auteur et il a toujours laissé filtrer le nom des véritables rédacteurs.

Aux Etats-Unis, publier des mémoires est enfin quasiment une obligation puisque les présidents finissent très souvent leur mandat ruiné... C'était le cas d'Ulysse Grant (1822-1885), un des chefs de l'armée nordiste pendant la guerre de sécession, devenu chef de l'Etat à la fin des années 1860, et qui le premier s'est mis à écrire pour nourrir sa famille. Bill Clinton (1992-2000), quant à lui, a publié ses mémoires et assuré des tournées de conférences à 100 000 dollars la soirée afin de solder ses dettes et de payer ses avocats. Dans le cas d'Ulysse Grant et de Georges W. Bush (2000-2008), le livre avait aussi permis de défendre un bilan politique sommes toutes très contrasté.

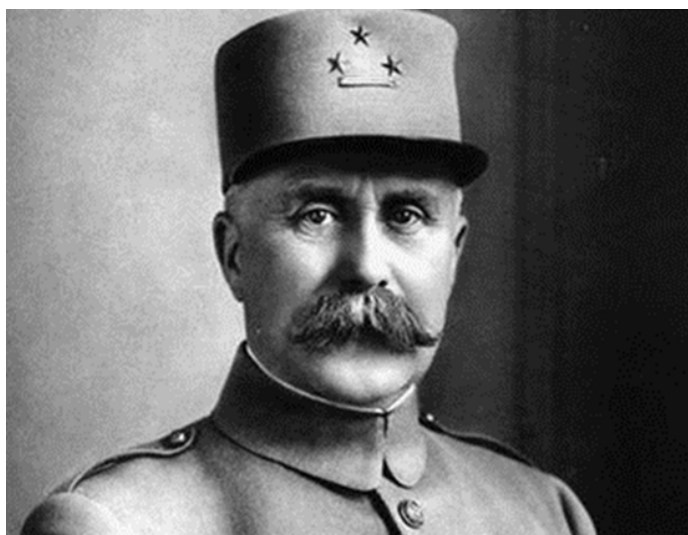
Le problème se pose de manière très crue pour ceux qui ambitionnent d'entrer à l'Académie Française mais qui n'ont matériellement pas le temps d'écrire parce qu'ils sont absorbés par les charges gouvernementales. Il leur faut malgré tout sortir quelques textes de circonstances afin d'appuyer leur candidature. Or, Raymond Poincaré (1860-1934), président de la République durant la Grande Guerre, s'est attaqué à ses mémoires longtemps après son entrée chez les Immortels. Avant, il s'est contenté de

demander à son ancien directeur de cabinet, lorsqu'il était ministre des finances et ce qui est moins connu ministre de la culture (on plutôt des beaux-arts comme on disait à l'époque), de regrouper ses discours en plusieurs volumes.

Une dernière catégorie concerne des hommes politiques devenus mémorialistes malgré eux parce que leur journal, un texte à usage personnel, est devenu par la suite une mine d'informations pour les historiens. Le journal de Vincent Auriol, premier président de la IV^e République (1946-1953) et contemporain de De Gaulle, fourmille de détails. Comme il n'était pas au départ destiné à être publié et qu'il a été écrit à chaud, sur le coup de l'événement, il ne contient donc ni autocensure, ni réécriture.

Nègre pour Pétain

En 1929, le maréchal Pétain (1856-1961) veut lui aussi entrer à l'Académie Française où siégeait déjà son ennemi, le maréchal Foch. Mais contrairement à Foch qui a publié pendant quarante ans de nombreuses études militaires, Pétain n'est pas très porté sur l'écrit. Il prend donc à son cabinet de jeunes officiers brillants dont il apprécie la plume pour qu'ils puissent produire à la chaîne les textes exigés. Parmi eux, il y a de Gaulle dont Pétain suit la carrière depuis sa sortie de Saint-Cyr en 1912.



A cette époque, le lieutenant de Gaulle avait en effet été affecté au régiment d'infanterie d'Arras, dans le nord de la France, que commandait alors le colonel Pétain. La rupture interviendra néanmoins lorsque le maréchal voudra sortir sous son nom une histoire du

soldat français que de Gaulle est en train de rédiger... C'est très réducteur en matière d'explication historique mais imaginons un instant que l'appel du 18 juin se soit réduit à une simple querelle d'égo.

Autrefois, le cursus des hommes politiques était essentiellement littéraire ou juridique, souvent les deux à la fois comme dans le cas de François Mitterrand (1916-1996) qui détenait une licence de lettres, une licence de droit et un diplôme de sciences politiques. Ceci explique qu'ils avaient une très large et très profonde culture, un goût réel pour l'écriture et parfois un véritable talent. Dans tous les pays occidentaux, la formation des hommes politiques fait aujourd'hui la part belle à l'économie, à la technique administrative et surtout à la communication. Comme pour chacun d'entre nous, cette évolution risque de provoquer une véritable rupture avec l'écrit au point que certains se vantent (de manière feinte pour Jacques Chirac ou réelle pour Nicolas Sarkozy) de n'avoir aucune culture voire de mépriser la langue ou la littérature.

2 – Les écrivains qui font de la politique

Si des hommes d'Etat ont écrit, des écrivains ont aussi tenté une carrière politique. Ils sont même très nombreux au XIX^e siècle.

Les grands du XIX^e siècle

Pour de Gaulle, né en 1890, ce sont presque encore des contemporains. Quelques années auparavant, les obsèques nationales de Victor Hugo (1802-1885) ont profondément marqué les contemporains notamment l'écrivain Maurice Barrès, qui n'était pourtant pas du même bord politique que lui. Certains ont été encensés par les autorités. Hugo, par exemple, est nommé pair de France par Charles X et il le reste sous la Monarchie de Juillet (en changeant au passage d'affiliation politique : d'abord royaliste légitimiste puis Orléaniste, il finira républicain). Ce n'est pourtant pas qu'une fonction honorifique. Au « Sénat », l'auteur de « *Notre-Dame de Paris* » joue un rôle important dans le développement des lois sociales, notamment contre le travail des enfants et en faveur de l'éducation. Châteaubriant (1768-1848), dont les « *Mémoires d'Outre-tombe* » furent méditées par de Gaulle, est ministre des affaires

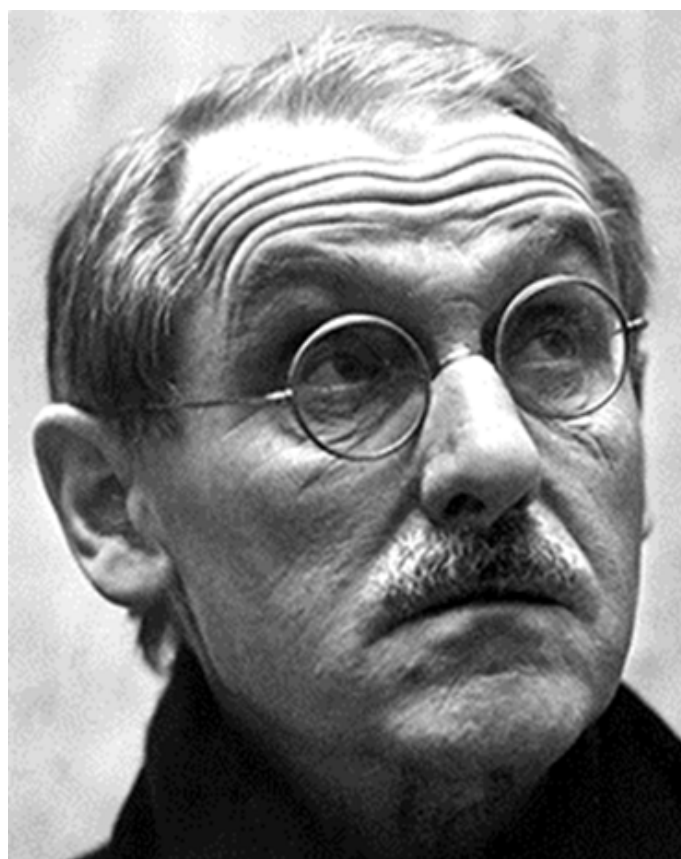
étrangères au début de la Restauration et il rêve de devenir le premier ministre de Louis XVIII. Stendhal (1783-1842) entame aussi une carrière de diplomate après avoir raflé des dizaines d'œuvres d'arts en Italie au profit de Napoléon et des musées français.

D'autres auteurs, parfois les mêmes, ont eu maille à partir avec les autorités : Jules Vallès (1832-1885) au moment de la Commune de Paris (1871) ou Emile Zola (1840-1902) au moment de l'Affaire Dreyfus. Or, cette affaire a fortement marqué la famille de Gaulle. Mais la meilleure comparaison possible reste encore avec Victor Hugo qui rompt avec Napoléon III après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et contre lequel il écrit un pamphlet : « *Napoléon le Petit* ». Hugo s'exile à Jersey puis à Guernesey d'où il attend pendant dix-huit ans la chute du Second Empire. De Gaulle rompant lui aussi avec le devoir d'obéissance quitte la France pour l'Angleterre le 17 juin 1940 et, le jour suivant, il lance depuis la BBC son appel à la résistance. Au moment de son retour au pouvoir en 1958, après les événements d'Algérie, peut-être a-t-il pensé à ne pas devenir un Napoléon-le-Petit... De la même manière, dès les premières lignes des *Mémoires*, la réflexion gaullienne sur les racines de la France et son destin fait écho à la partie épique de l'œuvre d'Hugo, « *La légende des siècles* » par exemple.

Le baron Alexis de Tocqueville (1805-1859) occupe une place à part. Ministre des affaires étrangères de la II^e République et un de ceux qui ont rédigés sa constitution, ce n'est pas un romancier mais le fondateur de la sociologie politique, avec des ouvrages comme « *De la démocratie en Amérique* », à une époque où des textes techniques pouvaient aussi être de grands textes littéraires. Ecrivain militaire, de Gaulle avait sous les yeux un exemple très exigeant.

Les grands serviteurs de l'Etat

Après les écrivains qui ajoutent à leur carrière dans les lettres des fonctions de ministres ou de parlementaires, viennent les hauts fonctionnaires. Suite aux exemples fameux de Châteaubriant et de Stendhal, être diplomate et écrire fut même longtemps une tradition, presque un lieu commun. Le dramaturge Jean Anouilh a été responsable de la propagande, c'est-à-dire de la communication gouvernementale, au début de la Seconde Guerre



Jean Anouilh (1910-1987)

Mondiale. Or, sa pièce « *Antigone* », inspirée de Sophocle, pose justement le problème du conflit entre le devoir et la conscience, dilemme qui emplit de Gaulle au moment de rompre en 1940, lui qui connaît par cœur des passages entiers de Sophocle (V^e siècle avant J.C.) ou de Racine (1639-1699) sur des thèmes voisins...

Le poète Saint-John Perse (Alexis Léger – 1887-1975), secrétaire général du ministère des affaires étrangères, fut quand à lui un opposant. Parti en Amérique, mais encore assez proche de Vichy, il passa toute la guerre à prévenir l'administration Roosevelt contre le chef de la France Libre. En revanche, une admiration réciproque lia dès cette époque l'auteur de théâtre Paul Claudel (1868-1955) et de Gaulle.

Naissance des intellectuels

L'enfance de Charles de Gaulle s'est déroulée à une époque très importante. Les années 1890-1905, celles de l'Affaire Dreyfus, voient en effet apparaître une figure nouvelle dans l'opinion publique : l'intellectuel (une personne vivant de sa plume et qui s'engage dans le débat public). Rappelons le

contexte. En 1894, un officier juif (et alsacien) est accusé de haute trahison au profit de l'Allemagne et il est condamné au bagne. Quelques années plus tard, on apprend qu'il était innocent mais l'armée, soutenue par le gouvernement, refuse de revenir sur la condamnation. Il s'ensuit une crise politique terrible et la division du pays et du paysage culturel en deux camps : dreyfusards contre antidreyfusards. La crise culmine avec la publication dans le journal de Clemenceau d'un éditorial d'Emile Zola intitulé « *J'accuse !* » (13 janvier 1898) qui vaudra à celui-ci une condamnation, un exil et plus tard un assassinat politique. Le père de Gaulle, professeur catholique et royaliste légitimiste, choisit pourtant sans hésiter le camp dreyfusard. C'est le déclic qui a conditionné beaucoup des engagements futurs du Général et son admiration profonde pour des écrivains dreyfusards comme Charles Péguy et la *Revue Blanche*⁵.

De Gaulle est-il donc un intellectuel ? Sans aucun doute dans les années 1930 mais dans son domaine de prédilection de la pensée militaire. A cette époque, il approche en effet le monde politique afin de le convaincre de la nécessité de doter la France d'une force blindée, en dépassant la limite traditionnelle du devoir de réserve, ce qui lui vaudra d'ailleurs un ralentissement de sa carrière. Cette imprégnation de jeunesse explique en tout cas le bon accueil fait à René Cassin (1887-1976), futur prix Nobel de la paix, qui se présente à de Gaulle à Londres en 1940

« *comme un vieux professeur juif et de gauche* ».

La figure de l'écrivain engagé a donc fortement marqué de Gaulle. De la vient aussi la longue amitié avec André Malraux (1901-1976) qui sera longtemps ministre à ses côtés. Malraux qui a commencé sa carrière à gauche, dans la dénonciation du colonialisme et du fascisme, a définitivement trouvé en lui sa figure tutélaire. Certes, le romancier a servi dans les brigades internationales au cours de la guerre d'Espagne puis il a constitué, en 1944, la célèbre brigade Malraux qui combat courageusement pour la libération des Vosges et de l'Alsace. Mais il y a aussi chez lui un côté affabulateur. Ses « *Anti-Mémoires* » sont d'ailleurs de manière assumées des mémoires réinventées. A la fin de sa vie, Malraux est même une des rares personnalités que de Gaulle reçoit encore à Colombey et il fait de ses entretiens ré-imaginés une œuvre magnifique : « *Les chênes qu'on abat* ».

Il faut enfin évoquer les salauds. Le talent voire même le génie ne protège pas des mauvais choix et de la fascination pour le mal. Certains des plus grands écrivains français des années 1930 ont choisi Vichy et la collaboration : Céline (1894-1961), l'auteur du « *Voyage au bout de la nuit* » qui était un antisémite fanatique, Drieu la Rochelle (1893-1945) et même Ramon Fernandez (1894-1944)⁶, le plus grand critique littéraire de l'époque. Lorsqu'il était au pouvoir, De Gaulle a toujours refusé qu'on fasse des



André Malraux

ennuis aux écrivains qui s'opposaient à lui ; Sartre par exemple en qui il voyait une sorte de Voltaire moderne. Mais dans le cas du journaliste et écrivain Robert Brasillach (1909-1945), condamné à mort à la Libération, il s'agissait d'un tout autre problème. De nombreux auteurs, de tous les bords politiques et mêmes des résistants étaient pourtant intervenus auprès de De Gaulle afin d'obtenir sa grâce, au prétexte que Brasillach n'aurait pas eu de sang sur les mains. Admirateur du nazisme, il avait pourtant écrit, au sujet de la déportation des juifs, qu'il fallait « commencer par les petits ». Logique, de Gaulle considère que le talent éventuel n'empêche pas de devoir répondre de ses actes. Condamné à mort par Vichy, nul doute que De Gaulle aurait d'ailleurs lui-même été exécuté.

3 – Les militaires écrivains. Un technicien ?

Donc Charles de Gaulle est un homme politique qui rédige des mémoires et c'est un intellectuel marqué par l'extraordinaire richesse littéraire de son époque. Mais c'est d'abord un militaire qui écrit, sujet facile à plaisanterie puisqu'on a parfois du mal à associer talent et uniforme. C'est oublier les précédents. Au XVIII^e siècle, Choderlos de Laclos (1741-1803), l'auteur « *Des liaisons dangereuses* », était lui-même un officier du roi. A l'inverse, son ami le chevalier de Saint-Georges, le Mozart noir, fut fait général sous la Révolution, comme les pères de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas (1802-1870). Un peu plus tard, Alfred de Vigny (1797-1863), un contemporain de Victor Hugo dans le courant romantique, avait débuté sa carrière par un ouvrage intitulé « *Servitude et Grandeur de la Condition Militaire* ».

Mais de Gaulle n'est pas un auteur de fiction, encore moins un romancier. Il a connu l'expérience du feu mais il n'écrit pas les « *Croix de bois* » (Dorgeles – 1885-1963) ou « *Orages d'acier* » (Ernst Jünger – 1895-1996), deux des grands bestsellers de l'entre deux guerres en France et en Allemagne et il ne raconte pas ses souvenirs de combat comme Maurice Genevoix (1890-1980). Les horreurs vécues au front ne le pousseront pas vers les nouvelles frontières de l'imaginaire à l'image des Surréalistes. Non, c'est d'abord un technicien qui publie des études en même temps qu'il rédige des rapports pour



l'Etat Major, ce qui lui vaut d'ailleurs à la fois des jalousies et des moqueries dans le petit monde de la technocratie militaire. Il faut savoir que les stratèges ne font pas carrière. Ils sont estimés ou ils sont combattus mais ils ne montent pas très haut dans la hiérarchie militaire, à l'exception notable du maréchal Foch. De Gaulle a en tête des auteurs, comme le français Ardant le Picq (1821-1870), qui insistent tous sur le fait que rien n'est assuré à la guerre et que le chef se doit de réagir avec pragmatisme à l'évènement⁷. Il a aussi un modèle : le lieutenant-colonel Mayer (1851-1938)⁸, un officier juif, plutôt de gauche, admirateur de Jaurès et aux idées stratégiques hétérodoxes. Il devient son ami et fait auprès de lui ses premières armes en publiant des articles dans des revues spécialisées.

Un autre auteur l'a profondément marqué mais d'une manière indirecte, le lieutenant-colonel Driant (1855-1916). Officier brillant mais dont la carrière a été brisée, il était le gendre du général Boulanger, Emile Driant s'est reconverti dans la politique, comme député de Nancy, et dans la littérature en prenant la succession de Jules Verne avec des romans qui mêlent au thème de la guerre future, anticipation

technologique et prospective géopolitique. Pour l'anecdote, il publie en 1910 un roman où il prévoit une guerre entre Japonais et Américains dans le Pacifique et une importante bataille navale et aérienne autour de l'île de Midway... Comme de Gaulle qui se passionne après guerre pour les chars, Driant, même rendu à la vie civile, est resté proche de ces officiers comme le commandant Ferrier qui expérimentent l'aérostation, l'aviation ou la TSF (télégraphie sans fil = la radio).

Or, le hasard veut que Driant soit tué au bois des Caures, à la tête de ses chasseurs, lors du déclenchement de l'attaque des Allemands sur Verdun en février 1916, quelques semaines seulement avant que de Gaulle ne soit lui-même porté disparu, à quelques kilomètres de là, lorsque sa compagnie est décimée à côté du fort de Douaumont. Le général Lyautey (1854-1934), futur maréchal, auteur en 1891 d'un essai remarqué : « *Le rôle social de l'officier* », a impressionné toute la génération d'officiers à laquelle de Gaulle appartient. C'est un lorrain rallié par la force des choses à la République

qui, à l'inverse de la tendance du corps des officiers et de son milieu d'origine, veut à l'époque ouvrir l'armée sur la société. Jeune lieutenant en 1912, De Gaulle a en tête les préceptes de Lyautey lorsqu'il est placé à la tête d'une section d'appelé du régiment d'Arras. Après la Première Guerre Mondiale, de Gaulle qui est un fantassin, découvre le général Estienne. Ce meusien natif des Hauts-de-Chée, qui a fait sa classe préparatoire au lycée de Bar-le-Duc, est en effet le père des chars de combat.

Après avoir publié de nombreux articles dans des revues spécialisées, de Gaulle devient professeur d'histoire à Saint-Cyr (l'école était à cette époque en région parisienne), puis conférencier à l'école de guerre (à l'école militaire en face de la tour Eiffel). Or, après la couverture des frontières, le rôle du chef, la question psychologique dans la conduite de la guerre ou la mobilisation économique, il engage justement au début des années 1930 une réflexion sur l'arme blindée en totale rupture avec la pensée stratégique dominante en France. Beaucoup plus tard, il élargira cette réflexion à la force de frappe (l'arme nucléaire et



la dissuasion). L'idée est toujours la même. Comment transformer le territoire national en un sanctuaire que les fortifications placées aux frontières, la ligne Maginot ou l'armée conventionnelle ne peuvent plus protéger ? Dans le contexte de la guerre froide, de Gaulle, premier président de la V^e République (1958-1969), insistera avec force sur le thème de l'indépendance nationale et sur la nécessité pour le pays de se doter de l'arme nucléaire afin de se protéger de l'Union Soviétique et d'être en même temps autonome par rapport aux Etats-Unis⁹. Donc, au moment où il rédige ses mémoires, de Gaulle est resté un écrivain militaire qui continue de réfléchir aux problèmes stratégiques de son temps avec son ministre des armées Pierre Messmer (1916-2007). Son attention va jusqu'aux détails. Par exemple, il a écrit lui-même la plus grande partie de l'ordonnance (une loi) de 1959 qui organise la défense nationale comme un système global qui associe défense militaire, défense civile et défense économique – ce qui était très nouveau pour l'époque - mais aussi le RDGA, le règlement de discipline valable au sein des armées.

Quand il écrit, de Gaulle raconte une défaite qu'il avait largement prophétisée. Ses mémoires constituent donc aussi une justification de la politique qu'il compte conduire afin de protéger la France d'une nouvelle surprise stratégique. En tout état de cause, après l'exemple de Clemenceau (1841-1929) en 1917, il rompt une digue officieuse qui séparait hommes politiques et généraux et qui affectait à chacun un rôle autonome. Loin de placer le gouvernement sous la coupe des militaires, il considère (mais c'était déjà l'idée de Clausewitz) que c'est aux politiques d'exercer leurs responsabilités en conduisant une réelle politique de la guerre.

Si de Gaulle est resté longtemps un auteur militaire, ses lectures et ses centres d'intérêts vont bien au-delà. Mieux, lorsqu'il analyse tel cadre stratégique ou tel commandant en chef, il s'intéresse tout autant aux faits objectifs : la géographie, les forces en présence, qu'à la psychologie des acteurs. Quand il affirme que « *la culture générale est la véritable école de commandement* » ou qu'au « *fond des victoires d'Alexandre, on retrouve toujours Aristote* », il prône l'acquisition par les officiers, mais aussi de tout responsable public, d'une culture la plus large possible. Seule cette culture permettra selon lui aux

chefs de rompre avec les pesanteurs et le dogmatisme afin de s'adapter aux réalités. Pour lui, il n'y en effet pas d'autre politique possible que celle qui fait face aux réalités. Voilà pourquoi d'ailleurs le gaullisme n'est pas une idéologie ! Ce n'est peut-être pas un hasard si cette conception a été reprise en 1945 pour poser le cadre de la formation des hauts fonctionnaires français avec la création par un de ses proches, Michel Debré (1912-1996), futur premier ministre en 1959, de l'Ecole Nationale d'Administration.

F.S.

Seconde partie dans le numéro de janvier 2017.

¹Philippe Oulmont (dir.), *Les voies De Gaulle en France*, Préface de Jean-Pierre Rioux, Cahiers de la Fondation Charles De Gaulle N°17, 2009.

²Même si Thucydide ne se raconte pas lui-même.

³Voir aussi de cet auteur *La cité de Dieu* qui donne lieu à une profonde réflexion sur le sens de l'Histoire.

⁴Il faudrait au passage essayer de distinguer un mémorialiste et un chroniqueur, ce que les dictionnaires ne font pas toujours.

⁵A la même époque, le futur général Weygand, alors jeune officier, faisait signer une pétition contre Dreyfus...

⁶Voir le livre consacré à son père par le grand romancier Dominique Fernandez, « *Ramon* », Le Livre de Poche, 2010.

⁷Son idée maîtresse consiste à démontrer que le combat repose avant tout sur l'être humain et notamment sur sa psychologie. De Gaulle a en revanche lu assez tard le grand théoricien prussien Clausewitz (1780-1831).

⁸À partir de 1889, il se mit à publier des articles de théorie militaire qui allaient à l'encontre des thèses officielles. Il y soutenait notamment que les guerres de l'avenir seraient non pas des guerres de mouvement fondées sur des tactiques d'offensive à outrance, mais des « guerres d'immobilité » où l'on verrait les armées s'enterrer. Ces conceptions prophétiques mais hérétiques valurent au capitaine Mayer d'attendre dix-sept ans avant de passer dans le grade supérieur.

⁹D'où aussi la décision de quitter non pas l'OTAN mais son commandement intégré (dans lequel la France est rentrée depuis peu) afin de laisser à la France sa libre décision quant à l'engagement de ses troupes.

LA FONDATION CHARLES DE GAULLE



Transmettre la mémoire de « l'Homme du 18 Juin » !

par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



A l'occasion du référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation, qui intervenait un an à peine après le désordre social et institutionnel de mai 1968, le général de Gaulle déclarait en avril 1969, que « De la réponse que fera le pays va dépendre évidemment soit la continuation de mon mandat, soit aussitôt mon départ » puis « Si je suis désavoué par une majorité

d'entre vous, je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions... Si au contraire je reçois la preuve de votre confiance, je poursuivrai mon mandat jusqu'à son terme régulier en 1972 ».

On connaît la suite et l'esprit « gaulois » des français, le 27 avril 1969, le « Non » l'emportait à 52,5 % et fidèle à son engagement comme il l'avait toujours été...



Le général de Gaulle déclarait le lendemain du référendum, soit le 28 avril 1969 : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi » et du 12 mai au 19 juin 1969, le général et « tante Yvonne » partaient en retraite en Irlande pour ne plus jamais revenir en politique française jusqu'à sa mort, à Colombey-Les-Deux-Eglises le 2 novembre 1970, soit 554 jours après sa seule défaite...

C'est dans ce mélodrame politico-historique que Pierre Lefranc - l'un des premiers manifestants contre



Le général et Yvonne de Gaulle - Irlande 1969



Malraux, G. Palewski, G. de Courcel et Pierre Lefranc (Institut Charles de Gaulle)

les nazis sur les champs Elysées le 20 juin 1940, au cours de laquelle il sera blessé par une grande et arrêté, puis à peine libéré fondateur du réseau « Résistant Liberté – que le général accepte la proposition de son ancien compagnon de la France Libre, grand-croix de la Légion d'honneur, de créer un centre de documentation et de recherches sur le général de Gaulle.

Le choix du général se porte sur un Institut, association privée régie par les dispositions de la loi de 1901, afin de donner à cet organisme une forme juridique indépendantes des partis. Et le 20 février 1970, soit 9 ans avant sa mort, le général arrête lui-même la liste des fondateurs.

Présidé par son ancien ministre de la culture, André Malraux (1901-1976), puis par le ministre et ambassadeur Gaston Palewski (1901-1984) et enfin par le diplomate et compagnon Geoffroy Chodron de Courcel (1912-1992) l'Institut Charles de Gaulle est animé jusqu'en 1991 par le secrétaire général et vice-

président Pierre Lefranc.

En septembre 1991, afin de pérenniser l'action de l'Institut Charles de Gaulle ainsi que de garantir son indépendance financière, l'Institut donne naissance, sans pour autant disparaître, à une Fondation.

C'est à nouveau Pierre Lefranc, qui négociera auprès du gouvernement de Michel Rocard, à l'époque premier ministre de François Mitterrand, l'attribution d'une dotation de l'Etat permettant l'établissement de la « Fondation Charles de Gaulle » reconnue d'utilité publique par décret du 22 septembre 1992.

A partir de cette époque, la Fondation et Institut Charles de Gaulle, seront successivement dirigés par le général Jean Simon (1912-2003), Pierre Messmer (1916-2007), Jean Foyer (1921-2008) (conjointement avec l'amiral Debray), Yves Guéna (1922-2016) et Pierre Mazeaud mais cette dualité prend fin en 2005, la fusion entre l'Institut et la Fondation étant effectuée à cette époque afin de



Jean Simon, Pierre Messmer, Jean Foyer et Yves Guéna et pierre Mazeaud (Institut et Fondation C. de Gaulle)

simplifier les structures administratives.

A compter de cette « fusion » et fidèle à la mission assignée à la Fondation Charles de Gaulle et à l'Institut du même nom, l'objectif premier de cette institution sera de : « servir la mémoire du général de Gaulle, de faire connaître, tant en France qu'à l'étranger, l'exemple qu'il a donné et les enseignements qu'il a laissés par ses actions et par ses écrits pour la défense des valeurs qui sont le patrimoine commun des Français ». Un vrai travail de mémoire donc.

Fort de cette belle mission, la Fondation deviendra rapidement l'une des références historique en matière de recherche et de conservation de tous documents écrits ou audiovisuels, témoignant des actions, discours et écrits du général.

Dans le même état d'esprit la Fondation édite des ouvrages ou des périodiques, organise des conférences et exposition à la mémoire du « Général » et remet un prix d'histoire « Prix de la Fondation Charles de Gaulle » doté de 1.000 euros et prend en charge la publication aux éditions du Nouveau Monde.

L'action de la Fondation s'inscrit également dans une perspective mémorielle et participe à ce titre aux grandes commémorations gaulliennes en France et à l'étranger et s'attache à conserver et à ouvrir au public les « lieux de mémoire » gaulliens telle que Colombey-les-deux-églises ou a vécu jusqu'à à la fin de sa vie le général de Gaulle.



*« De Gaulle-Adenauer : les bâtisseurs de l'amitié franco-allemande ».
Exposition itinérante de la Fondation Charles de Gaulle.*

Mais le premier objectif de la Fondation est d'inscrire l'héritage du général de Gaulle dans l'avenir et de les associer aux préoccupations les plus contemporaines, notamment dans les pays où l'action de Charles de Gaulle a particulièrement marqué les esprits.

Actualiser l'action du Général dans les pays qu'il a marqué de son empreinte n'est-ce pas en définitive, être au service de la France ?

C'est en tout cas dans cette dynamique que s'est inscrit Jacques Godfrain, ancien ministre de la Coopération et nouveau président du Conseil de la Fondation, élu le 18 février 2011 notamment par le développement d'un nouveau blog internet et la mise en ligne d'archives vidéo en partenariat avec l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) sur le général de Gaulle et qui est sans doute unique au monde !

<http://fresques.ina.fr/de-gaulle/accueil>

J'ai également eu l'honneur de rencontrer Michel Anfrol, président depuis 1992, des « Amis de la Fondation Charles de Gaulle ». Cet ancien journaliste, véritable puits de science sur l'histoire du général de Gaulle et non dénué d'un certain humour, a pour mission en sa qualité de Président des « Amis de la Fondation » de permettre à tous ceux qui le souhaitent de s'informer de manière conviviale sur l'action du général de Gaulle. Les « Amis de la Fondation Charles de Gaulle » soutiennent et développent notamment le rayonnement des actions de la Fondation Charles de Gaulle et organisent des diners-débats, des voyages historiques en France et à l'étranger ainsi que des visites commentées.



Jacques Godfrain Président de la Fondation Charles de Gaulle, Michel Anfrol Président des Amis de la Fondation Charles de Gaulle et la façade du 5 rue de Solferino, à côté du Palais de Salm qui abrite à Paris la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur. Hauts lieux de l'histoire française.

Je ne suis pas prêt d'oublier ce rendez-vous en mars 2016 avec le Président Michel Anfrol, dans son bureau de l'immeuble du 5 rue de Solferino à Paris où se tenait le siège de la Fondation et ancien siège du RPF (Rassemblement du Peuple Français) parti politique créé et dirigé par le général de Gaulle de 1947 à 1955 puis qui servi de bureau privé du général jusqu'en 1958.

Au cours d'un rendez-vous d'une heure, j'ai pu assister à un véritable témoignage vivant de ce conteur inégalable, sur un homme extraordinaire : le général de Gaulle, devant lequel je me mettais – disoit mes parents - dans un « garde à vous » impeccable avec un salut militaire, chaque fois que je le voyais dans le poste noir et blanc familiale, et ce à peine

âgé de 5 ans !

Reconnue d'utilité publique par le décret du 22 septembre 1992 et gardienne de la mémoire gaullienne la Fondation Charles de Gaulle accueille tous les dons, y compris les plus modestes pour entretenir les lieux historiques du général et tous documents s'y rapportant. Elle est habilitée à délivrer des reçus fiscaux aux donateurs en écrivant à : Fondation Charles de Gaulle 5 rue de Solferino 75007 Paris (France), ou par téléphone : +331 44 18 66 77. Le site internet de la Fondation invite lui-même à un fantastique voyage dans l'Histoire de l'Homme du 18 Juin...

<http://www.charles-de-gaulle.org/>



Carte de membre N°3214 des « Amis de la Fondation Charles de Gaulle » de l'auteur, insigne du RPF parti politique fondé et dirigé par le général de Gaulle en 1947 dont le siège et le bureau du général était sis au 5 rue de Solferino, actuel siège de la Fondation Charles de Gaulle.



LE CERCLE D'ETUDES CHARLES DE GAULLE

par François MAURICE



« L'influence et l'action du Cercle d'Études Charles de Gaulle de Belgique exercent depuis des décennies une œuvre historique et morale considérable qui s'étend bien au-delà de la Belgique. »

Amiral Philippe de Gaulle

Membre d'honneur du Cercle d'Études Charles de Gaulle

Si l'on fait le tour des grands hommes du XXe siècle, en France mais aussi en Europe et même dans le monde, le général de Gaulle est toujours cité parmi les premiers. Sa notoriété est telle qu'il suffit de dire « le Général », sans plus de précision, pour savoir de qui l'on parle. Malgré sa mort en 1970, s'incarnent toujours en lui une certaine idée de la France et un héritage politique, social et culturel. Pour beaucoup, dont j'assume de faire partie, de Gaulle demeure une véritable légende.

Qui était, au fond, cet « inconnu célèbre » ? Cet homme toujours debout, dont le profil se détache, immense, avec son képi sur la tête et saluant en ouvrant ses grands bras formant le V de la victoire ? Chef de la Résistance française, après avoir lancé, de Londres, le 18 juin, un appel contre l'armistice ? Est-il un trublion égocentrique désobéissant à la décision du dernier président du Conseil, Philippe Pétain, ou bien un homme providentiel, artisan du

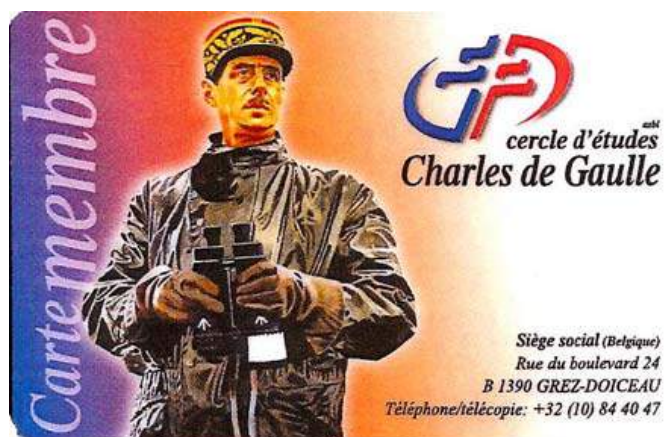
redressement moral, militaire et politique de la France ?

Inspirateur des accords d'Evian, est-il un bradeur d'empire ou un dirigeant avisé et conscient des réalités de son temps ? Créateur de la Ve République, était-il un militaire réalisant un « coup d'Etat permanent », selon les termes de François Mitterrand, ou le sauveur d'une France moribonde ?

De Gaulle demeure l'objet d'une admiration profonde dans différents pays mais il est également l'objet de nombreuses études de la part d'intellectuels, politologues, sociologues, enseignants, chercheurs et historiens mais également de simples citoyens passionnés par l'Homme du 18 Juin.

En France, la Fondation Charles de Gaulle, précédemment présentée par mon ami Olivier Menut, est incontestablement le lieu où se concentrent les recherches les plus riches sur le Général. Toutefois l'intérêt pour le Général existe bien au-delà de nos frontières et le Cercle d'études Charles de Gaulle en Belgique en est assurément l'illustration la plus dynamique.

Le Cercle d'Etudes Charles de Gaulle a été fondé en 1974 à NAMUR et constitué en association sans but lucratif en janvier 1976. L'association a pour objet de





*M. Francis DEPAGIE,
président du Cercle d'Etudes, parle des
relations de Charles de Gaulle avec la
Belgique, à la Libération et
sous la Ve République*

diffuser, de promouvoir et de perpétuer, en Belgique, l'œuvre et la pensée du général de Gaulle ; de rechercher les témoignages de personnes l'ayant connu ou en ayant reçu des correspondances; de créer un centre vivant de recherches ; d'organiser des conférences, des séances cinématographiques, des expositions, des voyages ayant un rapport direct avec le général de Gaulle ; de constituer une bibliothèque et un centre de documentation; d'aider les chercheurs et les étudiants dans l'élaboration de thèses ou de mémoires ayant un rapport direct avec le général de Gaulle. (...)

Le Cercle d'Études est membre de la Confédération internationale Charles de Gaulle qui réunit un grand nombre d'associations françaises et étrangères poursuivant les mêmes objectifs. Il entretient également d'étroites relations avec la Fondation Charles de Gaulle à Paris, le Mémorial à Colombey-les-Deux-Églises ainsi qu'avec la Maison natale du Général à Lille.

Le Cercle d'Etudes Charles de Gaulle, dont le siège est installé à GREZ-DOICEAU dans le Brabant wallon est devenu un haut lieu de rencontre, de réflexion et de recherche. Il s'interdit donc de la manière la plus absolue, conformément à l'article 3 de ses statuts, toute ingérence dans la vie politique des partis.

Il permet ainsi à ceux qui s'intéressent à la vie et à l'œuvre du général de Gaulle de se rencontrer mais facilite également aux étudiant et professeurs de se

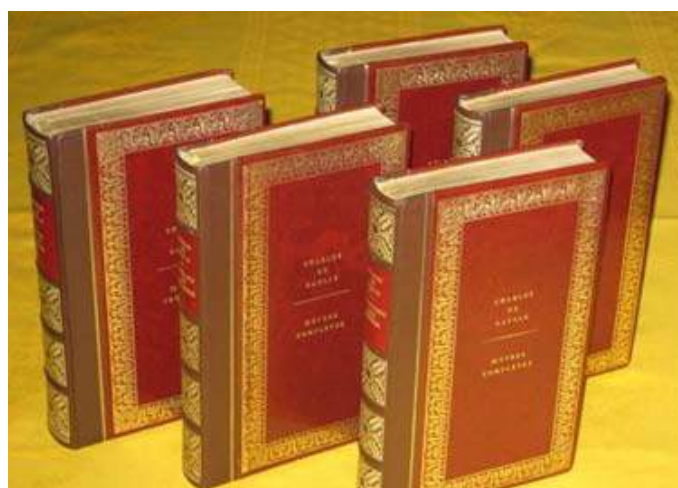


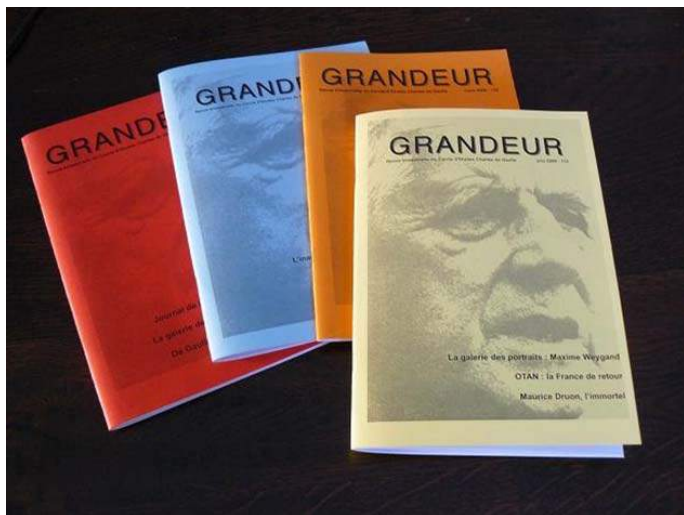
*le Révérend Père Joseph Boly
du Collège Ste Croix à Hannut,
vice-président du Cercle d'Etudes.*

documenter. Il est enfin un lieu privilégié par les spécialistes, auteurs et historiens qui peuvent ainsi consulter ou se constituer des archives.

Une publication de qualité : « Grandeur »

Lien indispensable entre les membres et les amis du





du Général et Membre d'honneur du Cercle Charles de Gaulle :

« La revue Grandeur publie des articles et des éditoriaux dont la valeur littéraire, historique et philosophique et le niveau de pensée sont dignes de son titre, c'est dire hors de pair. (...) Je les lis non seulement avec grande satisfaction mais aussi, dans mon cas particulier, avec beaucoup d'émotion. »

F.M.

Informations sur le Cercle d'études Charles de Gaulle

Cercle, la revue « Grandeur » est éditée trimestriellement.

Elle présente des textes inédits sur le gaullisme, des notes de lectures mais également des informations sur les activités en Europe organisées par les associations liées au Général et avec lesquelles le Cercle entretient d'étroites relations.

Comme a pu l'écrire l'Amiral Philippe de Gaulle, fils

Site : <https://sites.google.com/site/charlesdegaullebe>

Secrétariat :

Mme Liliane DEPAGIE-ENGELEN

Courriel :

info@charlesdegaulle.be





CAFÉ-DÉBAT

Invité spécial : François MAULD d'AYMÉE

Samedi le 17 décembre 2016,
à 13h30

58, rue Artiom,
salle 1.203

**CHARLES
DE GAULLE :**
Partisan
de la souveraineté
et du respect
des peuples



Dictature des minorités ou simplement dictature.



Cessez d'emmerder les Français !

Roland PIETRINI
Auteur et Consultant



Le langage des minorités me rappelle parfois celui du stalinisme, ni voyez aucune allusion aux événements sociaux que nous vivons.

Au doux temps de la norme et du plan, la dictature, celle des masses et du prolétariat représentés par un parti unique maintenait sous une

chape de plomb ceux qui justement étaient considérés comme des minorités asociales. D'ailleurs, on les enfermait dans des asiles psychiatriques afin de les traiter, car, ne pas adhérer aux idées du parti, était considéré comme une maladie mentale qu'il convenait de soigner.

Or, aléas de l'histoire, nous vivons justement l'inverse. Les masses laborieuses étant devenues minoritaires, certains syndicats qui ne représentent qu'eux-mêmes, se considèrent dans ce pays d'exception qu'est la France, comme les gardiens d'un ordre disparu, celui de la dictature d'un prolétariat idéalisé. Ils sont arc-boutés sur les avantages acquis donc immuables d'un monde qu'ils ont contribué indirectement à faire disparaître par leur immobilisme et leur refus d'adaptation au progrès



considéré sans nuance comme une régression.

Cela justifie donc toute action de blocage, les vieux syndicalistes possèdent encore au fond de leur cœur le rêve pionnier de la jeunesse ? « Dès l'âge de 9 ans, le jeune était presque automatiquement enrôlé dans l'organisation jusqu'à ses 14 ans, seuls les cancrs, les voyous et les enfants des « ennemis du peuple » (c'est-à-dire ceux des opposants politiques) en étaient exclus ».

Leur langage a le mérite d'être simple à défaut d'être simpliste. Ma vérité est la seule et si tu n'es pas d'accord c'est donc que tu es, soit l'ennemi du peuple donc ton propre ennemi, soit un nervi des patrons, soit un patron, soit un malade mental.

Ce langage sans nuance, péremptoire, que nous entendons ici ou là par des cégétistes, mais pas seulement, rejoints par des opportunistes parfois hystériques, renforce le sentiment diffus d'une mainmise sur la société par une minorité agissante qui se considère comme une majorité en s'appuyant sur des sondages biaisés ou, comme les pionniers d'un mouvement social dont la justification relève d'une manipulation perverse de la pensée - puisque t'es trop con pour comprendre le mouvement, on le mène pour toi, alors subis et tais-toi - Nous sommes minoritaires en nombre mais nous traduisons la pensée majoritaire, nous sommes donc légitimes.

Ainsi, une poignée agissante de syndicalistes peut bloquer l'entrée d'une usine et dix excités lycéens trotskistes interdire à des centaines d'élèves passifs

et moutons d'entrer dans un établissement censé enseigner l'ouverture d'esprit et la tolérance.

Le droit de grève en France est devenu le droit d'emmerder la majorité des non-grévistes sous prétexte que cette minorité agissante fait grève à la place de ceux qui ne peuvent pas, l'autisme ne peut être le leur, l'autiste c'est l'autre. Il faut donc être contre toute mesure mettant en danger leurs prérogatives et leurs privilèges quitte à foutre en l'air une partie de l'économie et notamment celle d'un nouveau prolétariat qu'ils ignorent et méprisent, celui des petits indépendants, des petits patrons, de ceux qu'ils ont conduit au chômage, car de leur point de vue, il vaut mieux fermer une usine plutôt que de céder sur les avantages acquis. Leur stratégie est donc claire : peser sur le gouvernement actuel en adressant un message par anticipation aux futurs dirigeants du pays. Mesurez notre force !

Votre programme de réforme ne passera pas ! Juppé, Sarko et Fillon, Lemaire et consort, Macron et Hollande allez-vous faire voir !

Nous ne voulons pas plus de votre social-démocratie que de votre libéralisme, ce que nous voulons, c'est défendre nos derniers bastions :



SNCF, Energie, transport, dockers, livres... (Boycotter la sortie de journaux à l'exception de l'Humanité, sous prétexte qu'ils refusent de publier un éditorial de Martinez, en est un exemple).

Nous sommes minuscules mais puissants, nous sommes la dictature et nous l'assumons, nous avons conscience que nous combattons pour notre survie. Ce combat sera celui de notre dernière chance. Car Martinez et SUD (pour « solidaires, unitaires, démocratiques ») savent qu'en 2015, les créations d'emplois liés à des projets d'implantation internationale se sont effondrées de 25 % en France tandis qu'elles ont augmenté de 35 % au Royaume-Uni, de 44 % en Allemagne et de 27 % en Pologne ! Consciemment ils savent que l'implantation de groupes internationaux sonnerait le glas de leur confort et tout chômeur supplémentaire est, selon eux, une potentialité de recrutement pour des futures troupes.

Car ils n'ont pas abandonnés l'espoir d'un grand soir et pour l'atteindre, ils sont prêts à faire de la France un désert, car c'est sur les ruines que se bâtissent les dictatures. Rêves de folie et suicide collectif, ils savent que de ce combat naîtra soit leur disparition soit l'accès au pouvoir. Leur langage est clair, cela passe par la remise en cause des institutions.

La CGT le sait, sa position de leader syndical ne tient plus qu'à un fil. Il faut donc élargir les rangs. D'autant que le nombre d'adhérents de la centrale, 676 623 fin 2014 (contre 868 600 adhérents pour le CFDT), a

baissé de 2 % par rapport à l'année précédente.

La CGT n'a pas de programme, voilà fort longtemps que ce syndicat a compris l'inutilité d'un tel effort, le seul qui vaille la peine est celui de la conquête de ceux qui peuvent devenir un réservoir d'adhérents, les chômeurs, les retraités, les étrangers etc. D'ailleurs le discours prononcé lors du 120^e anniversaire de la CGT est un discours politique de pure inspiration communiste:

« Le 1er mai 1934, la CGT appelle à manifester et cesser le travail contre le fascisme, pour la défense des libertés publiques et la rénovation de l'économie nationale,

Le 1er mai 1960, c'est l'appel de la CGT pour le désarmement, le bien-être et la paix en Algérie, 1968, la CGT participe au financement d'un bateau pour le Vietnam.

1997, la CGT déclare le racisme hors la loi,

Le 29 janvier 2014, le meeting à Montreuil à l'appel de la CGT, la FSU, Solidaires et les organisations syndicales de jeunesse, réunit 700 personnes, unies contre l'extrême droite pour le progrès social et l'égalité des droits.

La mondialisation capitaliste joue sur l'opposition des salariés entre eux au niveau mondial, entre les différents pays dont les droits sociaux sont inégaux voire inexistantes »

On voit bien que dans cette évocation le souci n'est pas celui de la cogestion des entreprises et le développement des entreprises mais bien un discours



internationaliste dans sa plus pure tradition socialo-communiste.

Mais la dictature de la conscience qui consiste à affirmer comme vérité l'internationalisme crétin rejoint bien d'autres discours dont celui d'une étude menée discrètement sur l'intégration. C'est une charge violente contre toute notion d'appartenance à des valeurs socioculturelles judéo-chrétiennes. Sous couvert de « lutte contre les discriminations », cette étude a un discours « différentialiste » qui en vient à nous expliquer que, finalement, en France aujourd'hui, ce n'est pas « l'intégration » dans un espace commun, ni autour de valeurs communes, qu'il faut offrir en partage aux personnes issues de l'immigration, mais un « droit à la différence ». Le français est une langue parmi d'autres, qui ne saurait être hégémonique. Dans ce rapport, retiré depuis, brouille les références et sème le trouble, des phrases en sont marquantes. « *Les questions scolaires ne sont abordées que sous un seul angle : il convient de réécrire l'Histoire de France dont les héros sont trop blancs et trop hétérosexuels. C'est comme si vous alliez en Algérie et que vous demandiez aux Algériens de supprimer de leur Histoire les héros arabo-musulmans.* » dit Malika Sorel, sociologue.

Le temps de la vigilance a sonné devant ces coups de boutoirs, ces vas et viens intempestifs contre ce qui est l'essence même de notre héritage et de notre histoire, telles des grandes marées qui montent à l'assaut des falaises et se retirent, il y a une tentative diffuse et sourde d'ébranler les fondements de notre société. La gauche traditionnelle joue avec le feu en laissant libre court à ces tentatives de radicalisation militante, tout en accusant la droite de ringardise. Cela renforce et stigmatise les sentiments extrêmes au risque d'entendre tout et n'importe quoi.

En effet, on voit bien l'intention de l'auteur, si les cloches sonnent pour les chrétiens, il n'y a aucune raison que des mosquées ne s'élèvent un jour la voix du Muezzin. La gauche de Khalid Magdani, sociologue, dans une tribune publiée par Médiapart en mars 2011, se demandait comment « continuer à accepter sans réagir que les cloches des églises



sonnent tous les dimanches sans que rien ne soit fait pour faire cesser cette intrusion sonore et ostentatoire de la religion dans l'espace public ». A la gauche aussi, les féministes radicales et les zadistes jouent avec le feu et ouvre la boîte de Pandore.

En voulant accuser la droite traditionnelle d'un rapprochement supposé avec le Front national, elle renforce aussi ce mouvement. La conséquence est que la colère des gens normaux, c'est-à-dire la majorité silencieuse, ni raciste, ni homophobe, mais consciente du danger représenté par ces lobbies agissants, monte partout.

La révolution culturelle, souhaitée par une minorité très active, minorité très politisée qui a phagocyté des associations, mettent les politiques sous influence et risque de faire sauter certains verrous sociétaux.

Il ne faut pas radicaliser tous ceux qui croient encore raisonnablement aux valeurs républicaines. Cessez d'emmerder les français ! Messieurs les politiques, et vous, les syndicalistes, occupez-vous des vrais problèmes et pas seulement ceux de votre survie ou de votre réélection. Il est devenu plus que nécessaires de respecter les institutions par les urnes en dénonçant toute forme de dictature, celle de la rue comme celle des minorités. Sans quoi, nous ouvrons la boîte de Pandore et nous serons tous collectivement perdants et ce sont nos enfants qui en paieront les conséquences.

Entre dictature des masses et dictature des minorités une voie s'impose, celle de la liberté de vivre et d'entreprendre. Cessez d'emmerder les Français !

R.P.

Peut-on apporter un remède miracle pour soigner la France ?



Alexandre ARTAMONOV
Journaliste, Rédacteur en chef du service français de Pravda.ru



La vie n'est pas un conte de fées ce qui est une vulgaire constatation qui n'en est pas moins vraie. Tandis que les Occidentaux se félicitent de la victoire de Donald Trump et de celle de François Fillon à la prochaine présidentielle, les Russes, eux, ensemble avec les Syriens, continuent à démanteler l'Empire du Mal c'est-à-dire le royaume de DAESH.

Il est vrai que la Coalition Transatlantique y œuvre aussi, mais je ne saurais complimenter cet état des choses parce que c'est bien l'Occident qui est coupable de l'érection des islamistes. Jugez-en par vous-mêmes : si on avait laissé vivre Saddam Hussein (et qui a donné à l'Occident le droit de décider de la vie et de la mort d'un président démocratiquement élu dans son propre pays?) et Mouammar Kadhafi, on n'en serait jamais arrivé là.

changement majeur dans la politique internationale. Si l'Occident entend pactiser avec la Russie sur l'Ukraine ou la Syrie, c'est parce qu'il ne fait que reconnaître la politique du fait accompli.

Les terroristes ont bel et bien perdu et, à son tour, l'Ukraine ne recevra pas les armes nucléaires américaines en provenance d'une Turquie désormais insoumise au régime américain.



Alors une Conférence avec Trump et Fillon ne ferait qu'entériner un état des choses existant sans ou avec le bon vouloir américain.

Un autre point fort dont les Républicains se gargarisent aux Etats-Unis (et en Europe, d'ailleurs), c'est la fin des sanctions. Hier j'ai regardé Poutine à la première chaîne nationale de la télévision russe. Grande surprise : il a fait valoir qu'il se trouvait bien aise avec ces restrictions marchandes et commerciales. L'Europe a accepté le régime douanier commun avec les Etats-Unis en ouvrant son sanctuaire aux produits d'Outre-Atlantique (dont la majorité absolue d'origine transgénique). Et en même temps, elle souffre des restrictions imposées par les Russes dans le domaine de l'agroalimentaire. On comprendra que la Russie n'est pas en cause : les élites européennes sont en train de s'étrangler par



Ce qui, pour moi, n'est pas sans apporter un bémol à l'avènement possible des Républicains au pouvoir suprême en France, c'est le fait même d'avoir vu l'éradication de la Jamahiriya arabe libyenne sous le règne de l'UMP.

Autrement dit, l'UMP tournée en Républicains (très américain comme nom de parti) est peut-être un peu moins « absurde » que les socialistes, mais, en tout cas, je ne suis pas sûr que cela puisse apporter un



instinct suicidaire puisque je ne vois aucune autre explication logique. A mon sens, si François Fillon veut défendre l'agriculture tricolore, il ferait mieux de réviser les textes régissant la vente des denrées américaines en France. Quant à la Russie, elle pourrait très bien s'opposer à la levée des sanctions parce qu'elle en profite pour développer son marché intérieur et se créer des clients étrangers en coupant l'herbe sous le pied des exportateurs européens.

C'est que le coût de production est moindre en Russie, surtout avec l'écroulement du rouble tant prôné par Obama. Un autre problème qui me semble entier est celui de l'immigration : le programme de François Fillon comprend un point important sur la nécessité de convaincre les



nouveaux venus de rentrer chez eux. Ce point pourrait être convaincant, mais, en bon cartésien, je ne comprends pas trop comment cet ancien premier ministre va s'y prendre. Il se trouve que n'importe quel réfugié qui a traversé la mer et a souffert mille dangers pour pouvoir vivre plus ou moins en sécurité, profitant d'une allocation et des services médicaux, ne voudra certainement pas se retrouver en Afghanistan où la guerre civile fait rage (toujours avec l'assistance des armées occidentales) ou au Mali, ou

en une Syrie ruinée et parcourue par les bandes des terroristes brandissant des armes de fabrication occidentale et arrosant le paysage des gaz de combat dont les composants leur ont été fournis par un pays (ou une coalition) inconnu.

Mettez-vous tout bonnement à la place de ces hommes ! Voudriez-vous rentrer au pays sous une conjoncture pareille ? Y amèneriez-vous vos enfants ? Aucune réponse n'est donnée par aucun

politicien occidental au pouvoir. Quand bien même Poutine s'y prendrait qu'il ne résoudrait rien, car apparemment ce problème est insolvable - en tout cas de façon conventionnelle. Je crois qu'une telle approche dédiabolise la position de ceux qui ne croient pas

trop au désarmement et à un avenir qui chante. La guerre est toujours le vecteur des intérêts économiques. On voit mal comment on pourrait éviter le pire qui, je l'espère, n'est jamais certain. Cependant, de nos jours, l'existence plus ou moins normale de l'Occident ne tient plus qu'au fil ténu de la devise européenne soutenue par le dollar, mais cela va-t-il durer longtemps ? Je demande à voir.

A.A.

Vérité nécessaire : nous sommes en guerre l'avons-nous oublié ?



Roland PIETRINI
Auteur et Consultant



Nous comptabilisons plus de 300 victimes et plus de 1000 blessés en 3 ans à peine dans les attentats terroristes islamistes, l'actualité montre que sans cesse des projets d'attentats sont mis en échec, la menace semble avoir pris une orientation plus inquiétante compte tenu du nombre de cibles potentielles, et nous ne savons toujours pas quelle attitude adopter face à cette situation aggravée, nourrie par nos contradictions, nos faiblesses, nos manques de vision claire et nos divisions.

Ce manque de décision et cette incapacité d'adaptation de nos sociétés et de nos gouvernants actuels démontrent l'appartenance viscérale à ces faux débats sur le respect ou non des droits de l'homme qui frisent carrément le ridicule lorsqu'on s'aperçoit des maladresses commises.

Par exemple, était-il si urgent le 3 août 2016, de faire évacuer une église, qui n'en était plus une, certes, tenue par des extrémistes catholiques, mais dont l'urgence de l'ordre d'évacuation en plein mois d'août donné par un préfet qui n'a pu que rendre compte au ministre de l'intérieur pose question. Cela apparaît comme une mesure assez lâche en comparaison avec le recul des autorités face à l'application des mesures d'expulsion, toujours non appliquées, sur les zadistes du futur site de l'aéroport de Nantes.

Il me semble, en effet, que les gesticulations de ces « jusqu'au-boutistes catho » ne mettaient en danger ni la République, ni la sécurité de l'Etat, en tout cas, leurs discours apparaissaient de toute façon moins dangereux que celui des imans salafistes, à qui on donne, d'ailleurs, avant expulsion, toutes les garanties de droit.

Maladresse divine, en quelque sorte, et mesure imbécile, qui offrent un boulevard à une Marine Le Pen, qui n'a même pas besoin de se démener pour apporter des arguments à son discours.

Mais peut-être, est-ce un objectif du pouvoir de faire monter au plus haut le FN, afin que par un réflexe de peur les Français lui confient leur destin ?

Face aux élections qui s'annoncent, ma référence est plutôt celle d'un de Gaulle de la résistance plutôt qu'un Pétain du renoncement. Etant entendu, pour ne vexer personne, que je ne saurais assimiler Hollande ni au second ni surtout au premier.

Le 13 décembre de Gaulle déclarait : « L'essentiel, pour jouer un rôle international, c'est d'exister par soi-même, chez soi. Il n'y a pas de réalité internationale qui ne soit d'abord une réalité nationale ».

En cette période d'incertitudes, nos dirigeants actuels et à venir ont le devoir de s'en inspirer pour réagir sur le plan intérieur et agir sur le plan extérieur. Où se situe aujourd'hui la vision internationale de la



France ? Quelle politique étrangère menons-nous ? Pourquoi en sommes-nous ou nous en sommes, là et las de tant de renoncement ?

Les prétendants à l'investiture suprême devront y répondre. Le dernier signe donné par François Fillon, lors des primaires est plutôt encourageant face à un candidat de la mouvance molle et du compromis ou ceux à venir du repli sur soi et du protectionnisme. Quant aux gauches, il y a quelques chances pour qu'on ne les retrouve pas dans le sprint final.

Dans le théâtre d'ombre de la vie politique à la française, les choix par défaut ayant donné les résultats que nous connaissons, les médias, comme les politiques, devraient se souvenir que le peuple, lorsqu'il est consulté, choisit parfois avec bon sens le candidat qui lui apparaît comme étant le plus apte à remplir la fonction. La droite a donné récemment l'exemple d'un choix réfléchi et cela n'augure pas du résultat final.



François Fillon et Vladimir Poutine

Le besoin de rétablir l'autorité de l'État, l'impératif de régler les problèmes économiques et de rétablir notre place sur le plan international afin de suivre une voie plus médiane et équilibrée entre les trois grandes puissances, impose de revenir à une Europe des nations afin de sortir de cette Europe technocratique et castratrice. Ces idées gaulliennes, Fillon semble vouloir les incarner.

Tenter de se rapprocher d'un de Gaulle plutôt que

d'un Chamberlain ou d'un Daladier des accords de Munich est salutaire. A choisir, je préfère aussi Clemenceau au général Boulanger.

Nous sommes en guerre, mais ni le Premier ministre, ni le Président de la République n'expliquent de manière claire qui est réellement l'ennemi. Le cantonner au seul E.I apparaît bien réducteur.

Cet ennemi, où se situe-t-il ? Où est-il le plus dangereux ? A-t-il des alliés objectifs ? Avons-nous la capacité de le détruire ? Sommes-nous les seuls à le combattre ? Quelle stratégie développons-nous pour assurer notre sécurité ? Concrètement, quelles sont les mesures prises, à part intensifier quelques bombardements ici ou là en Syrie, en Irak, en Libye ? Certes, sur le terrain daesh recule, mais aussitôt remplacé par des milices métastasées. La paix ne peut revenir qu'en parlant avec tous les acteurs du conflit, Russie et Iran y compris.

Pire encore, en déclarant ne devoir jamais intervenir directement sur le terrain avec des forces terrestres, c'est avouer d'avance notre faiblesse.

Nous manquons de vision stratégique et nous avons mis en place la pire politique étrangère depuis l'avènement de la cinquième république. Après avoir fait fausse route en ne voulant pas voir la réalité en face en intégrant les deux paramètres essentiels du conflit syrien, Bachar et les Russes, on s'est sorti du jeu. Nuls aux échecs, nous sommes perdants au poker.

Nous sommes en guerre, mais nous avons deux territoires de conflits radicalement différents et relativement indépendants l'un de l'autre. Nous sommes en guerre sur le territoire national, une guerre précivile avec la montée des communautarismes. Plutôt que de faire la guerre avec des moyens adaptés, nous perdons un temps précieux à tergiverser, à discuter du financement des mosquées, d'un islam de France, que nous devrions inventer alors qu'il en existe des centaines de variantes.

Cette religion repose avant tout sur l'ignorance volontairement entretenue par des traditions a-culturelles. Nous avons eu le siècle des lumières, la



les pseudos conseils du culte musulman noyautés par les Frères Musulmans, de l'autre on laisse les zones de non-droit tranquilles.

A chaque jour suffit à sa peine, mais virer un prêtre faisant la messe, que le lieu soit consacré ou pas, permet de calmer les nerfs d'un gouvernement à la dérive qui avertit par ailleurs les Français d'un prochain attentat, prenant ainsi les devants de son incalculable faiblesse.

majorité des musulmans est en attente du siècle de la bougie et nos gentils terroristes sont restés au siècle des croisades dont la dernière, faut-il le rappeler, la neuvième, menée par le prince Édouard d'Angleterre (futur Édouard I^{er}) a eu lieu de 1271-1272.

Ainsi, d'un côté, on mime la danse du ventre devant

Il est temps de tourner la page et de montrer d'autres voies possibles. Entre Chamberlain et de Gaulle il faut choisir.

R.P.



Je ne suis pas occidental, je suis « Cheval de Przewalski »



Bertrand BRISSET
Essayiste



Pendant trop longtemps, j'ai dit que j'étais « occidental ». Je ne suis pas le seul dans ce cas-là, nous sommes très nombreux. C'est une tournure de langage facile et familière mais un peu fourre-tout dans laquelle on place avant toute chose une appartenance culturelle. La réalité, c'est que je ne suis occidental qu'au niveau géographique si je me situe simplement en tant que français vivant en France, en ce sens, oui, je suis « occidental ». Le problème que l'« occidentalisme » est aussi une notion bien réelle de repli sur soi, voire, une volonté politique européenne, qui, en affirmant sa soumission totale à Washington et à l'OTAN, n'a cessé de s'étendre à l'est jusqu'à la frontière russe en faisant des Pays baltes et de l'Ukraine une sorte de glacis protecteur dans le seul et unique but d'isoler Moscou. En ce sens, je ne peux pas me définir comme « occidental » car j'ai toujours soutenu, au contraire, un pont de paix, d'amitié, d'essor culturel et économique Paris / Berlin / Moscou. J'ai d'ailleurs toujours dit que l'OTAN aurait dû être dissoute en 1991 en même temps que le Pacte de Varsovie...

Je ne crois pas qu'il y ait une « culture occidentale » à laquelle nous devons forcément appartenir. Après tout, un Italien est italien tout comme un Allemand est allemand et si nous avons évidemment un espace de vie européen commun, ce qui fait notre richesse c'est aussi notre diversité. Si nous extrapolons au centre et à l'est, un Polonais est polonais comme un Roumain est roumain et, alors, que dire des multitudes ethniques et culturelles de Russie et de Chine? Je pense de moins en moins en « occidental » mais je me définis de plus en plus comme étant de culture eurasiennne. Ethniquement, je reste occidental, dans le sens que je ne suis pas métis, mais culturellement, géopolitiquement, oui, je suis par intérêt, par amour aussi pour cette grande voie vers l'est, métissé « eurasiennne ».

Chacun a sa route de cœur. Il ne s'agit surtout pas de

les opposer, ce serait totalement idiot ! Cela peut être la mythique « Route 66 » des Etats-Unis. Cela peut être aussi celle qui transporte de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle aux souks de Marrakech. Elles ont toutes leurs plaisirs, leurs découvertes, leurs aventures... Ma route mythique, elle, traverse le sud de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et même plus loin... On entend souvent parler de « culture occidentale judéo-chrétienne » sans trop savoir réellement de quoi l'on parle. Je me définis simplement comme étant « cathodolxe », un pied dans une église romane française et l'autre dans une église orthodoxe d'Europe de l'Est. Mais, cela n'est pas réducteur. J'aurais tout aussi bien pu me définir protestant, musulman, judaïste, bouddhiste... tout en conservant cette culture eurasiennne globale.

Je suis un homme libre de pensée, non soumis à une quelconque doxa politicienne européenne qui n'a de cesse d'engager des sanctions économiques à l'encontre de la Russie et qui refuse dans le même temps de signer à l'ONU un texte condamnant l'apologie du nazisme du seul fait que ce texte émane de Moscou ! Je suis un homme libre comme les nations qui composent le puzzle eurasiennne de Brest à Vladivostok ! En fait, je suis « cheval de Przewalski ».

Ce petit cheval robuste, impossible à domestiquer. Ce petit cheval issu des plaines asiatiques et qui a bien failli disparaître. Des programmes de sauvegarde de



l'espèce avaient été lancés dans plusieurs pays dans les années quatre-vingt-dix. C'est amusant car je me souviens que, jeune homme, j'avais financièrement contribué (de ma très modeste personne!) au programme français. Ce cheval a depuis été réintroduit dans de nombreux pays dont la Pologne, la Hongrie et de nombreux autres pays devenant un symbole autant géographique qu'historique mais aussi politique car il unit les hommes et les nations tout en restant indomptable.



Avec l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, nous pouvons espérer nous engager dans un monde plus pacifique, du moins, une meilleure résolution des problèmes globaux. A l'inverse, l'Union européenne semble orpheline! J'entends ici et là « Mais qu'allons-nous devenir? ». J'entends aussi le fait qu'il faudrait que l'Union européenne arrive à grandir par elle-même. Après tout, sur ce point précis, ce serait effectivement



une bonne chose. Je c o n ç o i s d'ailleurs qu'un élan fraternel ne doit pas être pour autant une soumission économique mondialiste libérale.

Il est normal que les nations s'entendent tout en défendant leurs marchés internes. L'un n'empêche pas l'autre! On peut très bien s'ouvrir aux « nouvelles routes de la soie » sur un plan pacifique tout en garantissant nos propres économies. Construisons sereinement le monde de demain mais construisons-le ensemble plutôt que les uns contre les autres! Et oui car j'entends aussi malheureusement ressortir ce vieux serpent de mer d'armée européenne... Il n'en n'est pas question! L'Europe n'a aucun ennemi! Le terrorisme islamiste est d'abord une question d'échanges de renseignements au niveau de la police (exemple, entre la police française et la police belge) mais ce n'est pas du ressort de l'armée. Une armée européenne devrait se trouver un ennemi imaginaire

et cet ennemi nous le connaissons tous, ce serait encore et toujours la Russie, franchement il y en a marre ! La lutte contre le terrorisme islamiste serait aussi en priorité une question de relations diplomatiques à revoir car on ne peut pas à la fois lutter contre les incendies de forêt et copiner avec les pyromanes !

La diplomatie française n'a que depuis trop longtemps été alliée des monarchies du Golfe persique et son rôle en Syrie sous la présidence de François Hollande totalement à l'encontre d'une quelconque lutte contre les islamistes, c'était plutôt l'inverse... Il faut dire que nous étions aussi totalement soumis à la vision du monde d'avant Donald Trump, une vision Obama / Clinton et que François Hollande aura très certainement été, dans ce contexte très particulier, le président français le plus occidentaliste, et, pourrions-nous dire, le plus atlantiste. Le temps d'un nouveau jeu a sonné, espérons-le pour le bien commun.

Cette parenthèse bien trop large dans l'histoire qui va du bombardement de la Serbie au soutien d'Al-nosra en Syrie en passant par le silence assourdissant des médias sur les néo-nazis ukrainiens et des Pays baltes ressortis de la naphthaline et devenus le bras armé de l'OTAN, cette parenthèse doit se refermer maintenant au plus vite! C'est aussi en ce sens que je rejette la notion d'occidentalisme que je qualifie ouvertement de néo-fascisme et que je lui préfère une ouverture pacifique eurasiennne.

C'est décidé, je suis « Cheval de Przewalski »!

B.B.

Les Brigandes dans le Donbass

- Entrevue -



Elena Sydorova
Directrice de la Rédaction



Pourquoi avez-vous décidé de venir au Donbass ?

Nous avons décidé de venir au Donbass pour rencontrer l'un des seuls peuples qui défend encore sa liberté contre l'impérialisme américain, car, d'une autre façon, c'est aussi le combat que nous menons.

Que saviez-vous sur le Donbass avant votre visite ?

Pas grand-chose en réalité, si ce n'est que cette région se battait pour son indépendance contre l'impérialisme américain et avec le soutien de la Russie – ces éléments nous ayant déjà suffisamment motivé pour venir sur place.

Comment pouvez-vous décrire la ville de Donetsk en quelques mots pour des gens qui ne l'ont

jamais vu ?

C'est une ville assez moderne où l'on peut voir quelques buildings mais aussi des bâtiments typiquement staliniens. Cependant, il y a de nombreux espaces verts et parcs pleins de fleurs, qui doivent être magnifiques lorsque tout a éclo. On peut comprendre pourquoi Donetsk s'appelle la « ville aux millions de roses ».

Le paysage est assez plat. Le seul relief qu'il peut y avoir est formé par les « terricônes », collines pointues nées de l'industrie minière très présente au Donbass.

Qu'avez-vous pensé votre visite à l'Université Nationale Technique de Donetsk ?

C'était sympathique de voir des jeunes étudiants qui apprennent le français à l'autre bout du continent ! Et ensuite, cette visite nous a permis de découvrir un



aspect de la vie à Donetsk (en l'occurrence la vie d'une université), qui a l'air de se dérouler normalement malgré la guerre !

Nous avons aussi été étonnés que malgré tout, des échanges avec des universités françaises ont toujours lieu.

Quelles sont vos impressions après la visite des quartiers bombardés de Donetsk et d'Uglegorsk ?

Ce que l'on retient surtout après la visite de ces quartiers bombardés, c'est que ce sont des zones exclusivement civiles, ne comportant aucune infrastructure militaire. Sachant que le Donbass faisait partie de l'Ukraine il n'y a que quelques années, le plus choquant est d'en déduire que le gouvernement de Kiev bombarde en réalité son propre peuple, et qu'il vise particulièrement des lieux comme les écoles, les orphelinats, les hôpitaux, les gares routières ou les marchés et les supermarchés.

Nous avons été étonnés de voir des gens continuer de vivre dans les quartiers bombardés, dans des maisons qui, pour certaines, ne sont plus que des

ruines. La plupart n'ont presque plus rien pour vivre, mais comme nous avons pu le voir ils gardent leur dignité et leur sourire. Cette ténacité, mais aussi cette générosité qu'ils rayonnent, nous rendent honteux de vivre comme nous vivons dans nos pays embourgeoisés et sécuritaires.

À vrai dire, en ce qui nous concerne, nous sommes sortis de ces visites encore plus motivés et convaincus de la justesse du combat que nous menons contre l'ordre mondial américain, à travers les Brigades et notre alternative clanique communautaire.

Savoir que nos gouvernements occidentaux soutiennent ces bombardements de civils, dont le seul crime est d'être né dans un peuple qui a dit *non* au système mondialiste, n'a fait que renflammer notre détermination et notre révolte.

Notre démarche de vie, ici en France, était déjà basée sur un rejet de la société bourgeoise individualiste – elle n'en est que renforcée après ce que nous avons vu !

Qu'avez-vous découvert lors des visites de musées ?

Nous avons visité plusieurs musées faisant le parallèle entre la Seconde Guerre Mondiale, « la Grande Guerre Patriotique » des Russes, et la guerre actuelle.

On nous a expliqué qu'au début de la guerre du Donbass, les séparatistes pro-russes qui n'avaient pas d'armes allaient en chercher dans les musées dédiés à la Seconde Guerre Mondiale, et que celles-ci fonctionnaient toujours !

Nous avons aussi vu dans ces musées des écussons américains ou des sachets de nourriture de l'US Army ramassés lors de la prise de l'aéroport de Donetsk, preuves que des américains étaient venus se battre du côté ukrainien contre les séparatistes pro-russes. Dans ces objets, on a pu aussi voir un manuel de la Bundeswehr, l'armée allemande...

Ensuite, nous avons aussi visité un musée en l'honneur de la Jeune Garde, ces résistants d'entre 14 et 22 ans lors de l'occupation nazie. Nous étions surpris du nombre élevé de ses membres (soixante-dix) rien que dans la ville de Lougansk, en sachant que d'autres organisations de jeunes du même genre avaient spontanément éclos dans d'autres villes un peu partout en Russie ! Le courage de ces jeunes est





admirable, et ils méritent que l'on s'en souvienne.

Qu'avez-vous ressenti quand vous étiez au Saour-Mogouila, tumulus et point dominant pendant la Grande Guerre Patriotique et pendant des combats de la guerre actuelle en 2014 ?

En voyant ce lieu, nous avons compris aisément

pourquoi il fut l'objet d'importantes batailles : le sommet de cette colline offre une vue à 360° sur des dizaines voire des centaines de kilomètres. Cet endroit est d'autant plus stratégique qu'il est proche de la frontière russe.

Du haut de la colline, nous pouvions pratiquement imaginer comment s'étaient déroulées les batailles, ce qui nous a donné une impression de proximité avec les soldats qui avaient combattu à cet endroit.



Avez-vous communiqué avec des militaires ?

Nous avons rencontré quatre volontaires français, revenus du front depuis peu pour deux d'entre eux. Ils nous ont raconté comment cela se passait sur le front, la difficulté de la guerre de position, qui est une guerre d'usure comme le fut la guerre de 14-18 pour la France.

Ce qu'ils ont relevé en particulier,



c'est que cette guerre de position avait provoqué sur le long terme une certaine lassitude dans les troupes et donc une recherche d'évasion avec tous les fléaux que cela comporte : principalement l'alcool, parfois la drogue. Ils ont vu de nombreux soldats qui n'étaient plus en état de se battre alors qu'ils étaient en position, parfois à moins de 100m des Ukrainiens ! Cela peut provoquer des accidents mortels, pour soi-même mais aussi parfois pour ses camarades... On nous a appris par la suite que cette situation n'était pas si générale, que certains bataillons prenaient le problème au sérieux, et que l'armée était peu à peu en train de se structurer.

Mais nous avons vu que le peuple du Donbass était fort, et nous espérons qu'il tiendra cette guerre d'usure le temps qu'il faudra, avant de peut-être reprendre les oblasts de Donetsk et Lougansk dans leur entièreté !

Les volontaires français que nous avons rencontrés nous ont dit qu'ils ne regrettaient absolument pas d'être venus se battre ici, même s'ils ne sont plus dans l'armée aujourd'hui, car ils sont conscients que par leur combat ils ont sauvé des vies au Donbass. Nous avons remarqué que les souvenirs qu'ils gardent le plus en mémoire sont les aides apportées aux enfants, aux personnes âgées et aux civils en général des zones bombardées. Non, nous n'avons

pas vu les « terroristes » dont nous parle la propagande occidentale, mais nous avons vu des personnes qui ont du cœur. Par contre, nous avons vu que ceux d'en face, qui se battent pour l'OTAN et pour l'oligarchie internationale, utilisent quant à eux des méthodes bel et bien terroristes : bombardements de civils, attentats à la bombe, écoles prises pour cibles, etc. Comme en Syrie, l'Occident soutient les terroristes.

Nous avons aussi visité la caserne de *Prizrak*, installée dans un ancien night-club en République de Lougansk, où nous avons rencontré des militaires du Donbass mais aussi des volontaires italiens et espagnols.

Quelles particularités du peuple du Donbass vous avez éventuellement remarqué ?

Franc, généreux, courageux, fort, vrai : voilà les mots que nous emploierons pour qualifier ce peuple au cœur encore chaud et vivant, aussi grand que la Russie.

Nous nous sommes bien plus senti chez nous au Donbass, où « les héros ne meurent pas » et naissent encore aujourd'hui, que dans notre propre pays, où l'idée même d'héroïsme est assimilée à du fascisme et où l'on préfère éduquer les hommes à devenir des tapettes émasculées !



Que voudriez-vous dire au peuple du Donbass ?
 Puissiez-vous résister encore longtemps contre
 l'uniformisation mondiale, conserver votre liberté et
 glorifier l'âme du peuple slave !

Quel message voudriez-vous transmettre aux
 Français après cette visite ?

Que ce que nous avons vu au Donbass arrivera peut-être dans nos pays occidentaux, mais que ce ne sera pas le même scénario de résistance qu'au Donbass : pour l'occidental embourgeoisé, ce sera un carnage. Voilà ce que nous a dit un Russe du Donbass que nous avons rencontré à Donetsk : *« Vous, les Français, vous n'avez pas l'air de vous rendre compte que vous allez terminer de la même manière, sous les bombes de votre propre gouvernement ! Pourquoi ? Parce que l'immigration massive qui se déverse en permanence sur votre pays finira par provoquer une guerre civile, et que votre gouvernement a déjà choisi son camp. Les Français qui résisteront seront vus comme des traîtres à la*

nation, et ils finiront comme ces grands-mères et ces enfants que vous avez vu, qui dorment depuis deux ans dans des caves sous les bombes. »

Si un tel scénario devait arriver, il est certain que ce serait un carnage : l'unité du peuple du Donbass (unité ethnique, culturelle et sociale) que nous avons ressentie durant notre séjour est quelque chose qui n'existe plus dans nos pays occidentaux. Ce serait la débâcle, le sauve-qui-peut des individualistes et la victoire des ethnies soudées, c'est-à-dire des populations issues de l'immigration et non des Français.

Ce scénario n'arrivera peut-être pas, l'oligarchie mondialiste n'en a peut-être pas besoin, mais il faut s'attendre à tout...

Une autre possibilité est l'éclatement d'un conflit mondial : si c'est le cas, les pays européens risqueraient de faire face non seulement au conflit extérieur mais aussi, pour les raisons que nous avons évoquées ci-dessus, à de nombreux conflits internes qui pourraient dégénérer en guerre civile...

Nous n'avons pas trop d'espoir pour le petit bourgeois standard qui vit en France. Pour les autres, que ceux qui sont conscients un minimum de la réalité s'unissent, se regroupent et s'organisent entre eux.

Votre visite dans le Donbass a-t-elle été source d'inspiration pour écrire une future chanson sur le Donbass ?

Nous avons effectivement écrit une chanson pour le Donbass suite à notre visite. Elle s'intitule « Un million de roses » et le clip est bien sûr sous-titré en russe ! Cette chanson est interprétée à la fin de notre émission sur le Donbass, émission réalisée à partir des interviews, vidéos et photos que nous avons prises sur place.

Envisagez-vous de revenir à Donetsk ? Dans l'affirmative, seuls ou avec des amis ?

Pour le moment, nous ne pouvons pas le dire. Nous ne savons pas de quoi sera fait demain et nous avons tendance à prendre des décisions assez rapidement sans forcément les avoir prévues longtemps à l'avance. Nous pensons en tout cas que ce premier contact avec le monde russe n'est pas le dernier !

E.S.

Le monastère crucifié d'Iversky



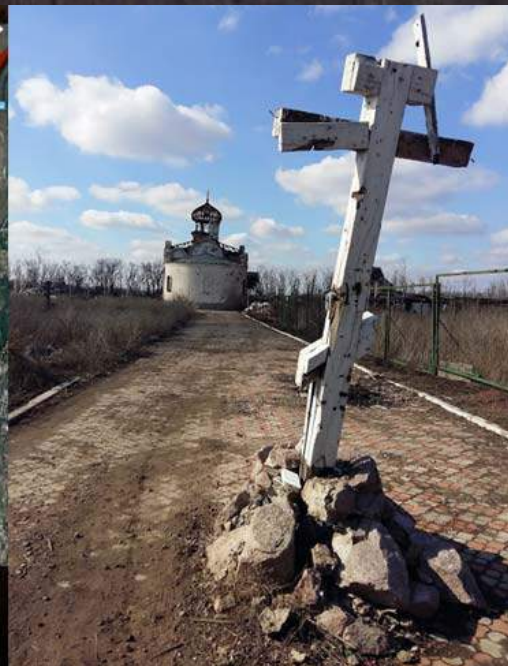
Erwan Castel
Volontaire en Novorossiia

Si les maisons en ruines, les ponts détruits, et les véhicules calcinés bornent à intervalles réguliers les 400 km de front du Donbass, le quartier d'Oktyabrskiy est certainement l'une des cicatrices les plus vives et les plus symboliques de cette guerre qui depuis 2014 ravage la terre du Donbass.

En effet, dans ce secteur situé sur les lisières Nord de Donetsk et où se poursuivent encore quotidiennement les bombardements de l'armée ukrainienne, se trouve l'aéroport de Donetsk, haut lieu des combats menés entre les unités d'assaut de

Kiev et les milices de la cité rebelle, de mai 2014 et janvier 2015. C'est sur ce champ de bataille, entre autres que s'était distingué le regretté Motorola, victime d'un attentat terroriste mortel ce dimanche 16 octobre dernier, et la zone aéroportuaire, aujourd'hui complètement détruite et traversée par la ligne de front active est toujours défendue par son bataillon « Sparta ».

Juste au Sud de la piste de l'aéroport se trouve un lieu de silence, squelette dressé entre les dieux et les hommes qui témoigne autant de leur folie que de leur foi : c'est le monastère des moniales d'Iversky. Pour y



accéder on doit d'abord traverser le quartier d'Oktyabrskyi, au Nord de la gare de Donetsk, véritable champ de ruines, toujours bombardé mais où s'accrochent encore des dizaines de familles, et c'est ici aujourd'hui que j'habite...

Zigzagant entre les obus et les roquettes non explosés fichés dans le sol le chemin s'arrête à l'entrée du cimetière entourant de ses croix brisées le monastère crucifié.

Même les arbres environnants semblent lever des moignons implorant vers un ciel silencieux déserté par les oiseaux.

Comme dans beaucoup de lieux de culte orthodoxes qui sont élevés autour d'une icône, l'église qui se dresse au milieu du cimetière d'Iversky à quelques centaines de mètres de l'aéroport Sergueï Prokofiev, a été construite en 1997 et consacrée à Notre Dame d'Ivroun dont elle renfermait jusqu'en 2014, une copie de l'icône originale qui a traversé les combats avant d'être déplacée dans la cathédrale Saint Nicolas de Donetsk.



Le clocher de l'église plusieurs fois frappé par les tirs de l'artillerie ukrainienne



La mère Mikhaïla, higoumène de Saint Iver

Le sanctuaire d'Iver abritait depuis 2001 une communauté de moniales orthodoxes, d'abord métochion (dépendance) du couvent de Saint Nicolas, puis à partir de 2002, sur décision du Saint Synode, le sanctuaire est devenu le monastère indépendant de Saint Iver.

Lorsque les combats pour l'aéroport commencent, le monastère est rapidement sous le feu de l'armée ukrainienne, mais malgré cela les moniales vont vouloir rester dans leur couvent

C'est au mois d'août 2014 que les premiers projectiles ukrainiens touchent les bâtiments religieux. Le clocher de l'église, frappé par l'artillerie prend feu et les femmes qui se trouvent alors à l'intérieur (la

mère Mikhaïla et trois moniales) quittent précipitamment l'église qui menace de s'effondrer. Les objets sacrés sont toujours à l'intérieur et des tirs de mitrailleuses traversant les murs de l'édifice en interdisent toute approche.

Pendant cette journée où les feux de l'enfer semblent vouloir s'abattre sur Saint Iver; 2 événements incompréhensibles vont survenir, qualifiés aussitôt de miraculeux par les communautés civile et religieuse : le clocher qui sera à nouveau touché une deuxième fois brûle entièrement mais sans s'effondrer à l'intérieur de l'église, et l'icône de Notre Dame d'Ivroun sera ressortie intacte d'un lieu où tous les autres objets sont criblé par les balles et les éclats.



Notre Dame d'Ivroun

Les combats vont continuer chaque jour endommageant de plus en plus le sanctuaire qui est régulièrement touché par les bombardements de Kiev.

Le 18 décembre 2014, le monastère a été pillé par les soudards de Kiev avant qu'ils ne soient repoussés par les forces républicaines.

Si les premiers tirs touchant le monastère pendant l'été 2014 pouvaient passer éventuellement pour des

« dommages collatéraux » des bombardements ukrainiens, la fréquence, l'intensité et la durée des tirs suivants montrent bien que ce lieu sacré de la communauté de Donetsk est devenu rapidement une cible symbolique de l'agression génocidaire engagée par Kiev. Depuis 2 ans ce ne sont pas moins de 9 églises orthodoxes qui ont été détruites sur la ligne de front de Donetsk et Lougansk, sans compter une vingtaine d'autres touchées également par les bombardements.

Actuellement, les moniales ne vivent plus au monastère mais, lorsque la situation militaire le permet, elles reviennent dans leur sanctuaire martyr, pour nettoyer et tenter de remettre de l'ordre dans l'église malgré la proximité des lignes ukrainiennes qui restent à portée de tir.

Le 26 octobre est le jour de la fête patronale de la communauté et l'année dernière elle avait été réinstaurée sur le site du monastère dès l'année 2015.



Fête patronale de Saint Iver en 2015

Cette année encore, sous la menace des canons ukrainiens une cérémonie et une bénédiction seront célébrées par l'évêque Hilarion, métropolite de Donetsk et Marioupol en présence de la communauté religieuse et de fidèles pour respecter la Tradition et montrer que si les soudards ukrainiens ont détruit les murs consacrés, l'âme qui les faisait vivre est quant à elle restée intacte dans le cœur des fidèles de Donetsk qui préparent dès à présent ce sanctuaire à renaître de ses cendres.

Le 12 janvier 2016, Jacques Clostermann et maître Jean Josy Bousquet en voyage d'étude dans la République de Donetsk, se sont rendus sur ce site émouvant du monastère d'Iversky, et ont pu constater



Jacques Clostermann se recueillant dans le chœur de l'église d'Iversky miraculeusement intacte



par eux même l'ampleur du drame vécu par la population civile du Donbass touchée ici dans ce qu'elle a de plus sacré : sa foi orthodoxe...

Aujourd'hui les soldats de Sparta et Vostok veillent aux lisières du sanctuaire qui renforce leurs tranchées et bunkers par les remparts de la foi et de l'espérance...



E t
c'est
u n
païen
q u i
v o u s
l'écrit !

E.C.

Lettre des parents d'Alexandre Prokhorenko au président François Hollande



Les parents de l'officier russe Alexandre Prokhorenko, mort en Syrie en mars 2016, ont écrit une lettre au président français François Hollande, appelant à l'union de toutes les forces internationales dans la lutte contre le terrorisme, a indiqué, le 17 novembre, la représentante officielle du Ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova. « Sans Frontières » a choisit de reproduire intégralement cette lettre pleine d'émotion et de bon sens.

Prokhorenko, tombé le 17 mars 2016 des mains des djihadistes en Syrie, qui s'adressent à Vous. Notre fils a perdu la vie à l'âge de 26 ans seulement, n'ayant pas pu voir sa fille née après sa mort.

Nous sommes reconnaissants au peuple français pour le soutien et la solidarité. Les décorations militaires des époux Magué sont gardées près de l'Étoile d'or du Héros de la Russie décernée à notre fils.

Monsieur le Président,

Ce sont les parents du lieutenant-chef des Forces armées de la Fédération de Russie Alexandre



Les époux Magué et la famille d'Alexandre Prokhorenko en mai 2016.

Crédits: Ministère russe de la défense

Президенту
Французской Республики
Франсуа Олланду

Господин Президент!

И Ваши обращения родились старшим лейтенан-
та Воздушной Сил Российской Федерации Алексан-
дре Прохоренко, который погиб 17 марта 2016 года
от рук боевиков в Сирии. Наш сын учил из жизни
всего в 26 лет, так и не успев увидеть дочь, которая
родилась после его гибели.

Мы признательны французскому народу за
напоминание и поддержку. Военные награды супруга
и мое хранение родили с золотой звездой Героя
России нашего сына.

Вы - отец четырех детей и можете понять ад-
дому нашей боли.

Вроде бы есть что-то страшное, чем смерть
своего ребенка.

Самая страшная вещь, чтобы в России, Фран-
ции и других странах и странах террористы не
могли убивать людей. Чтобы в наших странах
был мир, не было страха и всегда счастливых
детей.

Однако мы с горечью видим, как далеко сей-
час насилие над международным терроризмом
в Сирии.

Боевики, убившие нашего сына, уходят от
возмездия, как только забывают, что они

Vous êtes le père de quatre enfants et pourriez comprendre la profondeur de notre douleur. On doute qu'il existe quelque chose de plus horrible que la mort de son enfant.

Sasha a donné sa vie pour empêcher les terroristes de tuer les gens en Russie, en France ainsi que dans d'autres villes et pays. Pour que la paix règne dans nos pays, pour qu'il n'y ait pas de peur et pour que les enfants rient toujours.

Pourtant, nous constatons avec amertume combien nous sommes encore loin de la victoire sur le

"Оппозиция" должна видеть, что мирные верные
европейские люди делают все, чтобы дать пере-
дачу бойцам и укрывать их оружием. снова
капиталистические интересы ставят выше здра-
вого смысла.

Господин Президент!

Почему вы после всех этих ужасных терактов
в Париже и Ницце, когда наши сердца были
вместе с французами, не сделали ничего, чтобы
отомстить за безвинных жертв?

Наши народы мужественно, наголо и ницко,
боремся за свободу Франции и всего мира во
время второй мировой войны. Мы помним
героическую французскую эскадрилью "Нормандия-
Неман", званием "Сократившая", "красных
маков". Знаем, что в Париже есть площадь
"Матинград". Неслучайно коммунистическая мажор-
де Таллю украшает одну из центральных про-
цадей Москвы. И после откровения терактов
в Париже и Ницце наши ребята в Сирии,
чтобы поддержать французские силы, не боятся
писать на бандах "За Париж", "За наших",
которыми потангивали террористов.
Но сегодня, когда международный терроризм,
как и тысячи в прошлом веке, угрожает
миру, вы делаете вид, что эти звери-кака-
то "оппозиция", с которой можно вести
переговоры. Думали бы вы такте, если бы,

не был тот, кто-то из наших детей оказался
в их руках?

Наши люди отдали свою жизнь, чтобы этого
никогда не случилось. снова крови еще доста-
но пролилась, чтобы вы поняли; только виной
наши народы могут остановить и победить
эту силу нашего века?

Но вместо того, чтобы снова объединиться
и окончательно уничтожить любого бандитов
и детоубийцу, вы на все мир осуждаете детей.
Вы российских летчиков и прицелите ввести
новые санкции против России. Так же же
ваша несправедливость? Как вас почитать,
господин Президент? С кем вы? Забудьте
об этом жестко, как и подобает представителю
любого великого французского народа.

Никогда в этой борьбе со злом быть наблюдате-
лем. либо мы вместе боремся с террориста-
ми, либо вы оказываетесь на их стороне. Стра-
шно лицемерие только французские.

с глубоким уважением к народу Франции
родители Героя России!

Анатолий Натанович Леонидович
Анатолий Александрович Волкович

terrorisme international en Syrie.

Les djihadistes qui ont tué notre fils s'échappent au
châtiment dès qu'ils déclarent leur appartenance à
« l'opposition ». Nous avons de la peine de voir que
les leaders des grands pays européens font tout pour
donner du répit aux combattants et les renforcer par
les armes. Les intérêts politiques prévalent de
nouveau sur le bon sens.

Monsieur le Président,

Pourquoi après tous ces attentats atroces à Paris et à
Nice lorsque toutes nos pensées étaient avec les
Français Vous n'avez rien fait pour venger les
victimes innocentes ?

Nos peuples se sont battus vaillamment côte-à-côte
pour la liberté de la France et du monde entier lors de
la Seconde guerre mondiale. Nous nous souvenons
de l'escadrille héroïque « Normandie-Niemen » et de
la Résistance. Nous savons qu'il y a une place
« Stalingrad » à Paris. Ce n'est pas par hasard que le
monument à Charles de Gaulle orne l'une des places
centrales de Moscou. A la suite des attentats





peuvent qu'ensemble arrêter et vaincre cette peste du notre siècle ?

Néanmoins, au lieu de se réunir et anéantir définitivement le sanctuaire des bandits et des infanticides Vous dénoncez à la face du monde les actions des pilotes russes et appelez à imposer de nouvelles sanctions contre la Russie. Alors où est Votre sincérité ? Comment vous comprendre, Monsieur le Président? Avec qui êtes-Vous ? Déclarez-le honnêtement, comme il se doit à un représentant du grand peuple français.

Il est impossible de rester observateur dans cette lutte contre le mal. Soit nous luttons contre les terroristes ensemble, soit vous vous trouvez de leur côté. Seulement l'indifférence est pire que l'hypocrisie.

Avec la considération distinguée au peuple français,

Les parents du Héros de la Russie

Prokhorenko Natalia Leonidovna (signature)
Prokhorenko Alexandre Vassilievitch (signature)

sanglants à Paris et à Nice nos gars en Syrie pour soutenir les familles françaises n'avaient pas peur d'écrire « Pour Paris » ou « Pour les nôtres » sur les bombes qui ensuite éliminaient les terroristes. Mais aujourd'hui, lorsque le terrorisme international, tout comme le nazisme au siècle dernier, menace le monde entier, Vous faites semblant que ces monstres représentent une sorte « d'opposition » avec laquelle il est possible de mener des négociations. Auriez-Vous pensé ainsi, si, Dieu vous en protège, quelqu'un de Vos enfants était tombé dans leurs mains ?

Notre fils a donné sa vie pour que cela ne se produise jamais. Combien de sang doit-il encore couler pour que Vous compreniez que nos peuples ne



« Sans Frontières » tient à saluer l'action d'un de nos plus fidèles rédacteurs, Olivier Menut, qui, à l'instar du couple des époux Magué, a fait parvenir par l'Ambassade de la Fédération de Russie à Paris la médaille de la Famille Française, à l'époque decernée à sa grand-mère maternelle, à la veuve d'Alexandre Prokhorenko, mariée depuis 18 mois et qui portait leur enfant au moment du martyr du jeune héros.

LA GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE ET L'AN 2041



Stanislav Byshok
Analyste politique CIS-EMO



*Discours au Symposium « L'histoire commune, la victoire commune, la mémoire partagée »
(Minsk, les 8-9 novembre 2016)*

Je vais débiter sur un sujet éloigné, en posant cette question : est-ce que c'est le Soleil qui tourne autour de la Terre ou bien c'est la Terre qui tourne autour du Soleil ?

Nos ancêtres auraient dit, bien sûr, c'est le Soleil qui tourne autour de la Terre. Regardez, il se lève à l'Est et se couche à l'Ouest, en même temps, nous restons dans le même endroit. Plus tard, après des événements dramatiques connus, on a décidé l'inverse, c'est en fait la Terre qui tourne autour du Soleil avec les autres planètes du Système solaire.

Et que pourraient dire les gens maintenant ? Ils pourraient dire que tout est relatif, mais que, fondamentalement, tout le monde a raison. Toutefois, si nous prenons la Terre comme un centre autour duquel tourne le Soleil et les autres planètes, les calculs deviennent un peu plus compliqués. Néanmoins, à l'ère informatique, ces calculs complexes peuvent être effectués par l'ordinateur en une fraction de seconde.

Quel est le point de départ de la Grande Guerre Patriotique ?

Comment elle se raccroche à la Seconde Guerre mondiale ? Qui a attaqué qui et pourquoi ? Quel était le comportement des gens, restés sur les territoires occupés ? Et pourquoi se comportèrent-ils

différemment ? Pour quels crimes de guerre sont directement responsables la partie allemande et certains soldats de l'Armée rouge ?

S'il y a plusieurs décennies que ces questions avaient été considérées comme résolument traitées dans l'Union soviétique, ou qu'elles n'avaient pas été autorisées à se poser, la situation a changé à partir du déclin de l'ère soviétique. D'une part, de nouvelles informations sont découvertes. D'autre part, ce qui semble être le plus important, les tendances idéologiques ont évolué.

Certains diront qu'on a commencé de réécrire l'histoire. Probablement. Une autre chose est que l'histoire, les événements et personnages historiques, ont été repensés et sont assez souvent repensés. Ceci est l'exception plutôt que la règle. On rappelle Ivan le Terrible, Pierre 1^{er}, l'Empire russe, en tant que tels, mais également Staline. Peut-on dire ici qu'il y a d'invariables constantes ? Est-il réaliste de supposer que la présentation de l'histoire de la Grande Guerre Patriotique en Russie et en Biélorussie, sans parler de l'espace post-soviétique, aura la même forme cent ans après les événements, en 2041 ? Et, en parlant de maintenant, comprenons-nous qu'il n'y a déjà pas de consensus dans l'espace post-soviétique ?

En 1991, l'Union soviétique se désagrègea. Dans les mots du président Poutine, ce fut la plus grande catastrophe géopolitique du siècle¹. Pour une grande partie de l'opinion générale, l'Union soviétique se désagrègea pour des raisons économiques.

Des facteurs économiques ont certainement eu une incidence, cependant, nous ne devrions pas perdre de vue un fait qui est évident : l'URSS ne se désagrègea pas du fait de clusters économiques, mais plus certainement sur des lignes de divisions territoriales de républiques ethniques, qui avaient été créées et maintenues comme des quasi-États dans



Les pays de la CEI



un seul pays.

En 1991, ces républiques gagnèrent leur indépendance, certaines d'entre elles - pour la première fois dans leur histoire².

En Russie, le 12 juin, devint le « Jour de l'Indépendance ». Des gens haussèrent leurs épaules, ne comprenant pas de quelle indépendance il était question. Mais dans quelques d'autres pays post-soviétiques, la compréhension fut tout à fait claire et précise : l'indépendance de la Russie et des Russes, pas celle de l'Union soviétique. (La Biélorussie est une agréable exception : le Jour de

l'Indépendance, ou le Jour de la République, coïncide avec la libération de Minsk des troupes nazies, le 3 juillet 1944). Dans une certaine partie de la société russe et souvent même dans la communauté d'experts il y a un certain scepticisme quant au régime politique des différentes

républiques de l'ex-URSS. Il y a des tentatives de prouver une inconsistance de ces pays et, en particulier, leurs interprétations d'événements historiques. Bien sûr, on peut et on doit argumenter et discuter des événements historiques. Mais dans tous les cas, il est impossible d'oublier un point : la logique de l'édification de la nation. Cela a été bien écrit par les historiens tels que Hobsbawm³, Gellner⁴, Anderson⁵, ainsi que notre grand historien Miller⁶.

Une fois que vous obtenez votre propre état, votre drapeau, votre emblème, votre hymne et d'autres attributs de l'État, vous ne pouvez plus être comme vos voisins, surtout comme ces voisins dont vous venez de vous séparer. Le fait qu'il y a cent ans ou seulement vingt-ans ans, vous n'aviez aucun État n'a aucune importance. L'indépendance dicte sa propre logique, y compris, une nécessité de créer sa propre mythologie historique, dans laquelle le nouvel état est généralement associé avec la lutte de libération nationale, qui remonte aux temps anciens. De qui devient-on « exonéré national » ? De ceux envers qui vous vous êtes récemment séparés, bien sûr.

Dans le cadre de la création de cette nouvelle mythologie de libération nationale on réinterprète ou, si vous voulez, on réécrit ou falsifie l'histoire des relations du peuple X avec la Russie, notamment en l'appliquant à l'histoire durant la Seconde Guerre mondiale.



Il y a bien eu deux dictatures, où le régime soviétique est invariablement présenté comme le pire. Ils s'affrontèrent l'un avec l'autre dans une lutte pour la domination mondiale, et les peuples X, Y et Z furent entraînés dans ce conflit sans leur consentement. Puisque ces nations furent sous le contrôle de Moscou au début de la guerre, il n'est guère surprenant qu'ils virent leur chance dans leur « libération » par l'armée allemande. Par conséquent, la collaboration est présentée comme une mesure légitime de la lutte multiséculaire pour la libération nationale contre les envahisseurs russes, même sous un uniforme étranger. Telle est la logique.

En préparant mon dernier colloque, j'ai relu l'appel d'Hitler au peuple allemand, le 22 juin 1941. Celui-ci est plus qu'un document curieux, et m'oblige de présenter ici la citation : « Le peuple allemand n'a jamais eu d'hostilité envers les peuples de la Russie. Seulement au cours des deux dernières décennies, les dirigeants judéo-bolcheviques de Moscou ont essayé de mettre en feu non seulement l'Allemagne, mais toute l'Europe. Ce n'est pas l'Allemagne qui essaya de transmettre sa vision nationaliste en Russie, mais ce sont les dirigeants judéo-bolcheviques de Moscou qui tentèrent inébranlablement de nous imposer, comme aux autres nations européennes, leur domination non seulement spirituelle mais surtout militaire »⁷.

L'antisémitisme est maintenant hors la loi, mais si vous remplacez « judéo-bolcheviques » par « bolchévico-moscovites » ou « impérialistes russes » vous obtiendrez réellement un symbole de la foi de ceux que nous appelons des transscripteurs et des falsificateurs de l'histoire. Bien sûr, aucun d'entre eux ne reconnaît avec bienveillance le Führer allemand, et, peut-être, n'ont-ils pas vraiment de tels sentiments. Mais là n'est pas l'essentiel.

Fondamentalement c'est d'appeler un chat un chat. Quels que soient les Russes et la Russie, ils sont toujours à blâmer. Et s'ils réussissent aussi à gagner, ils sont triplement coupables. Les crimes réels ou imaginaires et les erreurs de Staline, Joukov et Beria n'ont aucune importance dans ce contexte.

Et nous ne parlons pas seulement sur l'histoire, mais aussi sur l'actualité. Plus la Russie se comporte indépendamment sur la scène internationale, plus les « crimes du stalinisme », cotés et non cotés, sont l'objet de critiques. (Nous soulignons que la situation

politique et la science de l'histoire, dans le vrai contenu de ce mot, ont peu d'intersections et les discussions scientifiques réelles dans le discours politique « Accuse la Russie de quoi d'autre » ne sont pas fondamentalement possibles.)

En septembre de l'année dernière, « Hôtel Président » à Moscou a accueilli un forum international « La Russophobie et la guerre de l'information contre la Russie », qui a réuni des représentants de la communauté des experts, des personnalités publiques, des députés, des représentants de l'église⁸.



La plupart des interventions étaient imprégnées de toute l'idée qu'un lieu commun de la guerre de l'information contre la Russie, y compris dans le domaine des sciences humaines, est la russophobie. Aujourd'hui, nous entendons les hauts responsables du gouvernement en Russie, en particulier le Président⁹ et le Ministre des Affaires étrangères¹⁰, font état de ce mal. Ce qui est crucial, c'est de montrer que nous comprenons ce qui est vraiment en cause et qui est, au sens figuré ou littéralement, ciblé. Que faire ensuite ?

On croit que l'antisémitisme en Europe, après la guerre, a pratiquement disparu parce que les nations européennes ont été horrifiées de l'Holocauste et se sont dit : never again, plus jamais ! Mais il s'agit, en réalité non un fait des peuples mais d'une façon de mener la politique de l'état appropriée. Au niveau d'un certain nombre de législations européennes, la négation de l'Holocauste a été criminalisée.

En outre, les structures de surveillance et de lobbying, comme le Centre Simon Wiesenthal et l'Anti-Defamation League, empêchent non seulement le révisionnisme de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans ce segment particulier, mais, c'est qui

est important, s'engagent dans l'opposition réelle à l'antisémitisme dans le monde. De toute évidence, nos initiatives éventuelles pour contrer le révisionnisme historique doivent être liées avec l'opposition contre la russophobie actuelle.



De plus, en intervenant également sur des sites internationaux, il est conseillé de montrer la relation étroite et la participation directe des collaborateurs nazis à l'Holocauste¹¹ et au massacre de la population slave. Au niveau des institutions européennes cela peut théoriquement donner un bon résultat.

Nous devons comprendre que notre capacité est sévèrement limitée par la situation politique internationale et par le fait que nous n'avons pratiquement pas de mécanismes d'influence directe sur la politique historique des autres pays. Les discussions d'experts sur les sites de Minsk ou Moscou sont importantes, mais ont-elles une emprise sur Kiev ou Vilnius ? Je n'ose parler de Varsovie.

Il est important de se débarrasser de l'illusion que les soi-disant « gens ordinaires » dans le pays X « comprennent bien » en réalité indépendamment des falsifications historiques faites par leurs autorités. Des gens ordinaires dans les sociétés industrialisées reçoivent des connaissances historiques par le système d'éducation publique qui génère les représentations nécessaires, arbitrairement déformées. Les vrais témoins des événements de la Grande Guerre Patriotique disparaissent, et, de facto, le temps travaille contre nous.

Néanmoins, je crois que, si nous appelons un chat un chat et fixons des objectifs réalistes, en 2041, le

consensus dans le monde entier ne se formulera pas le fait qu'il y a une centaine d'années la Russie a commencé la Seconde Guerre mondiale, en attaquant l'Allemagne, et à la fois, la Géorgie et l'Ukraine.

S.B.

Bibliographie

1. Владимир Путин: «Распад СССР - крупнейшая геополитическая катастрофа века» // Regnum. URL: <https://regnum.ru/news/polit/444083.html>
2. С. Бышок. Национальная политика и политическая устойчивость России // Ridus. URL: <https://www.ridus.ru/news/235009>
3. Hobsbaum, E. Nations and nationalism since 1780: programme, myth, reality. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press, 1990
4. Gellner, E. Nations and nationalism. Ithaca: Cornell University Press, 1983
5. Anderson, B. Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism. London; New York: Verso, 1991
6. А. Миллер. Империя Романовых и национализм. - М.: Новое литературное обозрение, 2008. - 248 с.
7. Обращение Адольфа Гитлера к немецкому народу в связи с началом войны против Советского Союза 22 июня 1941 года // Хронос. URL: http://www.hrono.ru/dokum/194_dok/1941gitler.php
8. Международная конференция «Русофобия и информационная война против России». Как это было // Народная дипломатия. URL: <http://www.publicdiplomacy.su/2015/10/04/rusofobiya-i-informatsionnaya-voyna-protiv-rossii/>
9. Путин: нужно задуматься о последствиях неофашизма и русофобии // РИА Новости. URL: <https://ria.ru/society/20150424/1060606043.html>
10. Лавров: в основе политики США сейчас лежит агрессивная русофобия // RT на русском. URL: <https://russian.rt.com/article/325150-lavrov-v-osnove-politiki-ssha-ceichas-lezhit>
11. А. Баканов. «Ни кацапа, ни жида, ни ляха». Национальный вопрос в истории Организации украинских националистов, 1929-1945 гг. - М.: Фонд «Историческая память»; Алгоритм, 2014. - 424 с.

Quel « nouvel » ordre mondial?



par Jacques SAPIR
Économiste et directeur d'études à l'École
des hautes études en sciences sociales (EHESS)



La situation internationale est désormais marquée par un approfondissement et une accélération des tendances qui étaient perceptibles il y a déjà dix ans : la puissance américaine est de plus en plus contestée, on assiste à l'émergence de nouvelles institutions internationales et dans le même temps les anciennes institutions, soient héritées de la fin de la seconde guerre mondiale (comme le FMI et la Banque Mondiale) soit de la guerre froide (comme l'OTAN) se transforment. Mais ces tendances laissent en suspens la question de l'organisation globale de la scène internationale. Elles peuvent s'accommoder de résultats très différents, et les risques qui peuvent être associés à certains de ces résultats devraient nous inciter à prendre au sérieux la question de la construction d'un « nouvel ordre mondial » conçu non pas comme une organisation supranationale mais comme un cadre de coopération et de concertation entre les Etats.

La mise à nu des limites de la puissance américaine
La fin de l'Union soviétique avait laissé les Etats-Unis comme la seule superpuissance existante [1]. On avait même forgé à son sujet le vocable d'hyperpuissance. Le XXI^e siècle s'annonçait comme le siècle américain. Mais, les Etats-Unis se sont avérés être incapables d'assumer les

responsabilités qui leurs étaient échues. Entre les échecs géopolitiques, et financiers, ce sont eux qui ont – à leur insu – mit fin à cette tentative avortée de donner naissance au siècle américain [2].

La véritable rupture s'est produite sur plusieurs terrains. Elle a eu lieu, en économie, durant la crise financière internationale de 1997-1999 et dans les événements qui ont suivi. Cette crise a démontré que les Etats-Unis, et les institutions qu'ils contrôlaient, étaient incapables de maîtriser la libéralisation financière internationale qu'ils avaient suscitée et imposée à de nombreux pays. De manière significative, ce fut la Chine qui assura, lors de ce que l'on a appelé la « crise asiatique », par une politique responsable, la stabilité de l'Extrême-Orient alors que les prescriptions américaines échouaient en Indonésie et étaient ouvertement rejetées en Malaisie. Cette crise a aussi été le tournant décisif dans l'histoire de la Russie post-soviétique. L'effet immédiat du krach d'août 1998 avait semblé

dévastateur [3]. Le pays avait été contraint à faire défaut sur sa dette et son système bancaire était en miettes. Pourtant, loin de signifier la fin de la Russie, cette crise a été le signal d'un renouveau du pays. S'écarter progressivement des thèses néolibérales qui avaient dominé les années 1990, la Russie s'est reconstruite autour d'un projet national et industrialiste. La mise à nu des limites de la



puissance des États-Unis et l'émergence (ou la réémergence) d'acteurs concurrents (Chine, puis Russie) ont été la partie visible du choc induit par ces événements. La crise a aussi amené de nombreux pays à modifier leurs stratégies économiques, les conduisant à des politiques commerciales très agressives dont l'addition provoque aujourd'hui une fragilisation générale de l'économie mondiale.

Cette rupture a aussi eu lieu en géopolitique. Le pivotement de la politique américaine était déjà notoire avec l'engagement croissant des États-Unis dans la crise des Balkans dans les années 1990. Il devait cependant se manifester avec force lors de l'invasion de l'Irak en 2003. Cette invasion a été le point le plus haut atteint par un trouble politique que l'on peut identifier comme un interventionnisme providentialiste dans la politique américaine [4]. Cet interventionnisme providentialiste a ouvert la voie aux guerres sectaires que l'on voit se développer aujourd'hui, et dont le soit-disant « Etat Islamique » n'est qu'une forme particulièrement radicale.

Le trouble politique et idéologique qui s'est emparé des États-Unis à la suite de la crise de 1998 est aggravé par la prise de conscience des progrès de la prolifération nucléaire [5], avec les essais pakistanais

et indiens. Ces essais montrent que des pays, pourtant considérés comme relativement proches par les États-Unis ne sont pas directement contrôlables et poursuivent des stratégies propres. L'hyperpuissance s'avère incapable de contrôler l'émergence de puissances à vocation régionale. La perception américaine du monde bascule alors brutalement. Elle passe du triomphalisme du début des années 1990 à un sentiment de peur diffus devant un monde extérieur perçu brutalement comme menaçant directement le sanctuaire nord-américain.

La politique des neocons était en réalité construite sur une série de raccourcis idéologiques [6]. Cette politique allait à contresens de ce qu'aurait dû être le pouvoir d'une réelle hyperpuissance soucieuse d'exercer son hégémonie par le consensus que suscitent ces actions. Elle a abouti aux désastres politiques, diplomatiques, mais aussi militaires que l'on peut observer aujourd'hui en Libye et en Syrie, comme on avait pu les observer hier en Irak et en Afghanistan. Le constat désormais s'impose. La « puissance dominante » du « premier » XXI^e siècle est aujourd'hui à la fois contestée et largement décredibilisée. Une partie de son discours a volé en éclat, ce qui, dans un monde hypermédiatisé, est une



défaite aussi importante que celles infligées par les armes.

Retour vers le futur ?

D'anciennes puissances se sont relevées, comme la Russie, tandis que d'autres sont en passe de s'affirmer, en Inde et en Chine. L'imperium agonise avant même que d'être né. Les désastres induits par la politique américaine ont produit leurs effets. Sans le tournant néoconservateur de la politique américaine et l'échec de ce dernier, il y avait peu de chances que les liens entre la Russie, la Chine et les pays d'Asie centrale se cristallisent dans l'Organisation de sécurité de Shanghai, première organisation de sécurité internationale post-guerre froide.

Il y avait aussi peu de chance que, sur la base de

l'OSC se constituent le groupe des BRICS, groupe qui a tenu un nouveau sommet à Goa dans les premiers jours d'octobre 2016.

On dit souvent que les BRICS seraient sur le déclin, que les différences de visions et d'intérêts en leur sein les minent. Mais, rien n'y fait. Toutes les conjectures tablant sur leur hétérogénéité notamment entre deux puissances néo-communistes et trois puissances « démocratiques » sont régulièrement désavouées par les faits. On voit s'affirmer ce qui devient un nouveau Forum mondial, un Forum alternatif à l'hyperpuissance américaine, elle-même sur le déclin, et ce alors que la tentative des altermondialistes de constituer aussi une alternative a quasiment disparu. La force des BRICS tient en ce qu'ils ont trouvé un dénominateur commun. L'opposition tant aux Etats-Unis qu'à la domination occidentale sur les institutions de l'après-guerre, celles de Bretton-Woods notamment – FMI en tête – les soudent. Sur le plan géopolitique, on notera que la déclaration finale tranche fortement avec celles des récents sommets du G7 mais aussi de celle du dernier G20 qui s'est tenu en Chine en octobre à Hangzhou. Sur la Syrie, ensuite, où le « terrorisme » est clairement ciblé, et où l'on sous-entend que Daech, serait émanation des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite. On doit aussi noter l'insistance de faire de l'ONU le seul arbitre légitime des conflits



internationaux avec un soutien appuyé à l'Inde, au Brésil et à l'Afrique du Sud pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'institution. On retiendra aussi la demande désormais explicite que les Européens cèdent deux sièges au FMI. Bref, un bilan important sur le plan politique, qui vient accompagner des mesures toutes aussi importantes en économie.

En fait, nous sommes renvoyés ici à la fin du duopole qui structurait le monde de la « guerre froide » et qui apparaît aujourd'hui comme une anomalie historique. Depuis le traité de Westphalie, et même bien avant en réalité, le « monde », qu'il soit occidental ou que l'on considère le « monde » sous son angle planétaire, a toujours été multipolaire. Nous revenons aujourd'hui vers la situation normale des relations internationales, celle qui prévalait dans années 1920 et 1930.

Les fondements d'une possible coopération internationale

On peut considérer, comme le fait Francis Fukuyama, que la sécurité internationale est un bien public [7]. En déduire cependant une légitimation de l'interventionnisme unilatéraliste américain suppose de démontrer dans le même mouvement que cet interventionnisme est bien créateur de sécurité (et on peut en douter depuis l'expérience en Afghanistan et en Irak et ses avatars par procuration en Libye) et que la notion de « sécurité internationale » est réellement commune à tous les acteurs du jeu mondial.

Il en va de même avec la « globalisation » ou « mondialisation ». Le mot recouvre des réalités différentes, voire contradictoire suivant les pays [8]. Loin d'être un « mouvement » qui relèverait d'un ordre naturel, elle a été une politique poursuivie par certains Etats. Elle était fort contestable au début des années 2000 [9].



Elle est aujourd'hui ouvertement contestée, comme on peut le voir dans la contestation importante qui monte contre les différents traités de libre-échange, que ce soit celui entre l'Union européenne et le Canada (le CETA) ou celui entre les Etats-Unis et l'Union européenne (le TAFTA). Il est d'ailleurs intéressant de constater que les travaux soit disant scientifiques utilisés pour légitimer les précédents accords ont été contestés quant aux bases mêmes sur lesquelles ils avaient été réalisés [10].

Le capitalisme ne s'est pas développé en un jour sur l'ensemble du globe. Il a conquis progressivement une partie de l'Europe, puis, avant même de s'étendre à l'ensemble du continent, est parti, porté par le couple du cargo et du navire de guerre, s'ouvrir de nouveaux marchés.



Le développement mondial du capitalisme, c'est l'histoire de vagues successives d'entrées dans le monde marchand et salarial et dans l'industrie.

Alexandre Gerschenkron a montré de manière définitive comment ce processus par vagues induisait des rapports de forces spécifiques entre pays « premiers » et pays « seconds » et comment ces rapports de forces incitaient les « seconds » à adopter des formes du capitalisme différentes de celles des « premiers » [11]. C'est la réaction des États-nations, menacés pour certains dans leur puissance et pour d'autres dans leur existence même par les pays « premiers », qui a engendré le développement mondial du capitalisme. Il ne faut chercher ici nulle rationalité économique. Si les élites japonaises ou russes se décident pour d'ambitieuses réformes structurelles entre 1860 et 1880, ce n'est pas parce qu'elles sont convaincues de la nécessité théorique du capitalisme. C'est pour sauver leur

peau, à travers la survie de l'État-nation qu'elles contrôlent. La relation entre puissance économique et puissance politique, parce que nous sommes à un moment historique où les cartes sont rebattues, redevient une question centrale. L'économie est alors un instrument de projets politiques et stratégiques, et les marchés mondiaux des espaces de confrontation et non d'harmonisation [12].

Fondamentalement, l'idée que nous aurions retrouvé une tendance à une intégration par le commerce se révèle ainsi être un mythe. Ceci a été montré par Paul Bairoch et Richard Kozul-Wright dans une étude systématique de ces flux qui a été réalisée en 1996 pour la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) [13]. Il n'y a donc jamais eu un « âge d'or » de la globalisation, qui se serait terminé avec la Première Guerre mondiale et qui aurait été suivi d'une longue période de repli, avant de connaître un renouveau depuis les années 1970.



C'est bien toute l'image d'une marche que l'on voudrait harmonieuse vers le « village global » qui s'en trouve profondément mise en cause. Ce débat a continué dans la période récente et ses résultats ont été les mêmes. Conservons cependant, pour l'instant, l'image qui nous est fournie par Rodrik et Rodriguez [14]. La poussée vers une plus grande ouverture n'a pas été favorable au plus grand nombre [15].

Des principes universels ?

Cet enlisement américain a aussi des conséquences redoutables et dramatiques dans le domaine des représentations. Pour avoir pendant plusieurs

décennies instrumentalisé des valeurs universelles, ce que l'on appellera pour faire court les « droits de l'homme », l'hyperpuissance américaine est en train de les entraîner dans son déclin. Il n'y a rien de plus destructeur pour des notions comme démocratie, liberté ou droits de l'individu que de vouloir les imposer à la bombe à fragmentation et au napalm. On peut le regretter, mais une partie du discours à vocation universaliste porté par la pensée née des Lumières est aujourd'hui en crise. Son rejet dans des régions toujours plus nombreuses du globe n'est pas un simple phénomène de réaction culturelle ou de résistance des dictatures. Ce discours est aujourd'hui, en bonne partie, discrédité et invalidé. On le doit avant tout à son instrumentalisation à des fins politiciennes et impériales. Mais on le doit aussi, et il faut avoir le courage de s'en rendre compte, aux limites propres de ce discours, qui ont été révélées et activées dans le processus d'instrumentalisation. Nous devons soit en faire notre deuil, soit, si nous tenons réellement à défendre des principes universalistes, en repenser les fondements.

De ce point de vue, le discours qui fut prononcé par le président Vladimir Poutine en février 2007 à Munich mérite encore d'être cité analysé avec précision [16]. Car Vladimir Poutine est le dirigeant politique qui a certainement tiré avec le plus de cohérence les leçons de ce qui s'est joué entre 1991 et 2005. Faute d'une base morale et éthique permettant de faire



Vladimir Poutine – Munich 10 février 2007

disparaître le politique des relations internationales, ces dernières ne peuvent être gérées que par le principe fondamental du droit international, soit la règle d'unanimité et de respect des souverainetés nationales.

Or, constate le président russe, les États-Unis tendent à transformer leur droit interne en droit international alternatif. Il en découle que la vision politique de l'environnement international qui caractérise Vladimir Poutine et ses conseillers est ainsi nettement plus pessimiste que celle de ses prédécesseurs.

Ce pessimisme incite donc le pouvoir russe à souhaiter une réhabilitation rapide des capacités du secteur des industries à fort contenu technologique et de l'armement. La politique économique devient alors pour une part déterminée par l'analyse de la situation internationale. La Chine, quant à elle, n'aspire pas à être un compétiteur global, et elle est très à l'aise avec l'idée d'un monde multipolaire. Mais la politique américaine – et celle de certains des alliés des États-Unis – peut rendre inévitable pour la Chine le choix d'une posture de contestation globale de l'ordre du monde, dans la mesure où ses dirigeants verraient dans une telle posture la seule garantie contre ce qu'ils perçoivent comme des menaces stratégiques.

J.S.

Notes

- [1] Robert A. Dahl, « The concept of power », *Behavioral Science*, vol. 2, n° 3, 1957, p. 201-215
- [2] Sapir J., *Le Nouveau XXI^e Siècle, le Seuil*, Paris, 2008.
- [3] Sapir J., *Le Krach russe*, Paris, La Découverte, 1998.
- [4] Sapir J., « Endiguer l'isolationnisme interventionniste providentialiste américain » in *La Revue Internationale et Stratégique*, n°51, automne 2003, pp. 37-44.
- [5] Cette dernière n'est pas nouvelle. Israël et l'Afrique du Sud furent déjà des proliférateurs clandestins dans les années 1970 et 1980, même si l'Afrique du Sud s'est par la suite dénucléarisée.
- [6] Francis Fukuyama en donne une bonne analyse dans F. Fukuyama, *After the Neocons. America at the Crossroads*, New Haven, Conn., Yale University Press, 2006 ; trad. fr. de Denis-Armand Canal, *D'où viennent les néoconservateurs ?*, Paris, Grasset, 2006.
- [7] Francis Fukuyama, *State-Building, Governance and World Order in the Twenty-First Century*, Ithaca, NY., Cornell University Press, 2004 ; trad. fr. de Denis-Armand

Canal, *Gouvernance et ordre du monde au xxi^e siècle*, Paris, La Table ronde, 2005.

- [8] Amsden A., *Asia's Next Giant*, New York, Oxford University Press, 1989
- [9] F. Rodriguez, D. Rodrik, « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptics Guide to the Cross-National Evidence » in B. Bernanke, K. Rogoff (dir.), *NBER Macroeconomics. Annual 2000*, Cambridge (MA), MIT Press, 2001. H.-J. Chang, « The Economic Theory of the Developmental State » in M. Woo-Cumings (dir.), *The Developmental State*, Ithaca, Cornell University Press, 1999 ; *Kicking away the Ladder: Policies and Institutions for Development in Historical Perspective*, Londres, Anthem Press, 2002.
- [10] K. Anderson et W. Martin, *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, Washington, DC, Banque mondiale, 2005. Frank Ackerman, « The shrinking gains from trade : a critical assessment of Doha round projections », Medford, Mass., Tufts University, Global Development and Environment Institute, Working Paper n° 05-01, octobre 2005. Timothy A. Wise et Kevin P. Gallagher, « No fast track to global poverty reduction », Medford, Mass., Tufts University, Global Development and Environment Institute, GDAE Policy Brief, n° 07-02, avril 2007 ; Timothy A. Wise, « The WTO's development crumbs », *Foreign Policy in Focus*, Washington, DC, International Relation Center, 23 janvier 2006.
- [11] Gerschenkron A., *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1962.
- [12] T. Mkandawire, « Thinking About Developmental States in Africa », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 289-313; B. Fine, « The Developmental State is Dead. Long Live Social Capital? », *Development and Change*, vol. 30, n° 1, 1999, p. 1-19.
- [13] P. Bairoch, R. Kozul-Wright, « Globalization Myths: Some Historical Reflections on Integration, Industrialization and Growth in the World Economy », *Discussion Paper*, n° 113, Genève, UNCTAD-OSG, mars 1996.
- [14] F. Rodriguez, D. Rodrik, « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptics Guide to the Cross-National Evidence », op. cit.
- [15] Voir J. Sapir, « Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire » in *Revue du Mauss*, n°30, 2^e semestre, La Découverte, 2007, p. 151-171.
- [16] Voir la déclaration du président russe lors de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich le 10 février 2007 et dont le texte a été traduit dans *La Lettre Sentinel*, n° 43, mars 2007.

Retrouvez les analyses de Jacques SAPIR sur <http://russeurope.hypotheses.org/>

Toujours plus à l'Est, l'Allemagne renoue avec son tropisme.



Pascal Tran-Huu



O n l'oublie souvent, l'Allemagne, après la guerre franco-prussienne de 1870, a constitué un vaste empire colonial sur une base mercantile. En effet, les deux principales puissances mondiales de l'époque, le Royaume-Uni et la France, se sont déjà partagé la plupart des terres et Bismarck, pense alors à une politique coloniale qui ne doit pas aller à l'encontre de celle menée par ces deux grandes puissances. La politique coloniale allemande se résumera donc par

une de ses phrases célèbres : « Le marchand doit précéder le soldat ». Concrètement, l'Allemagne confie à des grandes compagnies privées l'exploration et l'exploitation de nouvelles terres et elle leur offre un protectorat. Le premier protectorat est institué en 1884, la même année que la 2e Conférence de Berlin qui place l'Allemagne au centre du jeu diplomatique.

A l'occasion de la signature de la convention du 28 juin 1882, publiée en mars 1883, par laquelle



l'Angleterre et la France garantissaient réciproquement des droits égaux à leurs commerçants dans leurs possessions africaines, le Chancelier demanda aux villes hanséatiques de produire un rapport, les invitant à proposer des mesures pour favoriser l'extension du commerce allemand sur la côte occidentale d'Afrique, ce qui conduira à la création du Cameroun en 1884 au profit des Maisons Woermann et Jantzen et Thormahlen. D'autres protectorats ou accords se succéderont jusqu'à la fin du 2e Reich.

Depuis la chute du Mur, en 1989, l'Allemagne s'est lancée dans une ouverture vers l'Est comme le montre Stephan Martens, professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Michel de Montaigne / Bordeaux 3, qui explique cet intérêt stratégique *« car pour tous les responsables allemands la préoccupation permanente est d'exporter la stabilité de l'Union européenne (UE) pour ne pas un jour importer l'instabilité de l'Est. »*



En dépit de l'Affaire ukrainienne, cette ouverture vers l'Est reste une constante bien que l'Allemagne se tourne, de plus en plus, vers l'Asie et la Chine. Citons, encore Bismarck qui rétorquait à Eugen Wolf qui lui montrait une carte de ses voyages en Afrique : *« Ihre Karte von Afrika ist ja sehr schön, aber meine Karte von Afrika liegt in Europa. Hier liegt Russland und hier (...) liegt Frankreich, und wir sind in der Mitte. Das ist meine Karte von Afrika. »* (Votre carte d'Afrique est très bien, mais mon Afrique à moi s'étend en Europe. Ici, c'est la Russie, là la France et nous sommes au milieu. C'est ça ma carte de l'Afrique)

Tout comme au 19e siècle l'Allemagne se doit de revoir sa politique d'exportation massive, dont dépend sa survie économique (50 % de son PIB), et elle a

choisi de l'orienter, outre les marchés russes, vers le marché chinois et plus généralement vers les marchés de l'Est asiatique. Ainsi la Chancelière, Angela MERKEL, s'est déjà rendu une dizaine de fois en visite officielle en Chine depuis 2005, appuyant, a posteriori, Klaus KINKEL qui avait déclaré en 1994, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, *« L'Asie est devenue un nouveau centre de gravité économique, technologique et politique mondial. Une des priorités de l'Allemagne en Asie est de préserver à tout prix, sa position. »*



En cela, la coopération de l'ensemble des forces du gouvernement fédéral – des Länder, de la communauté des affaires et des autres segments de la société – est requise.

C'est une question d'innovation et de nécessaire adaptation ». De fait, Angela Merkel multiplie les voyages vers d'autres pays importants d'Asie du Sud-Est. Ainsi, au Japon, elle a rappelé les liens économiques importants et anciens qui unissent l'Archipel nippon et son pays en évoquant la Mission Iwakura. Lors de son voyage en Europe, cette mission avait étudié avec beaucoup d'intérêt le modèle de société allemand en concluant que la meilleure façon d'asseoir le pouvoir impérial, de l'ère Meiji, était de *« s'inspirer du modèle autoritaire allemand en y ajoutant un « enrobage » symbolique japonais »* (Le Commencement d'un monde: Vers une modernité métisse de Jean-Claude GUILLEBAUD). Que ce soit au Vietnam, en Indonésie

ou plus généralement en Asie, l'Allemagne continue une politique étrangère héritée de Bismarck, mais que pourra faire le soldat, le cas échéant, pour appuyer cette politique quand on sait que seul vingt pour cent de la population allemande veulent que l'Allemagne s'engage plus fortement dans l'OTAN ? Plus de soixante pour cent sont contre l'utilisation d'instruments militaires et donc contre le fait que l'Allemagne, comme l'avait exigé le président fédéral Gauck, s'engage « plus tôt, de manière plus décidée et plus substantielle » dans la résolution des conflits mondiaux, « pas seulement sur le plan politique, mais aussi militaire ». (La politique étrangère allemande en 2014 par Christian NUNLIST).

Dans ce contexte, souvenons-nous du discours prononcé par Charles de Gaulle en 1946 à Bar-le-Duc : « Quelles que soient ses épreuves, l'Allemagne demeure l'Allemagne, c'est-à-dire un grand peuple, massivement installé au cœur de l'Europe, qui dans l'abîme se souvient des sommets et que le démon de



la guerre pourrait encore tenter un jour si la chance lui était offerte de retrouver sa grandeur en conjuguant son ambition avec celle de quelqu'un d'autre. Pour mettre l'Allemagne, comme on dit « hors d'état de nuire », il ne suffit pas d'empêcher qu'elle soit directement menaçante, il faut encore faire en sorte qu'elle ne puisse être ni tentatrice, ni tentée. Sinon, malheur, une fois de plus, aux fils et aux filles

des hommes ! C'est pourquoi la France a, vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des autres, le devoir de s'opposer à ce que l'Allemagne redevienne l'État unifié et centralisé, bref le Reich, dont l'armature et l'impulsion furent toujours les conditions de ses belliqueuses entreprises »

Discours à nuancer dans la mesure où le tandem de Gaulle-Adenauer a tout fait pour que l'Allemagne soit de nouveau réunifiée. De Gaulle, ne voulant pas nommer l'Allemagne de l'Est, parlait du reste de la Prusse et de la Saxe...

Restaurer l'axe franco-allemand doit rester la priorité de la politique européenne de la France et force est de constater que, depuis une dizaine d'années, peu d'effort ont été fait dans ce sens. Le quasi abandon de l'enseignement de l'allemand par l'éducation nationale en est un des signes, signal faible mais signal quand même.



P.T-H.

Le Parlement européen acculé à renier la liberté de la presse



Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



La radicalisation de la rhétorique dans les structures de l'Union européenne est plus un aveu de faiblesse institutionnelle que de vigueur de l'institution. Il est possible d'accuser la Russie de tous les maux, de voir « la main du Kremlin » derrière la montée de l'euroscpticisme malgré la propagande médiatique soutenant à tour de bras la route pavée d'or ouverte par l'UE.

tout en prétendant défendre la démocratie. Si l'UE s'est, dans l'ensemble, affranchie de cette contrainte, elle reste indirectement tributaire des élections nationales. Le second élément, l'information, est donc fondamental pour conduire les électeurs à faire « le bon choix », même si cela ne marche pas toujours, comme nous l'avons vu avec l'élection de Trump ou le premier tour des primaires ne reconnaissant pas la victoire de Juppé, vu comme le continuateur du système après Hollande.

En effet, malgré tous les efforts, l'UE n'a pas la cote, comme le montre un sondage publié cet été dans le *Nouvel Obs*:

En moyenne, les opinions favorables dépassent légèrement les opinions défavorables (51 % contre 47 %). Mais la tendance est inquiétante. Après un rebond éphémère en 2013-2014, la courbe des « opinions favorables » est repartie vers le bas. On voit sur le graphique suivant que les opinions favorables des Français sont passées en 12 ans de 69 % à 38 % !



C'est une possibilité. C'est le choix des faibles, de ceux qui ne sont pas capables de reconnaître leurs erreurs. En d'autres termes, en adoptant la résolution appelant à lutter contre la guerre de l'information menée par la Russie et l'état islamique contre l'UE, le Parlement européen a enterré l'illusion même d'un projet européen commun.

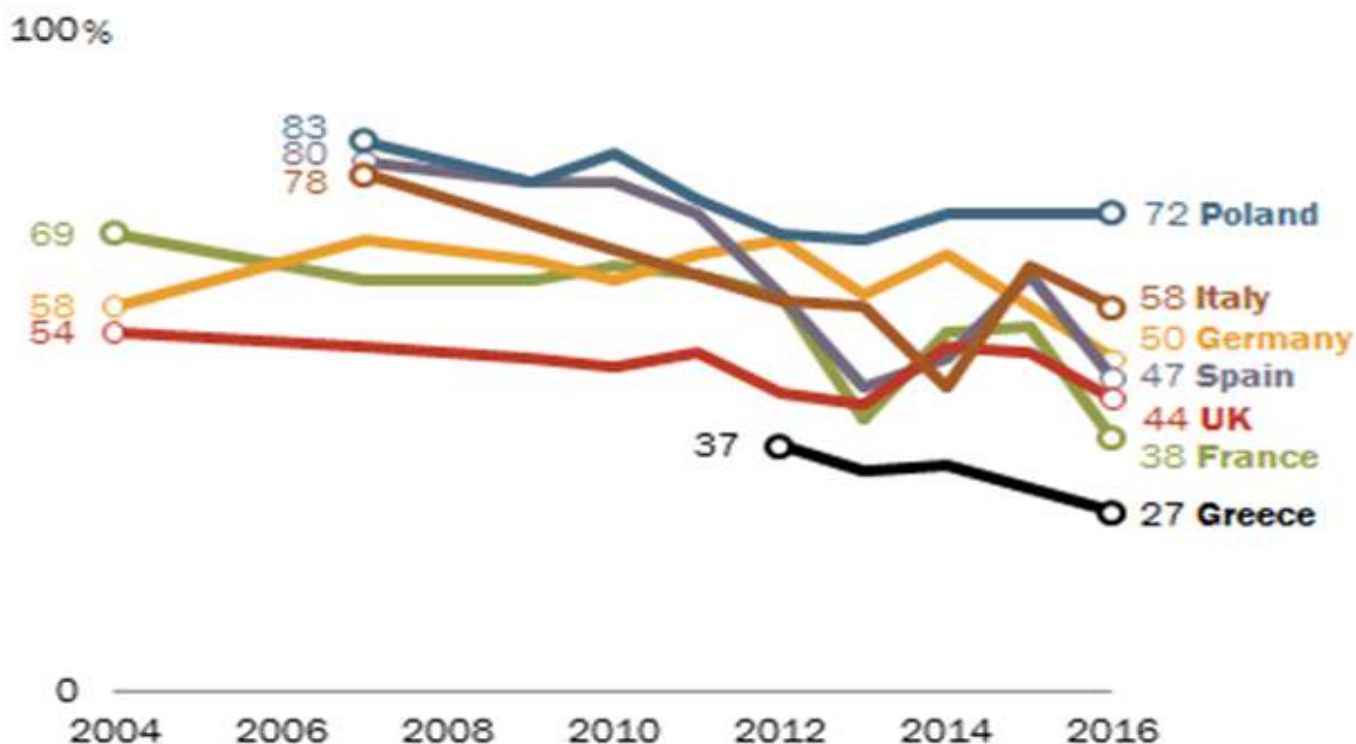
La guerre de l'information n'est pas une nouvelle, mais il semble que les grandes démocraties occidentales se retrouvent acculées par les contradictions de leur système idéologique: la gouvernance est effectuée en fonction des intérêts et des idées d'une minorité, pour elle-même, ce qui conduit forcément au rejet par la majorité, plus ou moins silencieuse selon les cas. Pour tenir, le système a besoin de maîtriser deux éléments dont il ne peut pas se passer: les élections et l'information. Il n'est pas possible de revenir sur le mécanisme électif

Heureusement, pour l'UE, il lui reste la Pologne. Mais le problème est que ce n'est pas elle qui pèse, elle, elle peut être instrumentalisée. Comme ce fut le cas pour l'adoption de cette résolution, soutenue, avec tout le fanatisme nécessaire à cette démarche, par la députée polonaise Anna Fotyga, qui utilise manifestement cette assemblée comme élément d'une thérapie de groupe. Cette résolution, finalement, n'a été



After short-lived rebound, views of the EU on the decline again in key European countries

Favorable view of EU



Source: Spring 2016 Global Attitudes Survey. Q10c.

"Euroskepticism Beyond Brexit"

PEW RESEARCH CENTER

adoptée que par la minorité, avec le consentement silencieux de la majorité. 304 pour, 179 contre et, avec tout le poids de la lâcheté, 208 députés se sont courageusement abstenus.

Abstenus de reconnaître qu'il est contraire à l'éthique européenne - je ne parle pas de l'UE, mais de l'Europe - de considérer des opinions contraires comme propagandistes, qu'il est contraire aux principes de gouvernance européens de vouloir utiliser l'enseignement, donc les écoles, pour mieux former les esprits, qu'il est contraire à la liberté de la presse de vouloir rejeter des agences d'information en fonction de leur pays. Rappelons que s'il s'agit d'un combat contre les médias publics, il faudra également interdire la BBC, l'AFP etc.

Tous ces médias financés par l'Etat. S'il s'agit d'un combat contre les médias diffusant en plusieurs langues, il faudra fermer, notamment, tous les médias

français diffusant à l'étranger, ces médias du groupe France télévision, qui sont financés par l'Etat. L'absurdité de cette méthode est flagrante. Elle est rétrograde et sectaire, et je ne vois pas pourquoi les pays européens doivent se rendre prisonniers de la médiocrité de certains.

Avec cette résolution, l'UE reconnaît sa défaite: elle n'arrive pas à convaincre. Or, elle ne peut se remettre en cause sur le fond. Son projet radicale néo-trotskyiste sur le plan des valeurs et néolibérale sur le plan politico-économique ne peut être modifié, car il justifie son existence. Or, n'entraînant que l'adhésion de la minorité, malgré tout le poids de la machine médiatique qui tourne à sens unique, elle ne peut se permettre une réforme institutionnelle: la démocratisation entraînerait la fin. C'est une impasse. Impasse qui explique la radicalité et l'absurdité du discours:



Les députés sonnent l'alarme à propos de la propagande anti-UE de la Russie et des groupes terroristes islamistes

SESSION PLÉNIÈRE Communiqué de presse - Relations extérieures - 23-11-2016 - 13:32

La pression en matière de propagande subie par l'UE de la part de la Russie et des groupes terroristes islamistes est grandissante, avertissent les députés dans une résolution votée mercredi. La désinformation cherche à dénaturer la vérité, à inciter à la peur, à provoquer le doute et à diviser l'Union. Pour contrer les campagnes anti-UE, les députés suggèrent de renforcer la petite équipe de "communication stratégique" de l'UE et d'investir davantage dans la sensibilisation et l'éducation.

Un plus grand investissement dans les médias en ligne et locaux, le journalisme d'investigation et la maîtrise de l'information sont également des pistes suggérées par les députés.

"J'ai été chargée de décrire la propagande à la fois d'acteurs étatiques et non étatiques. Nous avons noté de nombreuses transformations. En ce qui concerne la Fédération de Russie, la situation est maintenant claire. Après l'annexion de la Crimée et l'agression dans la partie orientale de l'Ukraine par la Russie, de nombreux pays sont pleinement conscients de la désinformation et de la manipulation menées par ce pays", a déclaré le rapporteur Anna Fotyga (ECR, PL). "Ce rapport, au cours de sa préparation, a également été une cible de propagande hostile", a-t-elle ajouté.

La résolution souligne que l'Union européenne doit lutter contre les campagnes de désinformation et de propagande de la part de pays comme la Russie et d'acteurs non étatiques comme l'État islamique, Al-Qaida et d'autres groupes terroristes djihadistes violents.

La propagande hostile contre l'UE et ses États membres vise à dénaturer la vérité, à provoquer le doute, à diviser l'Union et ses partenaires nord-américains, à paralyser le processus décisionnel, à discréditer les institutions européennes et à susciter la peur et l'incertitude parmi les citoyens européens.

La Russie cherche à diviser

Les députés avertissent que le Kremlin a intensifié sa propagande contre l'Union européenne depuis son annexion de la Crimée et la guerre hybride dans le Donbass. Ils notent que "le gouvernement russe utilise un large éventail d'outils et d'instruments, tels que des groupes de réflexion [...], des stations de télévision multilingues (par exemple, Russia Today), des pseudo-agences de presse et des services multimédias (Sputnik) [...], des réseaux sociaux et des trolls Internet, afin de s'attaquer aux valeurs démocratiques, de diviser l'Europe, de s'assurer du soutien interne et de donner l'impression que les États du voisinage oriental de l'Union européenne sont défaillants".

La résolution souligne que le "Kremlin finance des partis politiques et d'autres organisations au sein de l'UE" et déplore "le soutien russe des forces anti-UE" comme les partis d'extrême droite et les forces populistes.

L'État islamique cible l'UE

L'UE et ses citoyens étant des cibles majeures de l'État islamique, les députés demandent aux États membres de travailler plus étroitement pour protéger la société de ses campagnes de recrutement et renforcer la résilience contre la radicalisation. Ils suggèrent également de développer un discours pour contrer l'État islamique, "notamment en renforçant la position et la visibilité des érudits musulmans modérés qui jouissent de suffisamment de crédibilité pour délégitimer la propagande de l'État islamique".

Connaissance de l'information

Pour contrer les campagnes anti-UE, les députés suggèrent d'investir dans la sensibilisation, l'éducation, les médias en ligne et locaux, le journalisme d'investigation et la maîtrise de l'information, ce qui permettrait aux citoyens d'analyser le contenu des médias de manière critique. Il est également important d'adapter la communication à des régions spécifiques, y compris l'accès à l'information dans les langues locales, indique le texte.

La résolution souligne que l'Union européenne doit lutter contre les campagnes de désinformation et de propagande de la part de pays comme la Russie et d'acteurs non étatiques comme l'État islamique, Al-Qaida et d'autres groupes terroristes djihadistes violents.

Donc la Russie est mise sur le même plan que l'état islamique, ce qui veut donc dire que la Russie est perçue par les instances européennes comme un état terroriste.

La propagande hostile contre l'UE et ses États membres vise à dénaturer la vérité, à provoquer le doute, à diviser l'Union et ses partenaires nord-américains, à paralyser le processus décisionnel, à discréditer les institutions européennes et à susciter la peur et l'incertitude parmi les citoyens européens.

En traduction, c'est à cause de la propagande russe que les pays européens n'arrivent toujours pas à conclure de traité transatlantique qui ferait leur bonheur... et dont Trump ne semble plus vraiment vouloir. Dommage, la résolution était manifestement écrite par l'administration américaine sortante.

Les députés avertissent que le Kremlin a intensifié sa propagande contre l'Union européenne depuis son annexion de la Crimée et la guerre hybride dans le Donbass. Ils notent que « le gouvernement russe utilise un large éventail d'outils et d'instruments, tels que des groupes de réflexion [...], des stations de télévision multilingues (par exemple, Russia Today), des pseudo-agences de presse et des services multimédias (Sputnik) [...], des réseaux sociaux et des trolls Internet, afin de s'attaquer aux valeurs démocratiques, de diviser l'Europe, de s'assurer du soutien interne et de donner l'impression que les États du voisinage oriental de l'Union européenne sont défaillants ».

La résolution souligne que le « Kremlin finance des partis politiques et d'autres organisations au sein de l'UE » et déplore « le soutien russe des forces anti-UE » comme les partis d'extrême droite et les forces populistes.

Finalement, si les partis remettant en cause le système et les valeurs de l'UE obtiennent de plus en plus de voix, c'est uniquement dû à l'action agressive de la machine de guerre médiatique comme RT ou Sputnik. C'est peut-être pour cela qu'ils sont pratiquement les seuls à parler, en français, de cette résolution inique ... Si l'on ne prend en compte RFI, qui soutient les députés européens lorsqu'ils « fustigent » la propagande anti-européenne du Kremlin, je cite.

En effet, il vaut mieux ne pas en parler, pour ne pas fatiguer les bonnes gens avec des questions inutiles avant les fêtes de Noël, oups, les fêtes de fin d'année, Noël ayant été déclassé.

Il faut dire que le message passe très bien dans d'autres pays, notamment les pays baltes. A Riga, où chaque année défilent des SS en costume d'époque, à la mémoire de ces héros nationaux qui ont lutté lors de la Seconde guerre mondiale contre l'armée soviétique, et donc avec les SS, l'on vient d'adopter une nouvelle loi qui entre tout à fait dans la logique de ces nouvelles valeurs prônées par l'UE. Il s'agit d'une loi sur la loyauté patriotique.

Propagande étrangère : « Un prolongement des outils utilisés pendant la Guerre froide »

SESSION PLÉNIÈRE Article - Institutions / Relations extérieures - 22-11-2016 - 10:48



La députée Anna Fotyga est l'auteur d'un rapport sur la propagande étrangère menée contre l'UE

À l'ère d'Internet et des réseaux sociaux, la propagande menée par des organisations terroristes ou des pays tiers tels que la Russie peut s'avérer particulièrement efficace. Ce mardi 22 novembre, les députés réunis en session plénière à Strasbourg débattent de nouvelles mesures visant notamment à contrer les campagnes de désinformation menées à l'encontre de l'Union européenne. Nous avons rencontré Anna Fotyga, députée conservatrice polonaise et auteur du rapport.

Quels sont les effets en Europe des campagnes de propagande menées par des organisations ou des pays tiers ?

Nous avons assisté à une réelle prise de conscience après l'agression de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine et après l'annexion de la Crimée.

De notre point de vue en Europe centrale et orientale, la Russie avait déjà commencé à déformer l'information et à exercer une influence sur les marchés des médias bien avant. Il s'agit d'un simple prolongement des méthodes et des outils utilisés pendant la Guerre froide.

Ces campagnes de propagande ont bien sûr un impact sur les sociétés en Europe et ailleurs. Je pense que les citoyens américains sont également la cible de la propagande russe, menée par le biais d'outils tels que la chaîne de télévision Russia Today.



Non, ce n'est pas une plaisanterie, car on ne plaisante pas avec le patriotisme SS à Riga. Au sein de l'UE. Ainsi, tout enseignant qui ne démontre pas suffisamment de patriotisme, à savoir de loyauté envers le pays et la Constitution, sera démis de ses fonctions et si le problème concerne l'école en entier, elle sera fermée. Cela s'inscrit dans le combat mené contre l'histoire du pays, contre les populations russophones et russophiles qui y vivent.

De cela non plus, la presse ne parle pas et le

Parlement européen a mieux à faire que de lutter contre la glorification de l'idéologie nazie. C'est simple: puisque combattre aux côtés d'Hitler signifie contre l'Union soviétique, cela convient tout à fait aux nouveaux maccarthystes. Comme l'UE ne peut manifestement plus fédérer autour d'un projet commun, elle a besoin d'un ennemi commun.

K. B.-G.



D'Alep à Trump : sommes-nous sur la ligne droite finale ?



Françoise Compoint
Journaliste à Pravda.ru



Quand je dis « nous », je sous-entends le Moyen-Orient, l'Europe occidentale et la Russie confondus. Quand je dis « sur la ligne droite finale », je me demande si le peuple syrien parviendrait au bout de ses peines et si les seigneurs du chaos auront des comptes à rendre. Dans les deux cas, le scénario serait beaucoup trop simple, voire idyllique. Mais ce qui saute aux yeux, c'est le symbolisme charnière qui accompagne la reprise d'Alep sachant que la presse titrait il y a quelques jours la récupération de 40 % des quartiers d'Alep-Est. C'est alors qu'interviennent deux événements fort intéressants et, de prime abord, aucunement liés.

Evènement numéro 1. Erdogan annonce l'introduction des troupes turques en Syrie dans le but, clair et sans concession, de faire tomber « le régime sanglant d'Assad ». La rhétorique pathétique dont il use à ce propos est tout aussi déroutante que l'annonce d'un évènement ... qui n'en est pas un depuis voilà un peu plus de trois mois.

Pour rappel, l'opération « Bouclier de l'Euphrate » a été officiellement lancée le 24 août 2016 sauf que

l'objectif qui avait alors été annoncé visait essentiellement les Kurdes syriens dont on ne peut que reconnaître le rôle fondamental dans la répression de Daesh de même que le danger qu'ils représentent pour une Turquie latemment néo-ottomane qui fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la jonction des zones kurdes dont il ne restera plus qu'à proclamer l'autonomie post-factum. Or, fin novembre, pour la première fois depuis le début de l'escalade turco-syrienne, les forces aériennes syriennes ont frappé les positions turques en réponse aux représailles récurrentes effectuées par celles-ci contre les forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition toute récente, principalement kurde avec des milices chrétiennes et des éléments de l'ancienne ASL qui, exceptionnellement, n'ont pas prêté allégeance à la nébuleuse salafiste. Face à une réaction tout à fait prévisible, je dirais même saine de la part de Damas qui cherche à sécuriser des frontières déjà plus que poreuses, on constate qu'Erdogan n'a fait que trouver un prétexte pour boucler une partie d'échec coûteuse, sanglante, étalée sur cinq ans malgré les pronostics



'optimistes' inspirés au départ par les scénarios irakien et libyen. Sur ce point-là, les intérêts d'Ankara sont bien ceux de l'OTAN. Ses arguments reprennent d'ailleurs les inepties de Ziyad Majed et co pour qui la reprise d'Alep se limite au bombardement de l'infrastructure syrienne et au meurtre systématique et massif des civils.

Evènement numéro 2. Approximativement à la même date, le 25 novembre, Kiev annonce des exercices de tirs de missiles en Crimée, spécifiquement au-dessus de Simferopol. Prise comme telle, c'est-à-dire sans une lecture d'ensemble soumise à la gravité des enjeux de cette fin d'année, ladite annonce est ubuesque. Comment peut-on propulser des missiles dans l'espace aérien d'un autre Etat ? Or, Kiev insiste sur son droit sans présenter aucun argument digne de ce nom si ce n'est la vieille rengaine, Crimée = territoire occupé. Outre le fait qu'il y ait violation de la convention de Chicago (1944) relative à l'aviation civile internationale, on pourrait frôler une nouvelle tragédie apparentée à celle du MH17 malaysien en 2014.

Une semaine plus tard, nous apprenons que l'Armée arabe syrienne (AAS) est sur le point de crever l'abcès islamiste qui a longuement mûri dans Alep-Est. Conjointement aux frappes syrienne et russe, l'AAS jouit du soutien du Hezbollah et de deux brigades palestiniennes dans les opérations menées au sol. Nonobstant les cris d'orfraie des technocrates atlantistes et des journalistes occidentaux qui s'obstinent à parler de « rébellion » (voir à ce sujet le démenti intransigeant de Georges Malbrunot !), la

libération totale d'Alep est prévue d'ici le fin de l'année.

Toujours une semaine plus tard, nous apprenons que les exercices de l'armée ukrainienne se sont finalement déroulés dans l'Oblast de Kherson et pour cause : la Russie a tôt fait de pointer ses S300VM et ses Antei-2500 sur le ciel de Crimée. Dans le cas syrien, on sait qu'il y a eu un entretien téléphonique entre Poutine et Erdogan suivi de la ratification de l'accord sur le Turkish Stream. On ignore les termes de cet entretien mais le résultat semble aller à l'encontre des intérêts de l'Occident militariste. Dans le deuxième cas, l'Ukraine préparait une provocation sans queue ni tête clairement commanditée de l'extérieur. Là encore, la riposte s'est faite dans le cadre prescrit par le droit international, sans épanchements hystériques.

Ces deux provocations, si stupides ou surannées qu'elles soient, témoignent d'un phénomène saisissant qui s'inscrit dans la lignée eschatologique de cette année qui s'en va : de l'impuissance grandissante d'un Système complètement affolé. Quel que soit l'aplomb manifesté par



les médias bien-pensants, on relève le déchantement des peuples européens par rapport aux politiques menées ces dernières décennies par les élites mondialistes. L'élection de Trump, la victoire de Fillon aux primaires, les revirements de l'Europe balkanique avec l'avènement au pouvoir de deux candidats souverainistes en Bulgarie et en Moldavie, voilà autant de facteurs préparant le basculement de l'ancien Système. Dans cette énumération brève et pourtant prégnante, l'élément le plus pesant est bien sûr l'élection de Donald Trump.

Je suis loin de me faire des illusions sur ses intentions isolationnistes, c'est-à-dire un éventuel retour à la doctrine

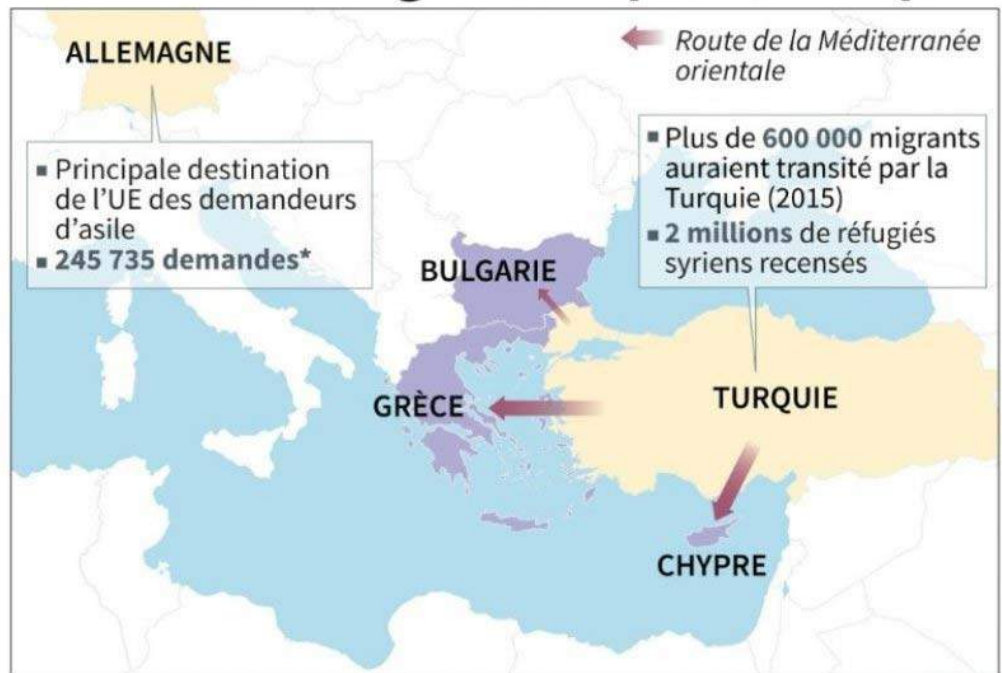


Monroe élargie au Moyen-Orient. Primo, parce que le CMI ne lui en laissera jamais le loisir. Et il est vrai que dans l'hypothèse de son application, les USA n'auront plus les moyens de leurs ambitions ce qui entraînerait aussitôt des troubles titanesques avec, pour conséquence plausible, l'éclatement des States. Secundo, parce qu'il n'y a pas d'unité au sein des instances du pouvoir US. Le fait qu'on ait laissé Trump accéder au pouvoir ne signifie pas qu'on le laisserait réaliser chacun des points de son

programme électoral. Loin s'en faut. Si donc Trump ne peut revenir sur les principes tant opportunistes que messianiques du bellicisme US, il est cependant en mesure de bloquer le déploiement d'un scénario catastrophique pour le monde arabo-musulman laïc et mauvais pour la Russie – la chute de Damas et l'embrasement immédiat de l'Iran. Il est donc crucial d'accumuler les provocations avant son inauguration en espérant que le Kremlin finisse par mordre à l'hameçon ou que son allié, en l'occurrence le gouvernement d'Assad, fasse un faux pas tellement significatif qu'il motiverait une intervention massive de l'OTAN. Je ne crois pas que Trump puisse partager le sort de Kennedy malgré les traits d'esprit déplacés de certains journalistes qui ont presque explicitement appelé à son meurtre, mais il n'est pas exclu que sa volonté d'atténuation du hard power américain puisse se heurter à une donne plus complexe que celle de l'heure présente.

L'Europe occidentale encourt quant à elle un danger notable. Je vois mal comment elle pourrait y faire face. On parle de plus en plus du retour des djihadistes européens dans leurs pays d'origine. Mais ce n'est que le sommet de l'iceberg. Il est envisageable que Daesh, un Etat en gestation doué pour détruire et tuer, une fois bouté hors de Syrie et d'Irak (car la libération de Mossoul est

La route des migrants depuis la Turquie



Sources : Frontex. Eurostat. UNHCR *Jan-août 2015

compatible avec la politique US de déplacement des mercenaires vers la Syrie), descendent en lice contre l'Europe mécréante avec sa dévirilisation promue au rang d'idéologie et ses valeurs consuméristes. Et de un.

Et de deux, bien que les menaces d'Erdogan commencent à lasser, il n'est pas exclu que le Sultan, lassé lui aussi de négocier avec l'UE, finisse par ouvrir le robinet migratoire. J'en veux pour preuve la critique par Erdogan, début octobre, du Traité de Lausanne sur les frontières de la Turquie. A bien y réfléchir, on s'aperçoit que le renouveau de l'empire ottoman appuie plus qu'il ne contredit le projet de restauration du Califat dans les frontières acquises à l'âge d'or du califat abbasside. A cet égard, il n'y a aucune raison pour que la Turquie n'ouvre pas les frontières aux migrants.

Que le monde dans son état actuel roule sur une ligne droite finale, c'est une certitude. D'où, entre autres, le durcissement de la doctrine de politique étrangère russe et le souci d'unité interétatique qui a fait que l'on a remplacé « les Russes » par les « peuples habitant la Russie » et le terme « confession (s) » par celui de « civilisation (s) ». Le siège d'Alep levé et la Turquie allant au bout de ses velléités dans un sens comme dans un autre, nous verrons où mène cette ligne accélératrice.

F.C.

La Turquie Facteur de tensions en Irak



Général (2^{S.}) Jean-Bernard PINATEL
Auteur et Consultant en géostratégie



A lors que la préparation de la bataille de Mossoul retenait l'attention de tous les observateurs, le Président Erdogan est intervenu avec violence, début octobre, dans les affaires intérieures de l'Irak, ouvrant une crise régionale et complexifiant davantage la délicate préparation de l'offensive sur Mossoul.

Alors que de profondes divergences de vues subsistaient entre Washington et Bagdad concernant l'emploi des milices chiites pour la libération de Mossoul, le Président Erdogan vient de commettre une ingérence sans précédent dans les affaires intérieures de l'Irak. Cette action complexifie encore plus le contexte régional et va contribuer certainement à retarder l'offensive sur Mossoul. En effet, ulcéré d'être tenu à l'écart de la préparation de cette offensive, le président Turc s'est livré en ce début du mois d'octobre à des provocations et des menaces inédites contre l'Irak et son premier ministre

Haïder Al-Abadi.

Erdogan qui se rêve comme le nouveau Sultan Ottoman du Moyen-Orient considère que Mossoul, qui était un des joyaux de l'empire Ottoman, lui appartient toujours¹. Le différend sur la présence de troupes Turques dans le Nord de l'Irak qui existait depuis plus d'un an, est devenu une crise grave le 2 octobre 2016 lorsque le parlement Turc a voté une loi autorisant l'Armée turque à intervenir en Irak et en Syrie.



*Le Premier Ministre Haïder Al-Abadi entouré
des chefs de l'armée irakienne*



Le 3 octobre, Erdogan dans une interview à Rotana TV, une chaîne de télévision basée à Dubaï, donnait son avis sur ce que devrait être la composition ethnique de la ville de Mossoul, une fois libérée de l'EI : « Seuls les Arabes sunnites, les Turkmènes et les Kurdes sunnites pourront y rester » expatriant² ainsi de facto les chiites et les 35000 chrétiens qui y vivaient avant l'arrivée de l'EI. De son côté le premier ministre turc, Binali Yildirim, intervenait comme s'il soupçonnait le gouvernement irakien de vouloir chasser la minorité turkmène de Mossoul et mettait en garde contre « les tentatives de modifier la structure démographique de Mossoul », ce qui conduirait à « allumer le feu d'une grande guerre civile, d'une guerre sectaire ».

Le 5 octobre, Bagdad par la voix de son Premier Ministre réclamait, une fois de plus, le retrait de Bachika des troupes turques, qualifiées de « forces d'occupation » et menaçait : « L'aventure turque risque de tourner à la guerre régionale »³.

Le mardi 11 octobre, intervenant au 9e congrès de l'Organisation islamiste eurasiennne à Istanbul, Erdogan a insulté le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi. Dans son allocution, retransmise par de nombreuses chaines de télévision, il traite le Premier Ministre irakien comme son vassal: « Reste à ta place ; tu n'es pas mon interlocuteur, tu n'es pas à mon niveau. Peu nous importe que tu cries depuis l'Irak, nous continuerons à faire ce que nous pensons devoir faire. L'armée de la République turque n'a pas de leçon à recevoir de vous. »

Cette crise entre Bagdad et Ankara complexifie la tâche du gouvernement américain pour qui la reconquête de Mossoul devait être exclusivement menée par les troupes irakiennes appuyées par la coalition. De leur côté, les peshmergas ne voulaient pas participer à l'assaut d'une ville non Kurde. Dans le plan américain, les peshmergas comme les milices chiites ne seraient utilisées qu'à des opérations de soutien autour de la ville, comme ce fut le cas durant la bataille de Falluja pour les milices chiites.

Mais cette position politique du gouvernement américain, destinée d'une part à rassurer l'Arabie Saoudite ainsi que les dirigeants et les chefs des tribus sunnites de l'Irak et, d'autre part, à éviter d'éventuelles exactions contre les populations libérées qui terniraient la fin du mandat d'Obama, n'est pas de nature à créer un rapport de forces favorable à une reconquête rapide de Mossoul alors que le Président américain voudrait annoncer cette victoire avant la fin de son mandat.

De leur côté, les milices chiites de l'Organisation de Mobilisation Populaire rejettent le plan américain et

déclarent qu'elles participeront à la reprises de Mossoul et que personne ne pourra les en empêcher. Les Etats-Unis ont porté leur participation à 6 500 conseillers militaires et ont accru leur aide en armement. Le contingent américain constitue 90 % des forces de la coalition bien que la France ait renforcé sa participation en réengageant le porte-avions Charles de Gaulle dont dès le 30 septembre, 8 Rafales ont mené un raid sur la ville de Mossoul.



Un autre élément essentiel complique la préparation de l'offensive. C'est le sort des 1,5 millions d'habitants de Mossoul qui, dans leur majorité, avaient accueilli favorablement l'Etat islamique, lassés par les exactions de l'armée et de l'administration irakienne. Ils attendent aujourd'hui avec impatience cette libération tout en craignant d'en être les premières victimes. En effet, cette reconquête pose un problème humanitaire sans commune mesure avec ceux que les autorités ont déjà rencontré lors des libérations précédentes de Falluja et de Ramadi. En fait, tout dépendra de l'esprit de résistance dont feront preuve les combattants de Daech. Les informations à ce sujet sont souvent contradictoires et font penser que la guerre psychologique bat son plein d'un côté comme de l'autre. Ainsi, une des inconnues de cette opération sera la capacité de Daech à éviter une fuite massive des habitants de la zone des combats lorsque l'offensive sera lancée. Du côté de l'armée irakienne, on se prépare à accueillir un million de fuyards dans lesquels pourront se cacher des djihadistes.

Pendant ce temps, la classe politique irakienne danse sur un volcan

Le climat politique reste toujours aussi tendu entre le parlement irakien et le gouvernement d'Haider Al-



Abadi et aussi entre les différents partis chiites qui composent la Coalition Nationale ainsi qu'entre Erbil et Bagdad malgré la visite du Président Barzani dont la légitimité est contestée par une partie des Kurdes qui lui reprochent de s'accrocher à son siège bien que son mandat soit terminé depuis près d'un an. Alors que Daech contrôle encore plusieurs localités et des villes irakiennes comme Mossoul, Ana, Rawa, Kaïm, Tall'afar, Hatra, et Hammam Al-Alil, que trois millions d'Irakiens sont déplacés du fait de la guerre et que le rétablissement de l'autorité de l'Etat se heurte à la mainmise des groupes et des milices extrémistes chiites dans les localités et les territoires libérés, la vie politique à Bagdad ressemble à une danse sur un volcan.

En septembre, les séances d'audition des ministres tenues par le parlement irakien ont repris leur cours. Elles ont concerné le ministre irakien des finances, le Kurde Hochiar Zebari, qui occupait auparavant le poste de ministre des affaires étrangères.



Nourri Al-Maliki

Le parlement a voté contre lui une motion de censure donnant suite aux accusations de corruption lancées par les députés chiites du parti de l'Etat de droit et appuyées par le président du parlement, le Sunnite Salim Al J o u b o u r i , favorable à cette

motion. A Erbil, dès le lendemain du vote, Hochiar Zebari, a accusé l'ancien premier ministre irakien Nourri Al-Maliki et ses partisans pro-iraniens au sein du parlement irakien, de lancer des accusations sans fondement. Estimant que les délais juridiques n'ont pas été respectés lors de la procédure de la séance de motion de censure, il a annoncé qu'il se pourvoirait devant la justice irakienne pour contester cette décision. Pour les observateurs politiques, cette révocation de Hochiar Zebari qui est l'un des dirigeants important du Parti Démocratique du Kurdistan, PDK, et le neveu de Massoud Barzani, va envenimer davantage les relations entre les deux

coalitions shiite et kurde.

En effet, il est probable que le ministre des finances soit en possession de documents compromettants concernant Nourri Al-Maliki et qu'il n'hésitera pas à les dévoiler. Cette motion de censure va ralentir les discussions sont en cours avec le FMI en vue de l'octroi de prêts financiers importants indispensables à la survie de l'Etat irakien.

Le mois de septembre a aussi connu la nomination pour un an d'Amar Al Hakim, président du Conseil Islamique Suprême, à la tête de la Coalition Nationale shiite qui comprend les formations politiques chiites de Nourri Al-Maliki (Etat de droit), d'Ibrahim Al-Jafaari (Parti de la Réforme), de Muklada Sadr (Courant Sadriste) et bien sûr d'Amar Al-Hakim (Conseil Islamique Suprême). Cette nomination est considérée par les milieux chiites comme la dernière chance d'éviter un éclatement de cette coalition qui aggraverait encore plus le risque de guerre civile en Irak.

Pour couronner le tout, en septembre la situation sécuritaire à Bagdad et dans les 6 gouvernorats où Daech mène ses opérations a continué de se dégrader après une amélioration en aout. C'est le fait des attentats (808 morts) mais aussi des actes de banditisme en augmentation constante. Les victimes des attentats se répartissent géographiquement ainsi suivant les gouvernorats : Nineveh :241 ; Salahuldein :164 ; Al Anbar : 160 ; Bagdad : 138 ; Kirkuk :78, Diyala : 12 ; Bassora : 9 ; Maysan : 6.

J.-B. P.

¹En effet cette ville fut rattachée à l'Irak à la fin de la première guerre mondiale. Les Turcs, qui étaient dans le camp des vaincus contestèrent cette décision avec véhémence, jusqu'en 1923.

²Mossoul : Erdogan multiplie les critiques contre le gouvernement irakien.

³L'Irak met en garde la Turquie contre un risque de « guerre régionale ». La présence de 2 000 soldats turcs dans le nord de l'Irak, dont plusieurs centaines sur la base de Bachika, au nord-est de Mossoul, où, depuis 2015, des combattants sunnites locaux (milice Hashd al-Watani) et des peshmergas sont entraînés, est une source de tension permanente entre les deux pays.

LIBYE (partie II)

LA RESISTANCE VERTE CONTRE LES ISLAMO-ATLANTISTES.



Françoise Compoint
Journaliste à Pravda.ru

Témoignage de Franck Pucciarelli



2011. Cela semble déjà loin pour les amnésiques, mais c'est pourtant si proche. Ces cinq années qui nous en séparent ne font que rapprocher l'Europe et le Moyen-Orient des conséquences du coup d'Etat libyen dont Sarkozy, lors d'un plateau TV datant de septembre 2016, osa dire, défiant Pujadas, le bon sens commun, et la décence la plus élémentaire, que « depuis Lawrence d'Arabie, on a évité un drame entre l'Orient et l'Occident ».

La Libye, cela semble loin. Et pourtant, comme je l'avais déjà indiqué dans un précédent article, moins de 300 km séparent Tripoli de Lampedusa.

Plusieurs grands prédateurs essayent de prendre le contrôle de 50 milliards de barils. 120.000 Libyens en sont morts. 3 millions de Libyens ont été d'abord délogés par 6 mois de bombardements otaniens puis par des affrontements constants entre l'AQMI et l'EI.

Un pays d'une superficie de 1.760.000 km² s'est partiellement transformé en un insondable arsenal salafiste menaçant de fait et la bande sahélo-saharienne et notre Vieux Continent déjà bourré de cellules dites dormantes ou ... semi-dormantes vu les événements de ces derniers temps. C'est sans compter l'impact néfaste de ces zones d'hyperconcentration islamiste pour l'Irak, un pays presque entièrement détruit, et pour la Syrie qui même exténuée, anémiée, rabaissée, continue à résister. Imagineriez-vous un leader occidental à la place d'Assad ? Moi non. Tous auraient fui vers les USA ou l'Australie. Tous. Sans même se retourner.

Le drame humain et économique – en somme, le drame civilisationnel – de la Libye s'est fait à travers sa quadruple, voire sa quintuple partition. Ainsi retrouve-t-on plusieurs Libye (S) avec :



- ⇒ La Tripolitaine historique au Nord-Ouest. Elle est prise en tenaille par, d'un côté, les islamistes de Tripoli, de l'autre, les Frères Musulmans de Misrata.
- ⇒ Le golfe de Syrte, c'est-à-dire le Centre, est pollué par Daesh.
- ⇒ Le Nord-Est, c'est-à-dire la Cyrénaïque, est tenu par le général Haftar.
- ⇒ Le Sud est quant à lui coupé en deux avec sa partie ouest qui se trouve sous le contrôle des Touaregs. Ces derniers 'verdissent' notoirement. Pour preuve : le 17 mai 2016, un ancien chef militaire touareg de Fezzan, Ali Kana Souleymane, a organisé une réunion des tribus qui n'est autre qu'un appel à la réunification au nom de la formation d'une armée du Sud fidèle aux legs spirituels du Guide de la Jamahiriya. *Paris Match* a relayé l'info quelques jours plus tard précisant au passage que cette initiative concernait également les Toubous qui devaient donc se défaire de leurs accointances pro-Haftar.

A l'heure où j'écris cette introduction, l'évincement

surprise de Fayez el-Sarraj, chef de la GNA (pour rappel, gouvernement d'union national libyen, le seul à être reconnu par l'ONU) par Khalifa al-Ghowel, chef du CGN (congrès général national) qui est le successeur du CNT (conseil national de transition) a démontré, de un, que l'ONU vient de perdre définitivement le contrôle de la situation, de deux, que celle-ci se complique vu l'extrême ambiguïté du personnage d'Haftar dont certains disent qu'il s'agirait d'un homme de la CIA et que d'autres sont sur le point de sanctifier voyant en lui un libérateur en puissance.

Reste que le soutien inconditionnel des USA à l'égard de cet homme et le contrôle qu'il exerce sur l'accès aux puits pétroliers est en effet plus que suspect. Plus on s'applique à cerner la conjoncture libyenne, plus on constate, passez-moi cette familiarité, qu'une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Il convient donc de dépasser cette dialectique inextricable en trouvant une entité qui se situerait au-delà et qui tiendrait compte des réalités tribales du pays.

Franck Pucciarelli, Coordinateur Europe chez CRI Comité Révolutionnaire International, avait déjà



Le général Khalifa Haftar al-Ghowel

parlé de cette entité dans une précédente interview intitulée « Libye : vers la fin du joug américano-salafiste ». Il analysera ici, plus en détails, la nature de cette Résistance Verte ainsi que les circonstances, tant favorables qu'incertaines, dans lesquelles son action se réaliserait.

Françoise Compoint. « La Libye est en ce moment tiraillée entre les ambitions du général Haftar, chef du gouvernement non reconnu de Libye, homme des Américains, ancien proche de Kadhafi qui a fini par le trahir, et celles du GNA, c'est-à-dire le gouvernement d'unité nationale soutenu par l'ONU et, jusqu'ici, par la France. La prise du Croissant pétrolier par les bataillons d'Haftar n'a manifestement fait que renforcer la division du pays. Dans votre dernier compte rendu, vous évoquez cependant le récent revirement du ministère de la Défense français qui, intérêts obligent, se rangerait maintenant du côté de Haftar. Vous évoquez aussi la prise sans cesse repoussée de Syrte par le GNA et le piètre état dans lequel celui-ci se trouve suite à la pré-obtention d'un contrat pétrolier avec la Turquie, le Qatar et Israël. Au beau milieu de ce partage

chaotique du pouvoir, quelle place accorder aux groupes résistants restés fidèles à l'héritage kadhafiste ?

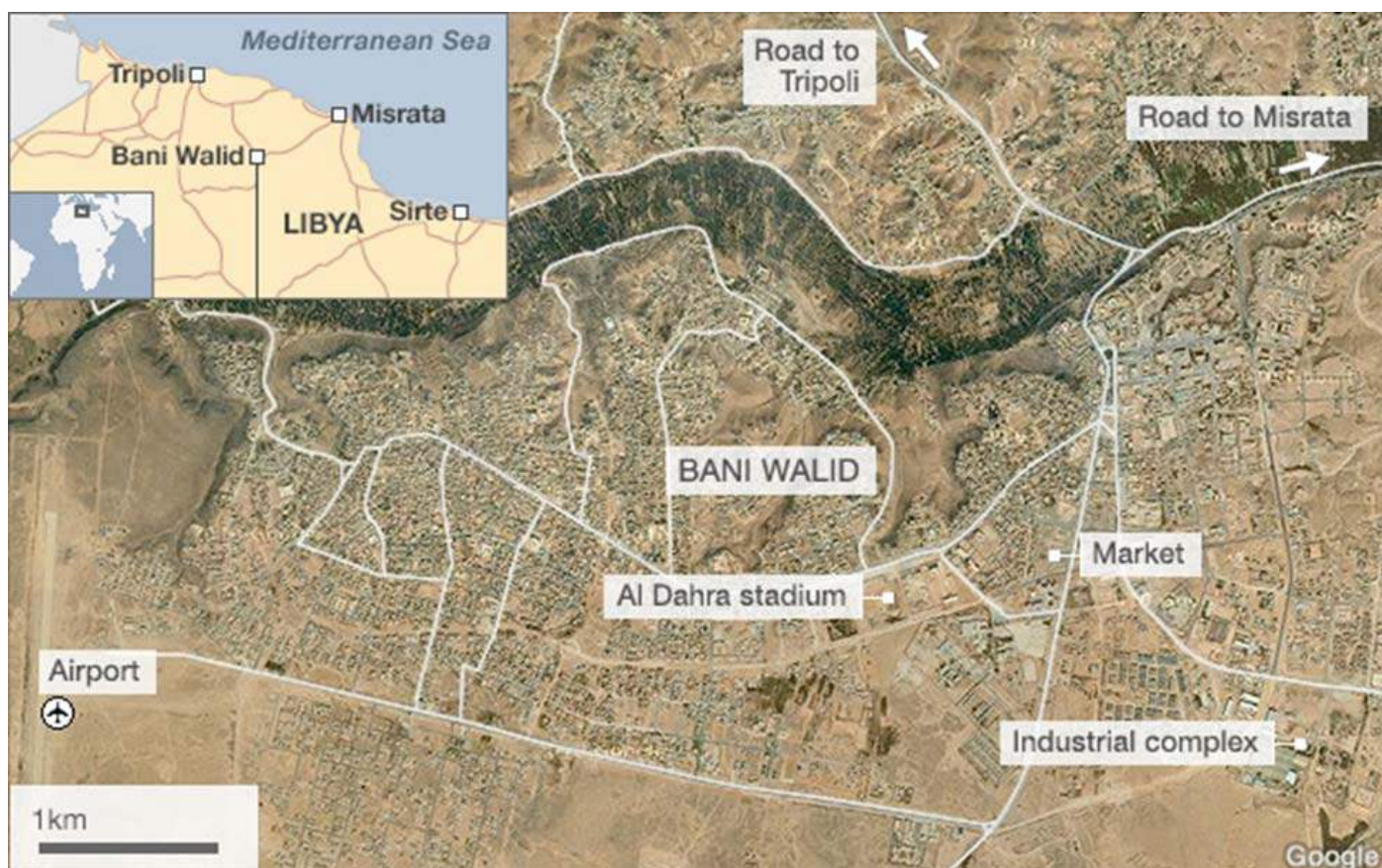
Franck Pucciarelli. Elle est importante. Tout d'abord, il s'agit de 3 millions de Libyens qui refusent de reconnaître la " révolution du 17 février 2011 " des milices takfiristes soutenue et financée par Sarkozy. Il s'agit aussi des tribus berbères de l'Ouest financées quant à elles par Israël. Elles sont en exil depuis 2011. L'ensemble représente plus de la moitié de la population libyenne. Cet exil est une forme de résistance face à l'occupant qui ne peut donc pas en accaparer les membres.

Une grande partie du Sud libyen est restée fidèle à la Jamahiriya et l'on peut par conséquent la considérer comme étant une zone libérée.

Les tribus du Sud sont essentielles à l'unité nationale¹.

Bani Walid qui se situe à 80 km de Tripoli et qui est le fief de la plus grande tribu libyenne, celle des Warfalla, voit le drapeau vert (drapeau national de la Jamahiriya Arabe Libyenne) flotter à nouveau depuis 1 an sur ce bastion kadhafiste.

Et il y a le haut conseil des tribus libyennes historiques qui considèrent que la Jamahiriya Arabe Libyenne est occupée. C'est aussi une des raisons



pour laquelle toute tentative de construction d'un Etat voulu par l'ONU ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas. C'est le 11 septembre, lors de la prise du croissant pétrolier par le maréchal Haftar, que les tribus libyennes ont derechef démontré leur primordialité. Les gardes pétroliers qui étaient sous les ordres de Jadran et donc du GNA ont laissé les bataillons de Haftar prendre la zone après en avoir reçu l'ordre par leurs chefs de tribus respectifs.



F.C. Qui compose la Résistance verte ? Y-a-t-il des volontaires issus d'Etats limitrophes et/ou plus éloignés ? A-t-elle déjà élaboré une stratégie précise pour la libération du pays ?

F.P. Cette Résistance est tout d'abord composée d'anciens membres des comités révolutionnaires libyens. Depuis l'invasion de l'OTAN, ils travaillent en Libye à couvert pour empêcher la création d'un Etat qui consoliderait la colonisation du pays. Cette force de l'ombre est partout, entend tout, voit tout. Elle est incorruptible car ses membres sont animés par une idéologie puissante. Ils sont en quelque sorte les gardiens du Livre vert, du principe de démocratie directe.

A cela il faut ajouter les anciens militaires de la Jamahiriya Arabe libyenne, c'est-à-dire plusieurs milliers d'hommes prêts à rejoindre leur ancienne brigade le jour J. C'est sans compter des milliers de soldats qui ont intégrés l'armée nationale libyenne (Haftar) mais qui, le moment venu, rejoindront le peuple pour la libération de la Jamahiriya et sur la demande de leurs chefs de tribus.

Le général Ali Kana, ancien général sous Kadhafi, a réuni l'ensemble des tribus libyennes du Sud et leur a demandé que les jeunes quittent leurs milices pour rejoindre l'armée nationale du Sud (réunion le 17 mai 2016 près de Ubari). Il est en train de restructurer le corps militaire et collabore avec d'anciens généraux qui comme lui étaient partis en exil en 2011.

L'armée de la Jamahiriya est en train de se reconstituer. Elle se mettra aux ordres du haut conseil des tribus libyennes historique et donc de Saïf al islam Kadhafi qui en est le représentant depuis septembre 2015. Au sein du CRI (Comité révolutionnaire international, NDLR), bon nombre de jeunes Africains mais aussi d'Européens sont prêts à s'engager auprès du peuple libyen pour la libération

du pays.

Nous sommes en train d'observer et de finaliser l'éventuel afflux prochain de centaines de volontaires. Les bienfaits de Mouammar Kadhafi en Afrique ont pour effet que des milliers d'Africains veulent participer à la libération de la Jamahiriya. Le Guide avait beaucoup fait pour eux.

Et pour répondre à une partie de votre question, il y a bien évidemment une stratégie en place mais je n'en ai pas le détail pour des raisons évidentes de sécurité.

F.C. Y-a-t-il des facteurs externes qui pourraient faciliter ou, au contraire, rendre plus compliquée la réalisation de son objectif ?

F.P. Il est évident que les pays de l'OTAN ne peuvent concevoir une libération de la Jamahiriya car leur échec serait alors avéré et cuisant. C'est pour cela que la Résistance verte attend le moment opportun. Il faudrait aussi noter la présence de centaines de cellules dormantes dans les villes occupées. Depuis le début de l'année, via internet, elles lancent des appels visages couverts en appelant le peuple à se préparer à la lutte armée pour la libération du pays.

Cette Résistance populaire a bien sûr besoin d'aide. Elle bénéficie actuellement du soutien de l'Égypte qui autorise les studios de Green TV sur son sol. La chaîne de la Jamahiriya Arabe Libyenne peut ainsi émettre sur la Libye et informer le peuple libyen.

Les Libyens attendent beaucoup du peuple russe et de son président, Vladimir Poutine. Il est essentiel et même stratégique pour la Russie d'encourager l'expression réelle du peuple libyen, voire de contribuer en pratique à l'application de ce droit.

La libération de la Jamahiriya mettra fin à la présence des milices takfiristes par leur neutralisation. En effet, plusieurs milliers de membres de Daesh ont quitté la Syrie pour gagner la Libye, cela avec

l'appui et la complaisance totale des autorités libyennes reconnues par l'ONU. Ces forces menacent de fait la souveraineté syrienne dans les mois et les années à venir mais aussi celle de l'Égypte et de l'Algérie.

La Russie peut aider le peuple libyen à faire valoir le droit de ces millions d'exilés et appeler, auprès des Nations Unis, à un référendum au niveau national. Il n'y a pas d'autres solutions si l'on veut éviter de nouvelles effusions de sang.

F.C. Les médias occidentaux passent sous silence la renaissance de la Jamahiriya. Serait-ce parce qu'ils sous-estimerait ce mouvement ?

F.P. Les médias occidentaux sont responsables de l'occupation de la Jamahiriya. Ces médias, en 2011, reprenaient en boucle, sans aucun effort de vérification, les comptes rendus de l'OTAN et les rapports de l'Observatoire des droits libyens dont le seul et unique membre n'a jamais quitté son Grand Hôtel parisien. Ils allaient même jusqu'à convoiter les paroles mensongère du philosophe BHL. A l'époque, bon nombre d'observateurs étrangers étaient en Libye et dénonçaient la propagande otanienne. Les médias occidentaux les traitaient en complotistes. Pourtant, le dernier rapport des parlementaires anglais vient de révéler l'ampleur de la désinformation qui avait été pratiquée par ces journalistes pour justifier l'invasion et l'occupation de la Libye. Pour ces médias, parler de la situation réelle en Libye reviendrait à avouer leurs mensonges.

Néanmoins, depuis peu, certains d'entre eux se rapprocheraient de nous et s'intéresseraient, disent-ils, à l'importance croissante des kadhafistes.

Mais comment leur faire confiance ?

Ils sont responsables de par leur mensonge de la mort de milliers de Libyens. Des familles ont été brisées à tout jamais, un pays riche par le passé est aujourd'hui anéanti. Ces médias occidentaux ne sont rien pour la Résistance. Ils ne représentent que les actionnaires qui les font vivre, ceux-là mêmes qui tentent de voler le pétrole libyen ».

Commentaire de la rédaction. Je n'ai peur de rien, avait dit Kadhafi lors du discours de Palmarium



(1972). *Si vous craignez Dieu, vous ne craignez plus rien*. Kadhafi n'a plus à se justifier. L'Histoire lui a déjà donné raison. Elle n'attend maintenant plus qu'une chose : juger, implacablement et définitivement, ceux qui ont anéanti le miracle de l'Afrique comme ils avaient anéanti, quelques années auparavant, selon un scénario identique, la Yougoslavie. Kadhafi, tout comme Milosevic, n'avait eu qu'un tort : avoir trop fait confiance aux faucons atlantistes ce qui a permis l'infiltration, dans les plus hautes instances du pouvoir, d'islamistes à charge. Puis vint un coup d'Etat ou « une Révolution » pour les bien-pensants avec l'installation d'un gouvernement de transition vers ... Les mots me manquent. Ce qui importe aujourd'hui, c'est la désomalisation de la Libye avec l'appui des tribus et, ultérieurement, la restauration des trois grandes confédérations tribales, seules garantes de stabilité : celle de la Cyrénaïque, celle de la Tripolitaine et celle du Sud. Le seul vrai facteur qui puisse faciliter la libération du pays, c'est la déstabilisation interne des USA. Celle-ci pourrait être envisageable à compter du jour des élections qui s'annoncent.

F.C.

¹voir Bernard Lugan, *Histoire et géopolitique de la Libye. L'Afrique réelle*, 2015

Le soldat russe oublié...



Pierre Malinowski



Les Brigades Russes durant l'offensive Nivelle

Il y a cent ans, en pleine Première Guerre mondiale, un accord entre la France et la Russie était signé pour l'envoi de deux brigades volontaires sur notre sol afin de combattre aux côtés des troupes alliées sur le front ouest. Ces deux brigades seront connues sous le nom de « Corps Expéditionnaire Russe ».

Après une année 1916 relativement clément, le mois d'avril 1917 causera la perte de plus de 5000 soldats russes dans les deux brigades lors de la

terrible offensive Nivelle du 16 avril 1917 pour la 1^{ère} Brigade et du 19 avril 1917 pour la 3^{ème} brigade. La 1^{ère} Brigade est souvent citée par les historiens car elle réussit un des seuls succès du 16 avril en prenant le village de Courcy près de Reims au prix de plus de 2200 tués, blessés ou disparus.

Cependant, la 3^{ème} Brigade est peu évoquée étant donné son histoire tragique.

En effet, un bataillon de la 3^{ème} Brigade est chargé d'attaquer le 16 avril 1917 le Mont de Sapigneul et la Côte 108 près de Berry-au-Bac au sein de la 40^{ème} Division d'Infanterie. Ce bataillon, encadré par



le 251^{ème} régiment d'Infanterie, et part du Bastion du Pont. A 6h00, le Russes s'élancent vers les tranchées de première ligne et parviennent, au prix de terribles pertes, à occuper la Côte 108 ainsi que le Mont de Sapigneul. Malheureusement, en fin de journée, décimés, à court de munitions et sans renfort, ils doivent se replier vers leurs tranchées de départ, à l'exception toutefois de la côte 108 qui sera gardée par les troupes Françaises jusqu'en 1918.

Durant deux jours, ils se réorganisent afin de lancer une attaque frontale sur l'imprenable Mont-Spin situé à moins de deux kilomètres de Sapigneul. Le 5^{ème} régiment attaque avec deux bataillons et le 6^{ème} régiment avec un bataillon. Le 19 avril, à 14h54, cette horde humaine s'élance avec six minutes d'avance sur le

Mont Spin. Les mitrailleuses allemandes font un carnage dans les rangs russes. Néanmoins ils parviennent à enlever avec courage la première ligne (tranchée du Vampire) et la deuxième est conquise après une âpre lutte à la baïonnette. L'objectif est

12 LE MIROIR

UN BEL ÉPISODE DE L'ATTAQUE DE CHAMPAGNE



Douilles d'obus en arrière des lignes. - Russes chargeant sous les grenades

C'est le 16 avril à six heures du matin que la 1^{re} brigade russe formant l'extrême droite du 1^{er} corps d'armée, est partie à l'attaque du village de Courcy. Le général Nivelle l'a citée à l'ordre de l'armée. Les Russes ont enlevé, en effet, le village de

Courcy et le château, et se sont installés le long du canal jusqu'à Noue-Gouzaine. Voici, à l'arrière de leurs lignes, des douilles d'obus tirés pendant la préparation d'artillerie et un instantané de la charge. L'explosion est celui d'une grenade allemande.

proche, le bataillon du centre pénètre dans le bois en dentelle à gauche du Mont-Spin et occupe les tranchées de troisième ligne (tranchée de Lemberg, du Talus et de Helly).

Les Russes font des dizaines de prisonniers des

régiments prussiens IR49 et IR155. Ils parviennent même à prendre un canon de 77, que les artilleurs doivent abandonner après un combat à la grenade, 6 mitrailleuses et un canon-revolver. Le Mont Spin est à deux doigts de tomber. Cependant, les Russes dans leurs élans oublient de nettoyer les abris souterrains des tranchées conquises. Les Allemands sortent des sapes avec leurs mitrailleuses et

commencent leur travail de mort. C'est un massacre. Assaillis de toutes parts, sans appuis des troupes Françaises qui ne sont pas sorties des tranchées. Les Russes sont anéantis. Les quelques survivants courent vers les premières lignes françaises et au final, seuls quelques hommes arrivent à se replier sur la tranchée de départ. Bilan: 2069 tués ou blessés et plus de 450 disparus.

Les Russes sont ensuite redirigés vers le campement d'Hervelon puis usés et déprimés, partent pour le camp de la Courtine ou quelques-uns se mutineront. Cette attaque méconnue du 19 avril 1917 représente le prix du sacrifice de ces soldats venus de si loin pour se battre pour la liberté, pour notre liberté. Ces hommes sont morts si loin de chez eux et plus de 1200 d'entre eux reposent encore sous terre dans quelques champs près de Reims loin de leur mère patrie.

Le soldat russe disparu

Il y a 4 ans, lorsque je quittais l'Armée Française après huit années de service, mon père, écrivain sur la Grande Guerre me donna des documents de ses archives personnelles sur les soldats russes qui avaient combattu à quelques kilomètres de chez nous. J'entrepris alors d'amasser le maximum de documents, de photos, de rapports militaires et de

LE MIROIR

13

LA BRIGADE RUSSE A L'ATTAQUE DE COURCY



— Les troupes revenant du combat. — Le général Lochwitzky dans son abri

Quand le bataillon du 1^{er} régiment russe chargé d'enlever Courcy arriva devant le village, sa progression se trouva arrêtée par des mitrailleuses casematées qui avaient échappé à notre préparation d'artillerie. A partir de ce moment la lutte fut terrible,

mais peu à peu les Russes, montrant un courage magnifique, firent reculer l'ennemi. On voit ici les généraux Palitzine et Lochwitzky assistant à un défilé après la victoire et le général Lochwitzky suivant la bataille de son poste de commandement.



témoignages afin de compléter le travail conséquent déjà réalisé et d'amorcer un travail de mémoire sur cet épisode méconnu de la Première Guerre mondiale

Dans ce cadre, j'ai ainsi pu obtenir des plans uniques sur ce jour terrible du 19 avril 1917 au cours de laquelle la 3ème Brigade Russe fut décimée par le manque de soutien de l'Armée Française. C'est à partir de ce jour que je pris la décision de faire connaître cette histoire en France et en Russie à travers des conférences, des expositions et surtout, mon but ultime, de retrouver un de ces 800 soldats disparus sur le champ de bataille afin de pouvoir faire rapatrier son corps à Moscou et ainsi honorer, à travers lui, les six mille tués parmi les vingt mille hommes venus en France nous aider à retrouver

notre liberté.

Après avoir contacté les propriétaires des champs où reposent ces huit cent soldats, je suis parvenu à les convaincre de me laisser creuser à la grue dans leurs cultures après leur avoir exposé mon projet.

Malgré quelques réticences légitimes pour certains, la plupart acceptera et d'aucuns participeront même activement aux recherches à mes côtés.

Après avoir recalculé à partir des coordonnées actuellement connues et mis en parallèle les cartes d'époque avec celles d'aujourd'hui, les fouilles à grande échelle purent commencer à l'été 2015.

J'ai découvert de nombreux vestiges russes et plusieurs soldats français tués les 16 et 19 avril 1917.

Après d'âpres recherches, j'ai également pu retrouver les familles de ces soldats. Des archéologues sont



(© collection de l'auteur)





(© collection de l'auteur)

alors venus récupérer les corps afin d'organiser une grande cérémonie en présence des autorités pour le 11 novembre.

Le destin voulut qu'au mois de mars, je pus enfin localiser après trois années d'études et d'acharnement, la tranchée de départ des soldats russes. Après un travail méticuleux de fouilles délicates, j'ai pu ainsi y découvrir des fusils donnés aux Russes, des casques russes, un sabre russe « Beibout », des boucles, des gamelles ou encore un gobelet impérial aux emblèmes du Tsar.

Le centenaire de l'offensive Nivelle durant laquelle 250000 soldats alliés dont 6000 Russes perdirent la vie aura lieu le 16 avril 2017. J'ai bien peur que les



Différents objets retrouvés lors des fouilles
(© photos- collection de l'auteur)

gouvernements européens ne rendent pas hommage à ces soldats russes morts pour la France et il est apparu d'autant plus important pour moi de pouvoir découvrir un de ces soldats russes disparus afin de pouvoir engendrer pour cette date anniversaire un plus vif intérêt de la population pour ce sujet.

En avril 2015, j'avais participé à l'organisation avec le village de Courcy à une exposition sur le Corps Expéditionnaire Russe avant l'inauguration du monument en hommage au Corps Expéditionnaire Russe.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Alexandre Orlov, ambassadeur en France de la Fédération de



(© photo- collection de l'auteur)

Russie, avait alors demandé de prolonger cette exposition d'une semaine jusqu'à la venue du Monsieur Vladimir Medinsky, ministre de la Culture de la fédération russe, historien de formation. Celui-ci montra un vif intérêt pour les recherches effectuées et m'encouragea à les poursuivre.

J'ai par la suite donné plusieurs conférences dans les universités françaises et russes, comme à Vladivostok, Krasnoïarsk, la Sorbonne, afin de faire connaître cet épisode très important dans l'Histoire de nos deux pays... et d'autres interventions sont programmées au MGIMO, Krasnodar, Omsk...

P.M.



C'était il y a un siècle...



Décembre 1916

par François MAURICE



Décembre 1916 est avant tout le mois de la fin de la bataille de Verdun. Symbole du sacrifice et de la résistance de l'Armée française de la Grande Guerre, comme de l'horreur des tranchées, la bataille de Verdun s'achève sur une victoire défensive française. Ce mois de décembre ne sera toutefois pas moins meurtrier que les précédents et débute en ce 853^{ème} jour de guerre...

Du vendredi 1^{er} décembre au dimanche 10 décembre 1916

Sur les fronts belge et français

Les communiqués ne signalent, dans les secteurs belge, français et anglais, qu'une assez grande activité d'artillerie et des combats de tranchées.

Sur la rive gauche de la Meuse, canonnades intermittentes.

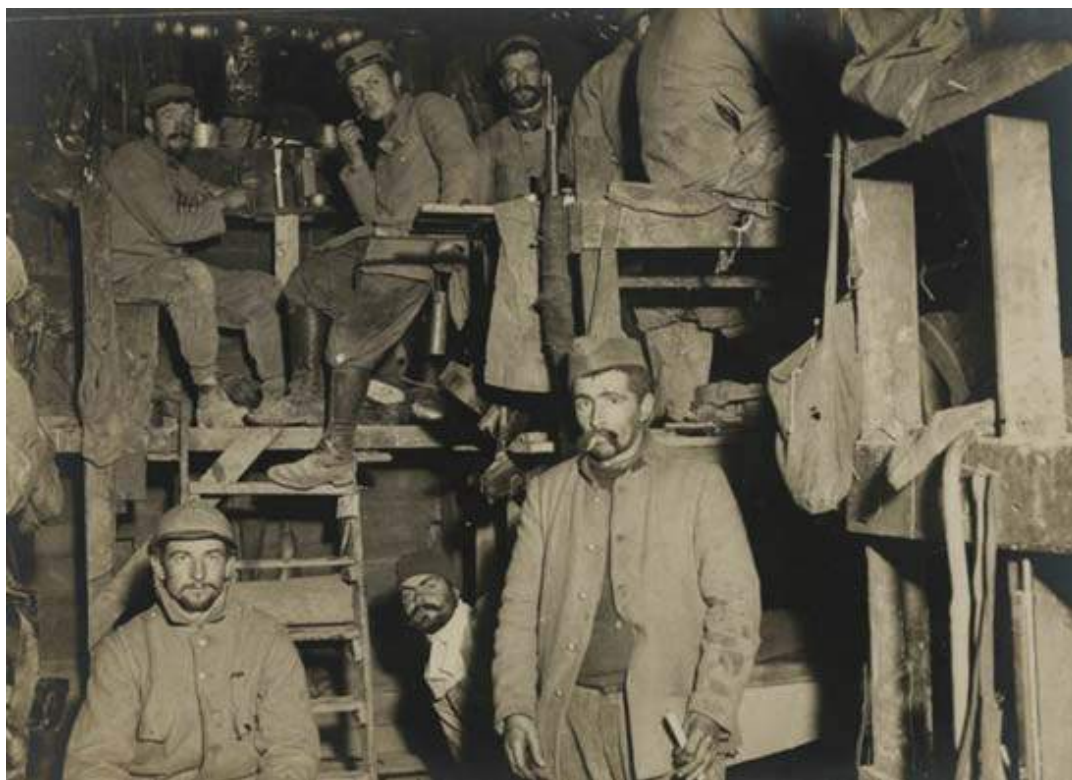
Au sud de la Somme, deux coups de main sont tentés par l'ennemi, le 5 décembre, sur de petits postes français de la région de Barleux mais ils sont aisément repoussés.

Le lendemain, une petite attaque allemande, dirigée contre les positions françaises au nord du village de Vaux, a complètement échoué sous les feux de mitrailleuses.

Le 9 décembre, sur la rive gauche de la Meuse, les troupes françaises rejettent l'ennemi d'une partie des éléments de tranchées qu'il avait occupés le 6 sur les pentes est de la cote 304.

A la Chambre française, le Comité secret a clos ses travaux et, en séance publique, par 344 voix contre 163, a voté un ordre du jour de confiance au ministère Briand, « en prenant acte des déclarations du gouvernement sur la réorganisation du commandement, la conduite de la guerre sous une direction restreinte, les sacrifices: communs des

Alliés pour assurer la victoire ».



Sur les fronts russes

Les communiqués russes, concernant le front de la Russie proprement dite et le front du Caucase, sont de plus en plus rares : les tranchées parallèles s'observent; fusillades et canonnades intermittentes.

Dans les Carpathes boisées, l'ennemi a attaqué une hauteur au sud de Voronejka à l'aide de son artillerie lourde. Les troupes

russe ont dû reculer.

Continuation des combats en Moldavie (vallée du Trotuj et vallée du Doftiany). Les Russes ont occupé une série de collines que les Austro-Allemands ont immédiatement essayé de reprendre.

Bucarest est pris : aucune résistance n'a été faite par les Roumains qui ont évacué les forts et la ville afin d'éviter le bombardement. La nouvelle était attendue : les critiques militaires avaient espéré, un moment, que les Russes arriveraient à temps pour sauver cette capitale et rétablir une situation bien compromise; mais les Russes annoncent qu'eux-mêmes, pressés par l'ennemi, ont dû reculer au flanc gauche des Roumains; c'est donc qu'ils sont arrivés et qu'ils n'ont pas pu tenir.

Du lundi 11 décembre au dimanche 17 décembre 1916

Sur les fronts belge et français

Sur le front français, les armées adverses recommencent, cette semaine à se tâter : les communiqués signalent de courtes actions

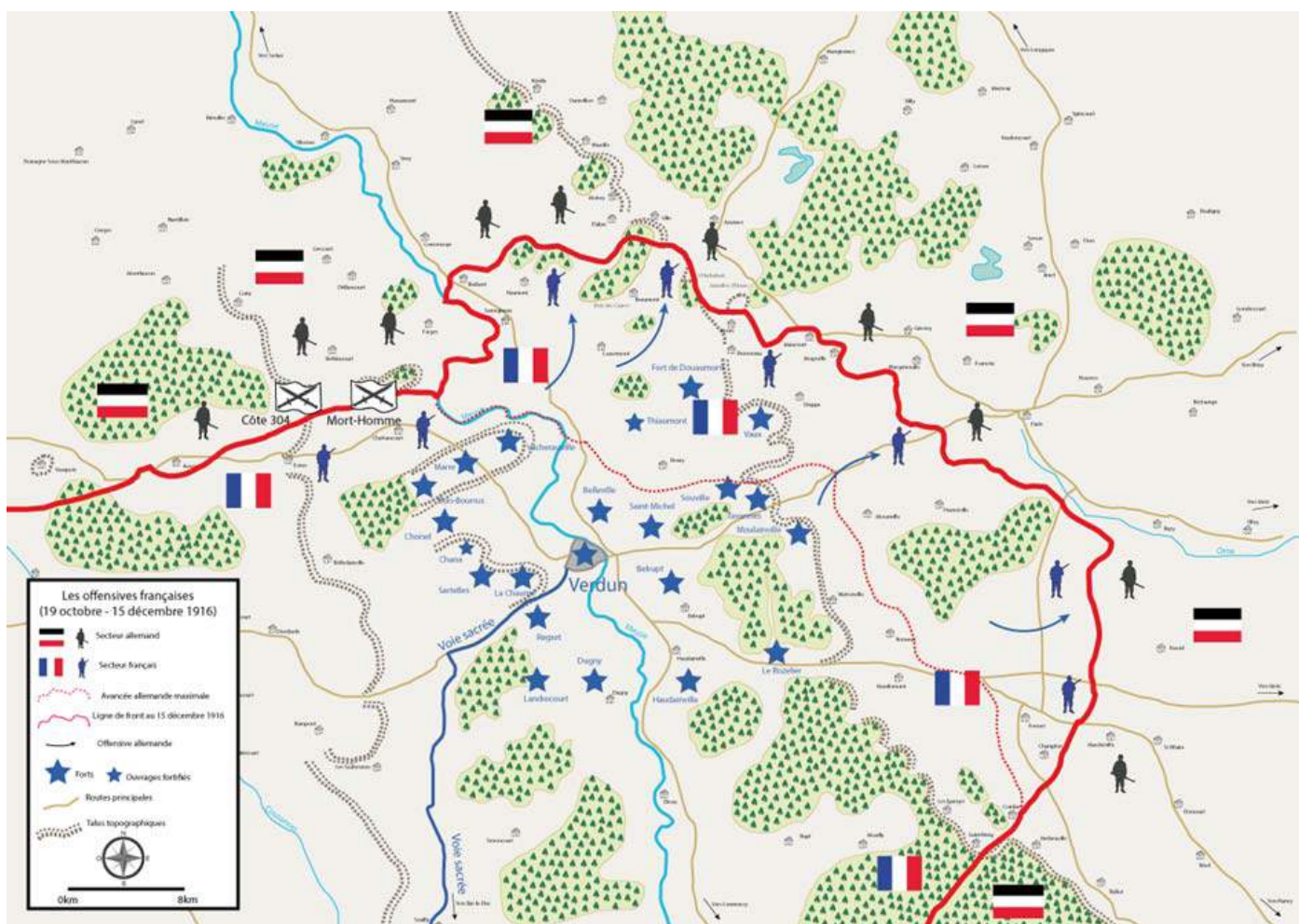
échelonnées sur de nombreux saillants du front; elles forment un ensemble de coups de sonde qui est le prélude habituel d'opérations importantes. L'initiative de ces actions isolées revient tantôt aux Allemands, tantôt aux troupes françaises. Entre la Meuse et la Woèvre, au nord de Douaumont, les troupes françaises enfoncent le front ennemi sur une largeur de 10 kilomètres et une profondeur de 3 kilomètres; ils feront environ 10 000 prisonniers et prendront un matériel considérable.

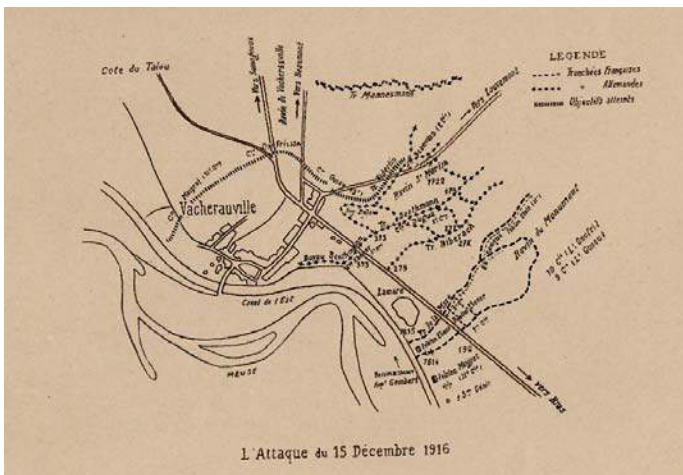
Le 12 décembre, Luttès d'artillerie violentes dans la région de la Ville-aux-Bois (nord-ouest de Reims) et dans le secteur de Douaumont.

Le 15 décembre, Actions d'artillerie assez vives au sud de la Somme, sur les deux rives de la Meuse et sur les hauteurs au sud du Bonhomme.

Attaque de Vacherauville, deux compagnies d'Allemands, terrés dans les caves, sont surpris par la vigueur de l'attaque. Pourtant quelques fractions se ressaisissent et tentent de résister.

Un peloton français est pris d'enfilade par une mitrailleuse mais, enlevé par son chef, il atteint son objectif après un rapide et vif combat. Les troupes

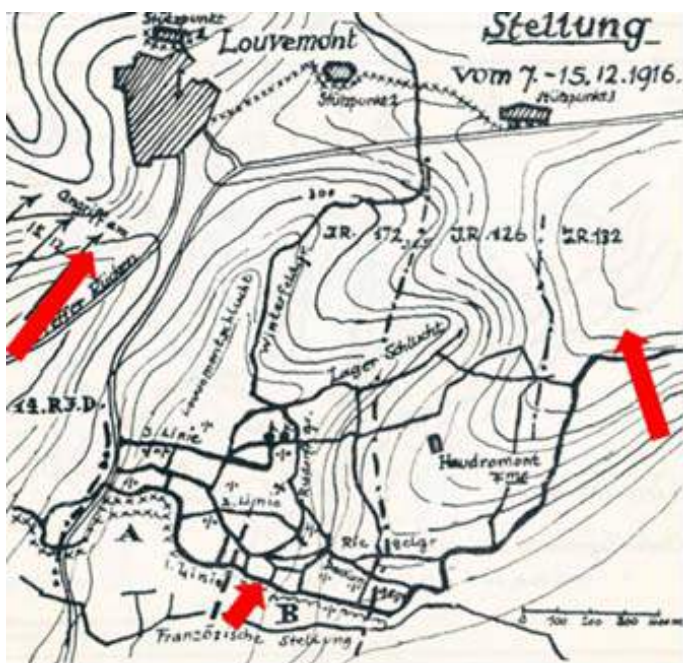




françaises font trois cents prisonniers dont quatre officiers et s'emparent de trois mitrailleuses et d'une grande quantité de matériel.

Les Anglais ont pénétré dans les tranchées allemandes vers Monchy-au-Bois (sud d'Arras) et lancé des bombes dans des abris remplis de troupes, causant de nombreuses pertes à l'ennemi.

Après une préparation d'artillerie qui a duré plusieurs jours, l'infanterie française attaque l'ennemi au nord de Douaumont, entre la Meuse et la Woëvre, sur un front de 10 kilomètres. L'attaque s'est déclenchée le 16 décembre à dix heures. Le front ennemi est partout enfoncé sur une profondeur de 3 kilomètres environ. Outre de nombreuses tranchées, les Français enlèvent les villages de Vacherauville, Louvemont, la ferme des Chambrettes, les ouvrages d'Hardaumont et de Bezonvaux.



Les troupes françaises font un grand nombre de prisonniers : 7500 dont 200 officiers sont déjà passés par les postes de commandement. Malgré le temps défavorable, l'aviation a pris une brillante part au combat. Le succès est complet : les troupes témoignent d'un très vif enthousiasme : les pertes françaises sont légères.

Sur le front russe

Les quelques combats locaux signalés par les communiqués semblent être des épisodes sans liaison et sans importance.

En Macédoine, le 12 décembre, les attaques des troupes alliées dans le secteur au nord de Monastir ont été gênées par le mauvais temps. Les Germano-Bulgares ont opposé une résistance acharnée. La lutte a été particulièrement vive au nord de la cote 1050 où une hauteur attaquée par les Russes a passé de mains en mains.

En Roumanie, les Russes conservent leur front à peu près intact, mais sont incapables d'offrir une résistance sérieuse aux armées des puissances centrales qui les pressent maintenant le long du front tout entier. (La ville de Buzen, dont l'ennemi vient de s'emparer, est un centre important de chemins de fer où se joignent les lignes de la Bukovine et de la Russie méridionale.)

En Dobroudja, les Russes battent également en retraite.

En Russie, après un discours du ministre des Affaires étrangères, la Douma a voté, à l'unanimité, un ordre du jour adhérent « au refus catégorique des gouvernements alliés d'entamer, dans les conditions actuelles, des négociations de paix, quelles qu'elles soient ».

Du lundi 18 décembre au dimanche 24 décembre 1916

Sur les fronts belge et français

Dans la région de Loos, en Artois et en Champagne, les Alliés effectuent des coups de main : par suite des bouleversements atmosphériques et, aussi, pour des raisons d'ordre militaire intéressant tous les fronts de l'Entente, dont les états-majors, en collaboration de plus en plus étroite, sont seuls juges, cette période d'observation, d'une ligne à l'autre, se prolonge.

Sur la rive droite de la Meuse, l'artillerie allemande,

contrebattue par l'artillerie française, a bombardé les nouvelles lignes de Vacherauville à Bezonvaux et notamment le secteur de la ferme des Chambrettes. Canonnade intermittente sur le reste du front.

Sur la rive droite de la Meuse et de chaque côté de la Somme, canonnade violente par intermittence.

Le 19 décembre, au sud de la Somme, un détachement ennemi, qui tentait d'aborder les lignes françaises au sud-est de Berny, a été repoussé à la grenade. Un autre détachement qui essayait d'exécuter un coup de main sur les positions françaises au sud de Fresnes a été repoussé à la grenade. Sur la rive droite de la Meuse, après un vif bombardement, les Allemands ont contre-attaqué les positions françaises. Ils n'avaient réussi à prendre pied que sur un point, à la ferme des Chambrettes mais les troupes françaises parviennent finalement à les chasser.

Depuis le 15 décembre, le nombre des prisonniers sur le front de Verdun fait par les Français s'élève à 11.387 dont 284 officiers. Le matériel pris ou détruit comprend 115 canons, 44 lance-bombes, 107 mitrailleuses.

Sur le front russe

La supériorité numérique en hommes et en artillerie lourde des Austro-Allemands a eu raison de la résistance acharnée des Russes et Roumains sur l'ensemble du front que ces derniers tenaient en Grande-Valachie : ce n'est que sur la ligne du Sereth que les Alliés espèrent retrouver leur force victorieuse, dans les réserves qui s'y groupent, et le théâtre de la bataille qu'ils auront choisi et organisé eux-mêmes.

Le 19 décembre, les Russes reprennent les tranchées perdues sur le front de Volhynie. Ils capturent, ce même jour, 200 Austro-Allemands dans

les Carpathes boisées et repoussent une attaque près de Buzeu.

Le 20 décembre, une avant-garde austro-allemande est arrêtée par les Russes au sud de Braïla.

Les Russes progressent fortement, le 22 décembre, dans les Carpathes boisées, où ils ont aussi repoussé plusieurs attaques. De violents combats ont eu lieu entre les troupes de Mackensen et les Russes, dans le nord de la Dobroudja.

Du lundi 25 décembre au dimanche 31 décembre 1916

Sur les fronts belge et français

Les communiqués officiels donnent l'impression que les opérations sont momentanément arrêtées : cependant l'artillerie anglaise se montre très active dans la région comprise entre l'Ancre et la Somme; toutefois le terrain est détrempé par les dernières pluies, les soldats se meuvent dans la boue; dans ces conditions il est difficile d'entreprendre une opération importante.

Quelques coups de main des Allemands contre les tranchées des secteurs du Noyonnais et du Soissonnais ont été arrêtés par notre artillerie; nos aviateurs sont actifs sur les lignes d'arrière, et notre état-major veille pour éviter toute surprise.

Les Allemands essaient-ils une période d'offensives sur la rive gauche de la Meuse ? Le violent bombardement qu'ils ont dirigé, cette semaine, sur les positions françaises s'étendant des bords du fleuve jusqu'à Avocourt (soit un front d'environ 12 kilomètres) n'a été suivi jusqu'ici d'aucune action d'infanterie.

Sur le front russe

De même, sur ce front, les communiqués, de plus en plus rares, ne parlent que de canonnade intermittente.

Le 25 décembre, sur le front russe, deux détachements ennemis ont été rejetés par le feu des Russes à Boidourg. D'autres tentatives allemandes ont été enrayées sur la Bistritza. Dans les Carpathes boisées, les troupes russes ont occupé des retranchements ennemis au nord de la rivière Uzu. Elles ont capturé 5 officiers, 100 hommes et 3 mitrailleuses.

En Roumanie, Mackensen déploie toujours beaucoup





d'activité. Les Austro-Allemands, considérablement renforcés, ont fait fléchir, à nouveau, la ligne défensive des Russes sur la rive gauche du Romnicu. Les critiques militaires russes ne prévoient une défensive efficace que sur la ligne du Sereth. Toutefois, les Russes n'ont jusqu'ici, engagé dans la campagne de Roumanie que quelques corps d'armée sur les 14 ou 15 qu'ils ont groupés en arrière du Sereth.

F.M.

DATES CLÉS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1916

| | |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 décembre | ⇒ L'armée allemande de Falkenhayn traverse la Valachie, fait la jonction avec les Germano-Bulgares de Mackensen venus de Dobroudja et entre à Bucarest le 6 décembre, évacué la veille par le gouvernement Bratianu qui se retire en Moldavie. |
| 6 décembre | ⇒ Les forces allemandes de Mackensen entrent dans Bucarest. |
| 7 décembre | ⇒ David Lloyd George remplace H. Asquith démissionnaire, au poste de premier ministre. |
| 12 décembre | ⇒ En Allemagne, l'empereur Guillaume II propose l'ouverture de négociations de paix sans en préciser les conditions. ⇒ Le général Nivelle succède au général Joffre comme commandant en chef des armées française du Nord et du Nord-Est, en raison de l'échec de l'offensive dans la Somme. |
| 13 décembre | ⇒ En France, le président du Conseil remanie son gouvernement, il est réduit à 10 membres au lieu de 23 précédemment. |
| 15 décembre | ⇒ Au cours d'une tournée d'inspection en Alsace, l'empereur Guillaume II menace les Alliés en cas de refus de ses offres de paix. ⇒ Fin de la bataille de Verdun. Les Allemands sont repoussés par les troupes françaises. Plus de 300 000 soldats alliés et allemands meurent dans la bataille et près de 500 000 blessés. |
| 18 décembre | ⇒ Le président américain Wilson demande aux puissances belligérantes de préciser leurs buts de guerre. |
| 25 décembre | ⇒ Le général Joseph Joffre est nommé maréchal de France, et remplacé par le général Nivelle à la tête des armées. |
| 27 décembre | ⇒ Les Alliés rejettent les propositions allemandes du 12 comme une manœuvre visant à troubler l'opinion et diviser les pays de l'Entente et gagner la bienveillance des neutres. |
| 27 décembre | ⇒ Dans la nuit du 30 au 31, le moine Raspoutine, « conseiller » auprès de la cour et protégé de la tsarine est attiré dans un guet-apens et assassiné par le prince Loussoupov, le grand-duc Dimitri Pavlovitch et le député Purichkevitch. Son corps sera retrouvé le lendemain dans la Néva |

Coup de Mistral en Mer Égée.



Pascal Tran-Huu



La non livraison de bâtiments de guerre, par le pays les fabriquant à un pays client, a connu, il y a quelques mois, un nouvel épisode avec l'affaire des « Mistral » qui n'était pas sans rappeler l'affaire des vedettes de Cherbourg. En la matière, la France n'est pas la seule à avoir agi de la sorte si on veut bien se souvenir de l'affaire des cuirassés turcs...

A la fin de la Guerre des Balkans, guerre qui a remodelé cette partie de l'Europe avant 1914 (Traité de Londres puis de Bucarest en 1913), la Turquie était dirigée, de fait, par un trio de dirigeants issus des rangs du parti nationaliste révolutionnaire « Jeunes Turcs » : Enver Pacha, ministre de la Guerre, 33 ans en 1914, Djemal Pacha, ministre de la Marine, (qui était à moitié grec) 41 ans et Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur, 42 ans.

Djemal PACHA avait invité une mission d'assistance britannique, commandée par le contre-amiral Sir Arthur H. Limpus, dans le but d'aider la marine à se moderniser. Enver Pacha était, lui, un grand admirateur de l'Allemagne, pays dans lequel il avait été attaché

militaire, et c'est tout naturellement qu'il avait demandé l'assistance d'une mission militaire allemande dirigée par le général prussien Otto Liman von Sanders. Les deux missions étaient presque aussi importantes l'une que l'autre.

En 1913, les Turcs souffraient de leur défaite consécutive aux guerres balkaniques. Le conflit avec la Grèce pour les îles de la mer Égée était toujours en cours. Les Turcs étaient déterminés à renforcer leur présence navale dans la mer Égée et, pour ce faire, à acheter des cuirassés d'autant que, les États-Unis avaient vendu aux Grecs deux navires modernes, l'Idaho et le Mississippi (lire, à ce propos, l'article paru dans la livraison de « L'Impartial » du 24 juin 1915).

Suivant les conseils de la mission britannique, la marine ottomane commanda deux cuirassés aux chantiers navals Vickers et Armstrong Whitworth. Le Sultan Osman I et le Reshadieh étaient des bâtiments parmi les plus puissants de l'époque et leur achat avait été financé grâce à une souscription nationale qui connut un succès phénoménal quand on songe que les femmes avaient vendu leurs bijoux et les écoliers donné leur argent de poche, pour y contribuer.

Début juillet 1914, 500 marins turcs se trouvaient au Royaume-Uni pour prendre en charge les deux navires, instruments de puissance face aux Grecs en mer Égée et aux Russes en mer Noire, principe auquel était hostile Winston Churchill.

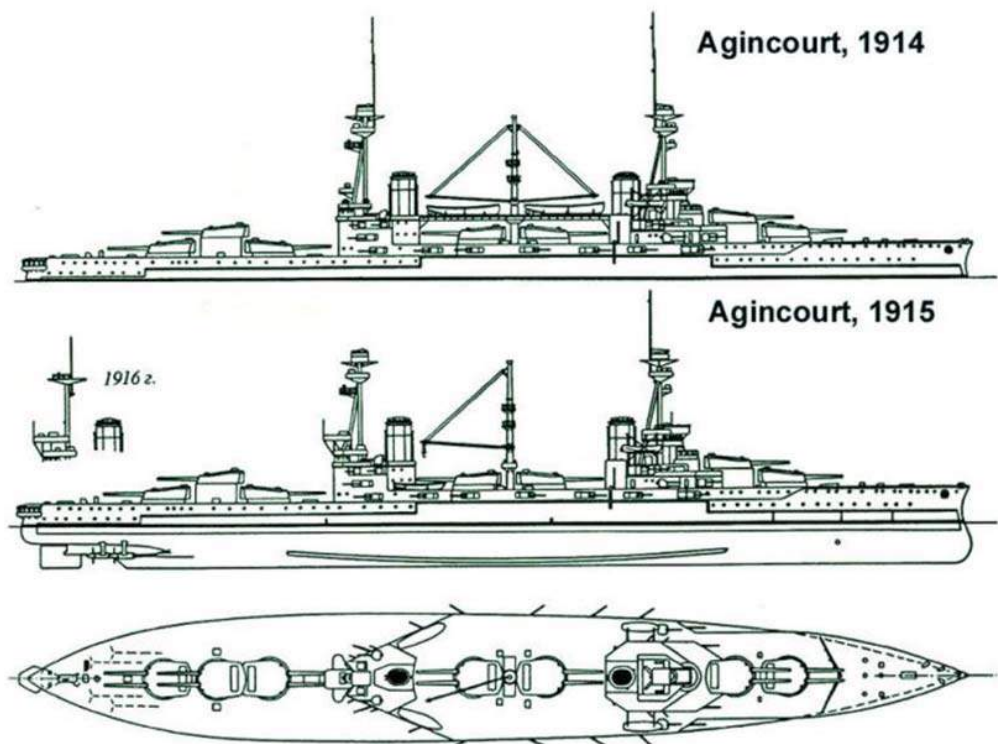
Le 27 juillet 1914, à la faveur des bruits de bottes sur le Continent, le « First Lord of the Admiralty » se demanda s'il n'était pas opportun de saisir les bâtiments turcs pour équiper la Royal Navy (« In case it may become necessary to acquire the 2 Turkish battleships that are nearing completion in British yards. »)

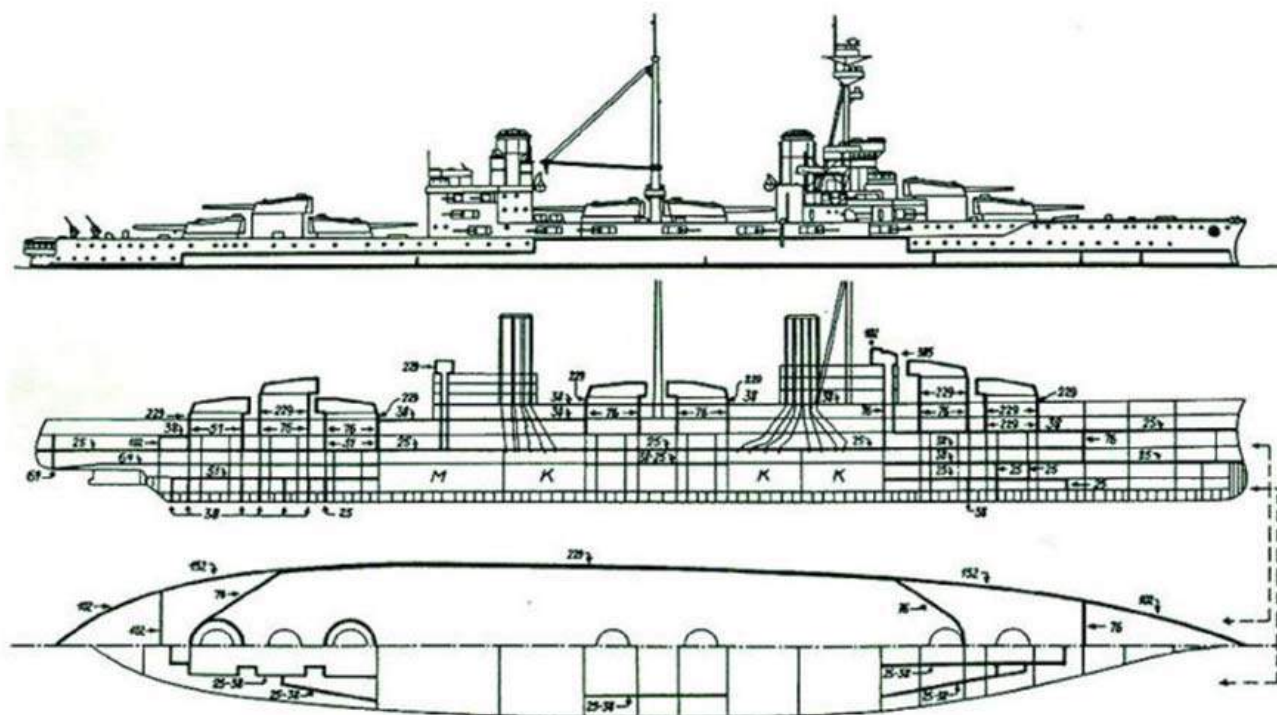




Le 29 juillet, Raouf Orbay (dans le médaillon) et ses 500 marins, avertis des intentions de Churchill, tentèrent de prendre les navires pour les rapatrier. Churchill donna alors l'ordre à l'armée britannique de protéger ces deux cuirassés et d'empêcher, y compris de manière coercitive, les Turcs d'y hisser leur drapeau ce qui en aurait fait, selon le droit international, des territoires ottomans. Le 31 juillet, le gouvernement

britannique se rangea à l'avis du Premier Lord de l'Amirauté et fit saisir les deux bâtiments, déjà payés





Agincourt, 1918

par les Turcs, qui furent rebaptisés Agincourt et Erin. Le 2 août 1914, les Turcs, furieux, signèrent un traité avec les Allemands qui stipulait, entre autres, que la mission militaire allemande aura une « influence effective » sur les opérations des armées ottomanes mais, également, que les forces allemandes pouvaient passer sur le territoire ottoman pour atteindre les territoires sous contrôle britannique. A Berlin, le gouvernement allemand décida d'envoyer la flotte de la Méditerranée, qui était composée du

Göeben et du Breslau, sous le commandement du contre-amiral Wilhelm Souchon, avec pour mission d'attaquer les convois de troupes entre l'Algérie et la France. Le 4 août, à l'aube, il bombardait Bône et Philippeville...

P. T.-H.



Le HMS AGINCOURT

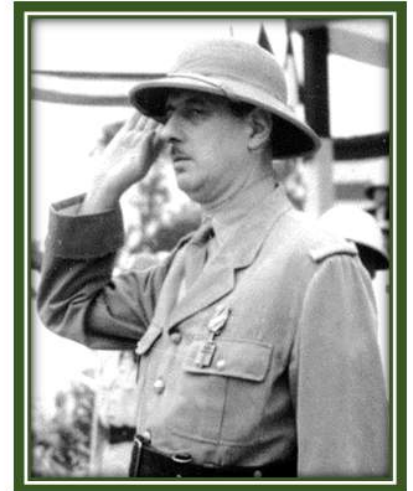
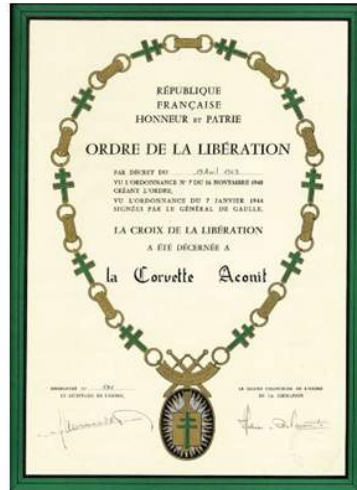


Le HMS ERIN

L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Un ordre de chevalerie au XXème siècle

par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



HISTOIRE D'UNE GENESE

Le 3 septembre 1939 alors que les nazis ont envahi la Pologne, contre toutes les prédictions d'Hitler, l'Angleterre puis la France décident à leur tour de déclarer la guerre à l'Allemagne : La 2ème guerre mondiale commence. S'ensuit ce que les historiens appelleront la « drôle de guerre » avec la capitulation

de la Belgique le 28 mai 1940 et l'effondrement franco-britanniques (Lignes Weygand). L'armée allemande du III^e Reich entre dans Paris le 14 juin et les français signent un cessez-le-feu.

Le 16 juin 1940, le président du conseil Paul Reynaud démissionne et se trouve remplacé par le maréchal Pétain. C'est au même moment que le général de Gaulle, alors sous-secrétaire d'état à la défense



Le général Charles de Gaulle fonda-teur de l'Ordre et l'amiral Thierry d'Argenlieu chancelier. Ce dernier se retirera comme prêtre Carme sous le nom monastique de, Très révérend Père de la Trinité.

nationale et à la guerre depuis le 5 juin, embarque de Bordeaux avec son aide de camp, Geoffroy de Courcel sur le contre-torpilleur « Milan » pour l'Angleterre. Il y arrive dans la matinée du 16 juin, alors même que Pétain demande l'armistice aux autorités allemandes. C'est de l'Angleterre que le général Charles de Gaulle lancera alors son célèbre appel le 18 juin 1940 à 20h sur les ondes de la BBC, pendant que Pétain lui donne l'ordre de rejoindre la France... Le Général réitère cet appel le 19 juin et sa nomination de général à titre temporaire est annulée par Pétain le 22 juin ! En réponse, de Gaulle réitère pour une 3^{ème} fois son appel aux français à le rejoindre pour continuer le combat...

Le 28 juin, le premier ministre anglais, Winston Churchill reconnaît le général de Gaulle (mise à la retraite d'office par le président Lebrun 2 jours avant...) comme « Chef de Tous les Français Libres » alors même que le Chargé d'Affaires du Gouvernement français lui demande de se constituer prisonnier à la prison de Toulouse sur ordre du général Weygand ! Mais le 4 juillet et après le bombardement de la flotte française stationnée au mouillage à Mers el-Kébir en Algérie, l'Angleterre rompt ses relations avec le gouvernement de Vichy. Alors que le gouvernement français vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ; de Londres, le général de Gaulle prononce sur les ondes de la BBC un nouveau discours où il déclare à la veille de la fête nationale française du 14 juillet :

« Puisque ceux qui avaient le devoir de manier l'épée de la France l'ont laissée tomber, brisée, moi, j'ai ramassé le tronçon du glaive ». Ce dessine ainsi l'idée du glaive que l'on va retrouver sur la « croix » du futur ordre de la Libération.

Après avoir constitué l'organisation militaire des « Français Libres » en Angleterre, et avoir été condamné « à la peine de mort » par un tribunal militaire aux ordres de Vichy, le général de Gaulle signe avec le gouvernement britannique un accord reconnaissant la France Libre le 7 août 1940. Le Tchad, le Cameroun et le Congo se rallient à leur tour au Chef de la France Libre. Aussi le 31 août, le général de Gaulle s'embarque pour l'Afrique Equatoriale Française à bord du navire britannique

« Westernland » dans le but de rallier à lui la France libre de l'Afrique, sous le nom de code « Opération Menace ». C'est à l'occasion de son arrivée à Douala au Cameroun qu'entre le 8 et le 12 octobre 1940, le général fait part au capitaine de vaisseau Thierry d'Argenlieu de ses intentions politiques et lui précise son intention de :

« Créer un insigne nouveau face à l'imprévisible conjoncture. Il récompensera ceux des nôtres qui se seront signalés dans cette haute et âpre campagne, pour la libération de la France », le général de Gaulle s'interdisant de distribuer la Légion d'Honneur par respect des institutions françaises.

LES CROISES DE LA DELIVRANCE

Arrivé à Brazzaville, le 24 octobre 1940, de Gaulle décide de lancer le 16 novembre 1940, l'acte N° 7 par lequel il annonce sa décision de créer un nouvel ordre qui prendra le nom d'« Ordre de la Délivrance » et dont les membres seraient les « Croisés de la Délivrance ». Le choix du terme « Croisés » reprend, en souvenir de la tradition médiévale, l'idée de serviteurs d'une cause et d'un idéal noble, presque religieux. L'insigne se rapproche d'ailleurs assez clairement de l'Ordre Royal de Saint-Michel (créé en 1469 par Louis XI. Celui-ci combattant le duc de Bourgogne, Charles Le Téméraire, avait décidé de créer un ordre afin d'encourager ses vassaux à rejoindre sa bannière).

On déconseilla cependant au général de Gaulle - qui avait fait appel au professeur René Cassin pour régler les textes constitutifs de ce nouvel ordre - d'abandonner le terme de « croisés » trop connoté, pour lui préférer celui de « Compagnon » qui a été utilisé plusieurs fois dans notre Histoire (Ex : « Les compagnons de Jeanne d'Arc »).

L'insigne est conçu alors que les textes définitifs de l'ordonnance sont encore en cours de rédaction. Les détails sont fixés à Londres par le décret du 29 janvier 1941 qui règle l'organisation de l'Ordre et fixe les caractéristiques de l'insigne. Il est aussitôt décidé, à l'image des premiers ordres chrétiens de Terre Sainte, que l'ordre ne comportera qu'un seul et unique grade et que l'insigne de l'ordre se portera sur



*Le général de Gaulle
avec le gouverneur
général de l'AEF, Félix
Eboué. Brazzaville.
1941*

la poitrine à gauche juste après celui de la Légion d'Honneur et avant la Médaille Militaire.

La première promotion de l'ordre se tiendra le 29 janvier 1941 et comportera 9 membres dont 4 à titre posthume. Les cinq premiers compagnons (vivants) formeront le Conseil de l'Ordre, qui assureront leurs missions de

combattants tout en se réunissant régulièrement chaque fois que possible (Décret du 29 janvier 1941). Ces 5 premiers « Compagnons » de l'Ordre représentatifs des combattants sans distinction de classe et d'origine qui se sont spontanément engagés dans le combat de libération de la France à l'appel du général de Gaulle, se nomment : Le Capitaine de vaisseau Thierry d'Argenlieu comme premier Chancelier, le gouverneur général de l'Afrique Equatoriale Française Félix Eboué, le lieutenant Emmanuel d'Harcourt, Edmond Popieul, officier de la marine marchande et Henry Bouquillard adjudant dans les forces aériennes françaises libres.

UN CONSEIL DE L'ORDRE EN GUERRE DEVENU GARDIEN DE LA TRADITION ET DE L'IDEAL VOULU PAR LE GENERAL DE GAULLE

A l'origine, le rôle du Conseil de l'Ordre de la Libération a pour but principal d'étudier les

nominations dans l'Ordre et de rendre un avis qui est soumis à la signature du général de Gaulle dernier et seul décideur des nominations des futurs Compagnons de la Libération. Comme on l'a vu, en principe, et « si les opérations militaires le permettent », le Conseil de l'Ordre doit se réunir une fois par trimestre pour délibérer sur les propositions qui lui parviennent. Mais nous sommes en guerre et le Conseil n'est pas sédentaire. Ses membres sont dispersés au gré de leurs fonctions civiles ou militaires : Le gouverneur Eboué réside à Brazzaville, Thierry d'Argenlieu remplit plusieurs missions diplomatiques (au Canada notamment) quand à d'Harcourt, Popieul et Bouquillard ils partent en mission respectivement en France, sur mer et dans les airs. Le conseil peut répondre à une convocation exceptionnel du chef des Français libres afin d'examiner des demandes de propositions urgentes émanant de chefs de corps des Français Libres ou de Chef de réseau de résistances. A la fin de la Guerre, l'ordre est forclos le 23 janvier 1946 et le conseil de l'Ordre aura pour mission de prolonger et de maintenir la tradition et l'idéal voulus par le général de Gaulle ainsi que d'assurer la discipline de l'Ordre. Il aura récompensé : 1038 compagnons de la Libération, seulement 5 communes telles que : Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein, ainsi que 18 unités combattantes de la France Libre.

Les Chanceliers de l'Ordre de la Libération seront : l'Amiral Georges Thierry d'Argenlieu (1941-1958), le Général François Ingold (1958-1962), Monsieur Claude Hettier de Boislambert (1962-1978), Le général d'armée (cr) Jean Simon, (1978-2002), le général d'armée (cr) Alain de Boissieu (2002-2006),



*Les 5 premiers compagnons de l'Ordre membres du Conseil de l'Ordre de la Libération
Thierry d'Argenlieu ; Félix Eboué, Emmanuel d'Harcourt, Edmond Popieul et Henry Bouquillard*



Réunion du Conseil de l'Ordre de la Libération en 1945 : De G. à D. : Guy Baucheron de Boissoudy, le général Ingold, René Pleven, l'Amiral Thierry d'Argenlieu (Chancelier de l'Ordre) le général Koenig, Geoffroy Chodron de Courcel, Claude Hettier de Boislambert et André Postel-Vinay.

Monsieur le Ministre Pierre Messmer (2006-2007), Monsieur le professeur François Jacob (2007-2011) et le colonel (h) Fred Moore (depuis 2011).

14 février 1945 (donc postérieur à l'ordre de la Libération). Le projet du nouvel insigne de l'ordre (assez injustement appelé « croix ») est réalisé par le

L'INSIGNE DE L'ORDRE DE LA LIBERATION

Comme on l'a dit auparavant, le collier de l'ordre de la Libération est directement inspiré de l'ordre de Saint-Michel et ce particulièrement quand on examine le médaillon de l'ordre de forme ovale.

Quand au choix de l'insigne de l'ordre, bien que le général de Gaulle parla de « Glaive » dans son discours de Londres le 14 juillet 1940, on constate dans les différentes études ci-dessous que si le ruban sera rapidement adopté en vert et noir, plusieurs tentatives de création du bijou devront être réalisées avant de choisir sa forme rectangulaire si particulière. La seule décoration française à avoir une telle forme est celle de la médaille de l'Aéronautique créée le



L'Ordre de la Libération directement inspiré de l'ordre de Saint-Michel



Etudes des futures croix de la Libération et Médaille de l'Aéronautique

capitaine des Forces Françaises Libre, Tony Mella et la maquette est exécutée par une succursale londonienne (les établissements John Pinches) du fameux joaillier Cartier qui fabriqua les premières croix. Après la Libération, la réalisation fût confiée à la Monnaie de Paris.

LA FORME DE LA « CROIX » ET SON RUBAN

La forme de la « croix » si particulière de l'Ordre de la Libération (qu'on ne retrouve pas dans la phaleristique française, sauf la médaille de l'Aéronautique) aura plusieurs versions (notamment

avec des croix de lorraine posée sur le glaive, peinte ou non en émail noir). Quant au ruban de l'ordre il a connu 2 versions : la première avec deux bandes noires en diagonales, à l'image des médailles britanniques, de novembre 1940 à septembre 1942 puis la deuxième avec deux larges bandes externes et deux plus petites au centre en verticale à partir de novembre 1942. La couleur même du ruban semble directement inspirée de la médaille commémorative de la Guerre de 1870-1871 créée le 9 novembre 1911 et dont le ruban vert incarne l'espérance de la Libération et le noir celui du deuil de la défaite.



Différentes croix de la Libération du premier modèle (1940-1942). La devise de l'ordre « Patriam Servando - Victoriam Tulit » signifie « En servant la Patrie, il a remporté la victoire ».



Jeu de barrettes, diplôme vierge de Compagnon (1949) et boîte de la croix aux insignes FFL

Nous présentons maintenant différentes croix de la Libération du deuxième modèle (1942-1946) (1). Le modèle en réduction (recto/verso) (2). Les hommes des régiments décorés de l'ordre de la Libération, portent la fourragère du même nom sur leur uniforme par décision du 23 avril 1996 (3). Toutefois, à titre dérogatoire, et bien que n'ayant pas reçu la croix de la Libération (et pour cause), il fut décidé le 14 juillet 2011 que l'équipage du porte-avion Charles-de-Gaulle porterait également cette fourragère, ce qui fut fort contesté à l'époque... Détail de la fourragère (4).

LE COLLIER DE GRAND-MAÎTRE DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Comme dans tous les ordres de chevalerie, le fondateur porte le titre de « Grand-Maitre » et se trouve à ce titre revêtu du collier de l'ordre. Ainsi faisaient les rois de France et les Empereurs, ainsi le fera le général de Gaulle. Le collier de l'ordre de la Libération fut réalisé en 1945 par l'orfèvre et maître feronnier Gilbert Poillerat (1902-1988). Le collier sera officiellement remis au Grand-Maitre par le Chancelier, l'amiral Thierry d'Argenlieu, le 31 août 1947. Le collier est composé de neuf médaillons d'or

réunis par des croix de Lorraine d'émail vert et qui portent le nom des territoires de la France d'Outre-Mer (à l'époque on disait « L'Empire Colonial ») ralliés à la France Libre. À la mort du général le 9 novembre 1970, ce collier ne sera plus jamais porté et sera alors exposé au musée de l'Ordre de la Libération (Paris).

Le général de Gaulle, unique Grand Maître de l'Ordre de la Libération portera le collier de l'ordre, lors de son intronisation comme Grand-Maitre en 1947 et onze ans plus tard, lors de son élection comme XVII^e Président de la République Française. Il le portera sur sa photo officielle à la place du grand collier de la Légion d'honneur dont il portera cependant le grand cordon (1958). Cette tradition est directement inspirée de la Monarchie Française (Ex : photo de Louis XVI) ou de l'Empire (Ex : photo de Napoléon III).

Les 9 médaillons du collier de grand-maitre de l'ordre de la Libération portent le nom des territoires de l'Empire Colonial Français ralliés à la France Libre animée par Charles de Gaulle, soit : Nouvelles-Hébrides (18.07.1940), Tchad (26.08.1940), Cameroun (27.08.1940), Moyen-Congo (29.08.1940), Oubangui-Chari (30.08.1940), Tahiti (31.08.1940),



Insigne du Collier de Grand Maître de l'Ordre de la Libération et des membres de l'Association des Familles de Compagnons de la Libération (AFCL) portant la croix à droite.

Établissements français d'Océanie (02.09.1940), Établissements français de l'Inde (09.09.1940) et Nouvelle-Calédonie (24.09.1940).

La croix de la Libération est aussi portée par les Compagnons de la Libération et dans certaines circonstances par leurs descendants directs à l'occasion des cérémonies commémoratives consacrées à l'Ordre. Dans ce cas l'insigne se porte à droite sur la poitrine, ce qui est un privilège unique dans la phaleristique française montrant bien, une fois de plus, l'originalité de ce dernier ordre de chevalerie républicaine !

LES CHANCELIER DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION

Les Chanceliers de l'ordre incarnent la diversité de l'ordre (civil et militaire) et portent les valeurs de l'ordre. De janvier 1941 à novembre 2012, huit

chanceliers se sont succédés. Le dernier d'entre eux est désormais le colonel Fred Moore, d'origine anglaise naturalisée français en 1926 et ancien opticien engagé dans les FFL le 1^{er} juillet 1940. Depuis sa nomination comme chancelier de l'Ordre de la Libération le 12 octobre 2011, le Conseil de l'ordre de la Libération a été remplacé en novembre 2012 par le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » et Fred Moore, deviendra le premier délégué national de ce nouveau Conseil (tout en conservant les prérogatives de Chancelier).

Pendant la courte vie de l'ordre de la Libération (soit 5 ans de janvier 1941 à janvier 1946), l'insigne ne sera attribué qu'à 1.036 personnes, 5 communes et 18 unités combattantes. A chaque fois que le général de Gaulle remettait l'insigne à un nouveau titulaire, il prononçait ces paroles officielles :



**Amiral
Georges-Thierry
D'ARGENLIEU
(1941-1958)**



**Général
François
INGOLD
(1958-1962)**



**« Lieut.Colonel »
Claude
HETIER de
BOISLAMBERT
(1962-1978)**



**Général d'Armée
Jean
SIMON
(1978-2002)**



**Général d'Armée
Alain
De BOISSIEU
(2002-2006)**



**Monsieur le Ministre
Pierre
MESSMER
(2006-2007)**



**Monsieur le Professeur
François
JACOB
(2007-2011)**



**« Colonel »
Fred
MOORE
(Depuis 2011)**

« Nous vous reconnaissons comme notre compagnon pour la libération de la France dans l'honneur et par la victoire ».

En quittant le pouvoir en janvier 1946, le général de Gaulle signera un décret qui mettra fin à l'attribution de la croix de la Libération (décret du 23 janvier 1946). Le but de la libération étant atteint, l'ordre est alors forclos. Il ne sera ré-ouvert par son Grand Maître qu'en deux occasions exceptionnelles, en 1958 pour Winston Churchill et en 1960 pour le roi d'Angleterre George VI, mais à titre posthume.

L'ordre de la Libération est naturellement présent dans la gravure représentant les blasons des 5 villes de France décorées de l'Ordre de la Libération. De

même lorsque le général de Gaulle sera fait chevalier de l'ordre des Séraphins du Royaume de Suède, un blason à la croix de Lorraine lui sera dessiné (il avait cependant les propres armes de sa famille). Le dessin représentera ces armoiries, avec la devise « France libre », entourées du collier de l'ordre des Séraphins auquel nous avons imaginativement ajouté les colliers de l'ordre de la Libération et de la Légion d'Honneur. L'ordre de la Libération fera également l'objet de différentes éditions philatéliques notamment à l'occasion des 20 ans de la création de l'ordre en 1960.

Aujourd'hui le « colonel » Fred Moore, dernier chancelier de l'ordre de la Libération, cet ancien opticien et combattant des FFL, porte aujourd'hui sur ses épaules de 96 ans, l'âme et les valeurs de



« l'Homme de l'Appel du 18 Juin » qui avait décidé de relever, quasiment seul, le « Glaive de la Libération » que la France humiliée avait laissé tomber : « *C'est sans doute la conviction inébranlable d'être du côté de l'honneur et d'appartenir à une petite armée de volontaires, partageant un idéal commun qui ont permis à la France Libre d'être ce qu'elle a été* » (Fred Moore dans « Toujours Français Libre ! » Edition Elytis – 2014).

O.M.

MEDIAGRAPHIE

<http://museelib.nyrodev.com/fr/ordre-de-la-liberation/les-chanceliers/le-conseil-de-l-ordre-de-la-liberation>

<http://m.rfi.fr/tirailleurs/20100825-tirailleurs-africains-compagnons-liberation>

http://medaille.decoration.free.fr/France/P_Medaille/O_Liberation.htm

<http://sevg.org/sevg-ordre-liberation.php>

<http://www.assemblee-nationale.fr/11/rapports/r1270.asp>

<https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2007-3-page-5.htm>

<http://www.france-libre.net/ordre-liberation/>



Drapeau commémoratif de la remise de la croix de la Libération à la ville de Paris et réception exceptionnelle de la croix à Sir Winston Churchill en 1958



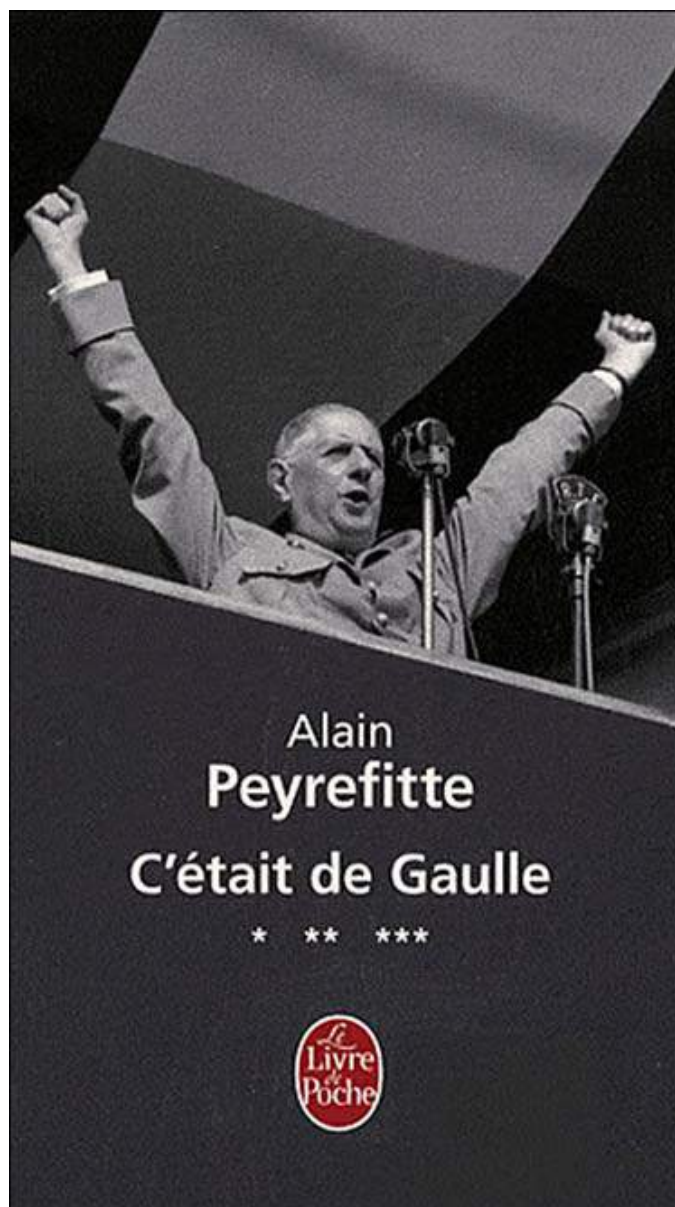
Charles de Gaulle est né en 1890 à Lille, il est mort en 1970 à Colombey-les-Deux-Églises. Son nom est aussi connu en Occident qu'en Orient, au Nord qu'au Sud. Il marqua l'histoire du vingtième siècle de son empreinte de géant. Les écrits qui lui sont consacrés sont légions. Lorsque Lacouture écrivit la monumentale biographie du Général, pas moins de 800 ouvrages ou articles sur de Gaulle existaient déjà ! Si 80 000 livres et articles (environ) ont été écrits sur Napoléon, combien le seront sur de Gaulle dans deux siècles ?

Militaire, Chef d'État, écrivain, théoricien tactique, le personnage porte plusieurs képis. N'étant pas historien ni docteur en *degaullogie*, je m'aventurerai quand même dans ce numéro et dans ceux à venir à parler de cette figure historique, tout en étant conscient que ma vision peut être faussée par mon ignorance, mon propre ressenti ou ma propre admiration pour le personnage.

J'ai vécu sous le gaullisme lorsque j'étais adolescent, j'ai connu sa politique je l'ai tantôt approuvée, tantôt rejetée, comme peuvent le faire les adolescents qui se croient « politisés ». Je ne prétends donc pas à l'objectivité, je commente simplement les écrits de deux auteurs qui ont effectué sur de Gaulle une œuvre colossale. Je fais ce travail volontiers pour « Sans Frontières » car le visage, la photo et des propos sur le général, reviennent souvent dans le journal. De Gaulle est vu, dans les ex-pays du bloc soviétique et en Russie même, comme un héros libérateur, un fin politique et un homme courageux. Il est celui qui a dit « non » aux américains et qui se rapprocha des pays communistes par sa politique du non-alignement, par la coopération technique avec l'URSS. Il fut le premier chef d'état à reconnaître la Chine communiste.

Je m'appuierai pour ce travail sur deux *monuments*

qui lui sont dédiés, le premier sera la trilogie qu'Alain Peyrefitte lui a consacrée entre 1994 et 2000 et qui s'intitule « C'était de Gaulle ». Alain Peyrefitte fut plusieurs fois ministre du Général (Secrétaire d'État à l'Information, puis Ministre de l'Information, Ministre de la Recherche et Ministre de l'Éducation Nationale.) Il fut également écrivain, membre de l'Académie



Française. Il continua une carrière politique après la disparition du Général de Gaulle.

Le second monument sur lequel je m'appuierai sera la biographie en trois volumes que fit paraître Jean Lacouture entre 1984 et 1986 et qui a pour titre « De Gaulle ». Jean Lacouture était journaliste, écrivain et historien. Il était très engagé à gauche et écrivit de nombreuses biographies.

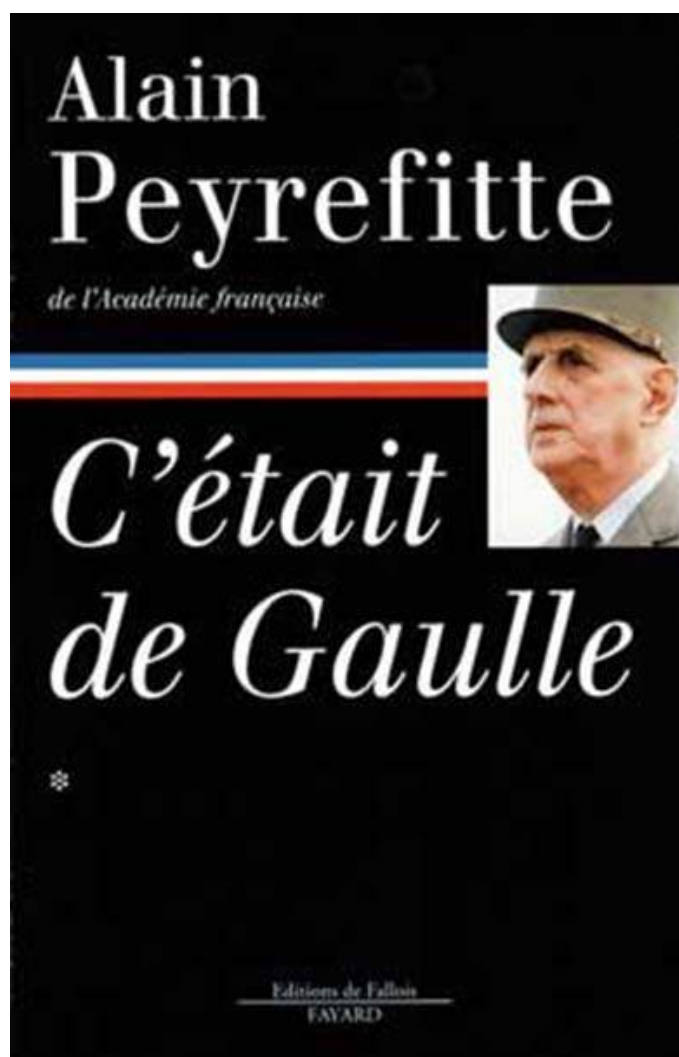
À quelques exceptions près je n'ai pas fait un *fondu* de ces ouvrages. J'ai préféré, pour des raisons de clarté, respecter la chronologie de mes lectures et de mes notes telles que je les avais faites, en 2015 pour Peyrefitte et en 2016 pour Lacouture. J'ai parfois fait quelques ajouts à ces notes. Je ne me suis pas contenté de ces deux sources d'informations pour ce travail, j'utilise aussi d'autres ouvrages lus antérieurement et qui ne sont pas toujours très hagiographiques envers le général. Mon premier contact juvénile et littéraire avec de Gaulle ne fut pas du tout hagiographique, mais carrément antigauilliste. Ce n'est qu'assez tardivement que je me suis intéressé à l'homme en laissant de côté mes ressentiments de jeunesse. Si j'introduis quelques petites interférences piochées ailleurs, ce sont principalement les livres de Peyrefitte et Lacouture que je commenterai dans les pages à venir.

C'était de Gaulle

Tome I

Avec *C'était de Gaulle*, édition Fayard (poche), Alain Peyrefitte nous fait vivre en duplex les conseils des ministres et les entretiens personnels qu'il eut avec ce géant politique français, dont la statue, gravée dans l'image de la nation, restera à tout jamais indéboulonnable. Le tome I dépasse les 800 pages et couvre la période 1959/1963. Le portrait du général est parfois brut de décoffrage, mais l'auteur, véritable scribe qui notait aussitôt les propos entendus ou échangés, s'est voulu plus un *reporter* à chaud qu'un biographe appliqué. Ce qui a été privilégié ce sont les paroles, les propos et les analyses de celui qui redonna à la France sa grandeur.

Prétentieux, hautain et méprisant c'est l'image que l'on peut garder du Général et que Peyrefitte n'essaie pas de gommer. Génie politique, ardent patriote et mégalomane au point de confondre la France et sa



personne, l'auteur ne tente pas de l'effacer non plus. Il n'a pas besoin de mettre en valeur les propos du général : ils parlent d'eux-mêmes !

Pourtant ce politique rodé qu'était de Gaulle s'est parfois lourdement trompé, notamment sur l'Algérie. Non pas sur l'indépendance qu'il jugeait nécessaire, la célèbre tirade :

« *Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises mais Colombey-les-Deux-Mosquées* » indique clairement son idée sur le sujet. Dans ce même entretien, de Gaulle confia également à Peyrefitte :

« *Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne.* »

Ces propos ont été repris récemment par une femme politique française et provoquèrent un tollé médiatique. Cette personnalité politique, plusieurs fois ministre, est membre du parti politique qui se réclame de l'héritage gaulliste depuis fort longtemps (Les Républicains).



v é r i t a b l e m e n t européenne. Si elle n'est pas l'Europe des peuples, si elle est confiée à quelques o r g a n i s m e s technocratiques plus ou moins intégrés, elle sera une histoire pour professionnels, limitée et sans avenir. Et ce sont les américains qui en profiteront pour i m p o s e r l e u r hégémonie.» (p.488)

Rebelle ? Il le fut en quarante, c'est l'image q u e d o n n e l'hagiographie officielle.

Pour la citation du général que fit cette femme (Nadine Morano) le Parti *Les Républicains* lui retira l'investiture électorale pour les élections régionales de 2015 !

Dans l'affaire algérienne, de Gaulle se trompa surtout quand au nombre de rapatriés, en prévoyant 350 000 arrivées grand maximum, alors qu'ils ne furent pas loin du million. Comme l'Algérie n'avait pas rejoint la France Libre en 40, il lui en a toujours gardé rancœur. Certains historiens voient dans cette *erreur*

d'appréciation une intention malveillante. De Gaulle n'aimait pas les pieds-noirs, il n'en fit jamais secret. Vu le génie visionnaire et prophétique du personnage on a effectivement du mal à comprendre une erreur aussi grande et un optimisme aussi insouciant.

Car visionnaire, il l'était. Le 26 janvier 1963, il y a plus de cinquante ans, il déclarait à Peyrefitte :

« Mais quelle Europe ? Il faut qu'elle soit

Ennemi de la bourgeoisie ? On pourrait le croire :

« La Révolution française n'a pas appelé au pouvoir le peuple français, mais cette classe artificielle qu'est la bourgeoisie. Cette classe qui s'est de plus en plus abâtardie, jusqu'à en devenir traîtresse à son propre pays [...] En réalité il y a deux bourgeoisies. La bourgeoisie d'argent, celle qui lit Le Figaro, et la bourgeoisie intellectuelle qui lit Le Monde. Les deux font la paire. Elles s'entendent pour se partager le pouvoir.» (p.516)



Visionnaire et prophète, il n'y a pas d'autres termes pour désigner pareil politique qui voit aussi loin et aussi clair :

« *C'est la même chose partout. Les Américains se sont infiltrés dans tous les organes de propagande et dans les partis. Ils ont noyauté les structures politiques. Seul le peuple a encore des réflexes.* » (p.517)

Et il y en a comme ça presque 800 pages, dans lesquelles j'aurais dû me plonger beaucoup plus tôt ! On a parfois l'impression, non pas de lire des phrases qui ont été prononcées il y a un demi siècle, mais des diatribes qui circulent dans certains journaux actuels et qui sont rejetées par le consumérisme bienpensant de la *classe politique*, les « *politiciens* » comme de Gaulle les appelait.

Nul doute que le général, avec le vocabulaire parfois gaulois qui était le sien, le franc parler qui le caractérisait et son humour pince sans rire, essuierait aujourd'hui plus d'un procès en diffamation par les

associations *antitout*, dont les leaders sont en grande partie formés par les USA ! Patriote, nationaliste et catholique il serait aujourd'hui classé à l'extrême droite sur l'échiquier politique.

De Gaulle ce fut, entre autres, la bombe nucléaire française, la sortie de l'OTAN, le refus de l'Angleterre dans le Marché Commun. Que l'on soit post-gaulliste convaincu ou pas, force est de reconnaître qu'il a été le maître d'œuvre de la reconstruction française et de la grandeur de ce pays. On sait, rien qu'à la lecture du premier tome, qu'aujourd'hui il n'y a plus de gaullistes... depuis pas mal de temps d'ailleurs ou alors ils ne sont pas là où on le croit.

Tome II

Le deuxième volet de « C'était de Gaulle » couvre la période du début de 1963 au début de 1966. Il occupe presque 900 pages (en poche.) C'était bien utile pour une période aussi cruciale, allant de la fabrication de la bombe atomique française aux élections présidentielles qui vont marquer le deuxième septennat du général.

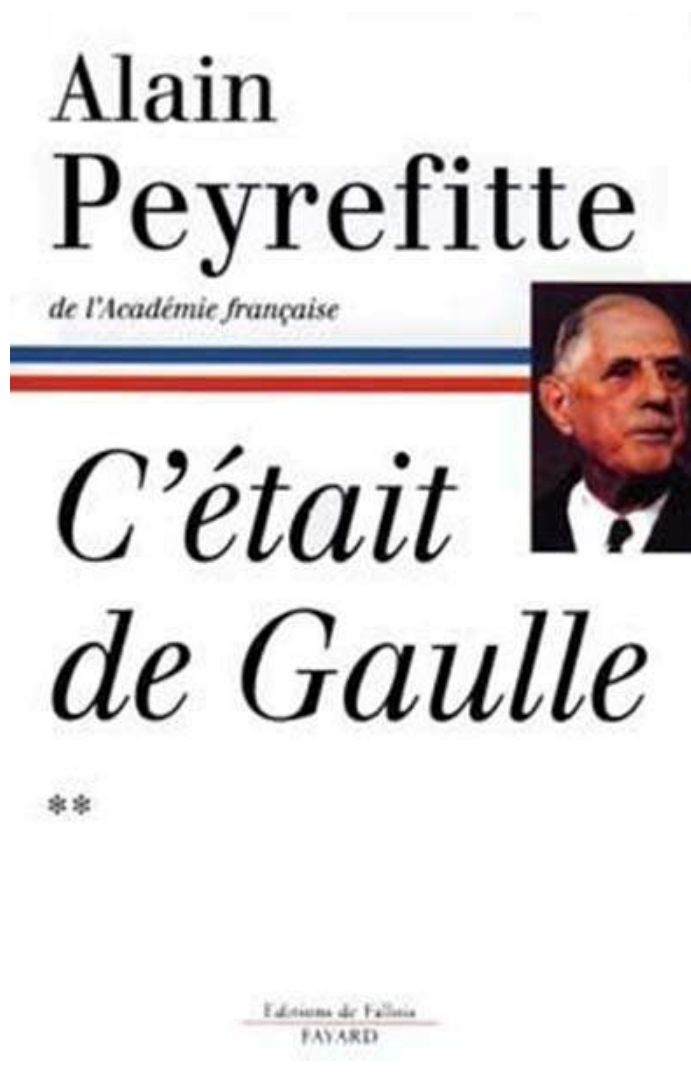
Grandiose, édifiant, époustouflant, les qualificatifs sont tous superflus ! De Gaulle, non seulement sait gouverner, mais il sait également manœuvrer, que ce soit ses propres ministres ou d'autres chefs d'état ! Tour à tour prophétisant l'avenir, visionnaire politique, logicien, analyste et homme de grande culture. On suit, grâce à Alain Peyrefitte, le Chef de l'État en Province et à l'étranger, au Conseil des ministres ou au Salon Doré où il se livre parfois à des confidences. L'indépendance nucléaire par lui voulue, permettra à l'État-nation de se libérer de l'emprise américaine, car :

« *Aujourd'hui, sans l'Algérie, la France se retrouve le modèle des états-nations. Les États-Unis sont une puissance, la plus grande, mais ils ne sont pas une vraie nation.* » (p.60)

De Gaulle était-il freudien ? Je ne le pense pas, mais ses réparties en privé ne manquent pas de l'humour acide et cynique, digne du célèbre Viennois :

« *A.P. : -Le nouveau statut doit couper le cordon ombilical entre le gouvernement et la Radio-Télévision CdG : - Couper le cordon, ça n'a jamais empêché les mères abusives !* » (p.242)

Si son humour pouvait être pince-sans-rire, de Gaulle, qui ne venait pas du peuple, avait le *bons sens* populaire collé à la peau :





Le Général et Georges Pompidou

« *Je ne suis pas sûr que l'Église ait eu raison de supprimer les processions, les manifestations extérieures du culte, les chants en latin. On a toujours tort de donner l'apparence de se renier, d'avoir honte de soi-même. Comment voulez-vous que les autres croient en vous, si vous n'y croyiez pas vous-même ?* » (p.274)

Toujours dans le domaine religieux, à propos des obsèques de Jean XXIII, il a ce mot savoureux :

« *A.P. : – Savez-vous déjà comment sera composée notre délégation pour les funérailles ?*

CdG. : - Ne le dites pas encore, il faut d'abord prévenir le Vatican. Couve¹ naturellement. Il est protestant, tant mieux. Puisque Jean XXIII a voulu jouer de l'œcuménisme on lui en donnera. (Rire.) » (p.273)

Et ça fuse ainsi toutes les deux ou trois pages, tantôt visionnaire, tantôt prophétique, quel que soit le sujet abordé avec son ministre de l'information, souvent franc et brutal, parfois cynique ou désabusé, rarement colérique.

Pompidou ayant été le Chef du Gouvernement de de Gaulle on en apprend également un petit peu sur lui aussi. C'est ainsi que l'on découvre (page 770) que ce Premier Ministre n'a jamais utilisé le 49-3, ça change tout de même de ce que l'on a aujourd'hui... Curieusement on apprend dans une note de bas de page (p.183) que : *Le Général parle en anciens franks !*

Il ne parlait jamais non plus des « soviétiques », il disait « les Russes. »

C'est sur la campagne électorale de 1965 qui l'opposa à Mitterrand au second tour, que se termine le Tome II. On savait déjà à la lecture du Tome I que de Gaulle refusa de diffuser la photo de Mitterrand serrant la main du Maréchal Pétain le jour où ce dernier lui attribua la Francisque. Grandeur et magnanimité du personnage ; le deuxième tour des élections n'était pas joué d'avance ! Le général l'emporta avec plus de 55 % des suffrages. Quel aurait été le chiffre avec la photo diffusée ?

Ici, Peyrefitte nous livre la rencontre de Gaulle-Mitterrand durant l'hiver 43/44, raconté par de Gaulle lui-même. Mitterrand avait « hâte » de rentrer en France, de Gaulle lui proposa d'aller se battre dans divers corps expéditionnaires, Mitterrand refusa, de Gaulle le congédia en lui disant « *Nous n'avons plus rien à nous dire.* » (p.789)

Leçon d'histoire, témoignage du XX^{ème} siècle, ce livre est aussi plus que cela : il est une passion française qui pourrait convertir le lecteur au Gaullisme, si cela avait un sens en notre époque...

J'aborderai dans le prochain numéro de « Sans Frontières » le troisième et dernier volume de « C'était de Gaulle » d'Alain Peyrefitte, ainsi que le volume I de la biographie de Jean Lacouture.

M.M.

¹Maurice Couve de Murville, Ministre des Affaires Étrangères

La Russie, un mystère sans réponse ?



Anna GICHKINA

Docteur ès Lettres de l'Université Paris-Sorbonne
Chercheur indépendant et Traductrice



*Умом Россию не понять,
Аршином общим не измерить:*

У ней особенная стать —

В Россию можно только верить.

« On ne comprend pas la Russie avec la raison ;
On ne la mesure pas avec le mètre commun. —
Elle a pour soi seule un mètre à sa taille ;
On ne peut que croire à la Russie. »

F. TIOUTTCHEV, *Умом Россию не понять* (On ne comprend pas la Russie avec la raison).

Encore aujourd'hui, malgré des efforts de nombreux passeurs de la Russie en France, ce pays reste toujours aussi mystérieux qu'à l'époque de Madame de Staël. Pourquoi l'ignorance française de l'âme russe persiste d'une époque à l'autre ? La réponse, nous allons la chercher dans l'histoire de la philosophie russe.

La philosophie russe naît, en 1830, comme antithèse à la philosophie occidentale.

Faut-il ajouter que la pensée russe a toujours été, pour les mêmes raisons, religieuse et slavophile. Niant la France des Lumières en lui préférant les Allemands comme Spinoza, Kant, Fichte et Hegel, les premiers penseurs russes - Vladimir Odoevski,



Dmitri Vénévitinov, Ivan Kireïevski, Alexandre Kochelev, Stepan Chevyriov - font naître une opinion que la Russie est inaccessible à la raison européenne, que l'Europe est incapable de comprendre la Russie. Kireïevski, par exemple, dans sa *Критика и эстетика*¹ (Critique et Esthétique)

compare la raison avec la guillotine². Selon le penseur, l'intelligence française des Lumières ayant engendré la Révolution a engendré la guillotine.

Mais il est à noter que le refus de la raison en Russie est un phénomène beaucoup plus ancien que

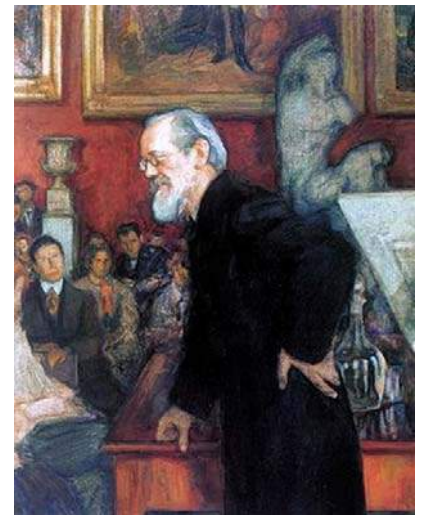
l'époque des Lumières. Cette tradition prend ses sources dans la Russie médiévale.

Vassili Klioutchevski, traitant lui aussi ce sujet, parle de la honte, à cette époque-là, de s'intéresser aux sciences par peur de déplaire à Dieu. Il s'agit ainsi du

« péché de l'âme³ ». De ce point de vue, il est évident que l'Occident n'est pas capable de comprendre la Russie parce que les Russes eux-

mêmes ne comprennent pas leur pays. « On ne comprend pas la Russie avec la raison⁴ », — commence Fiodor Tiouttchev son fameux poème.

Ces mots sont devenus la devise des Russes qui se sont résignés devant cette impossibilité de penser leur pays, de

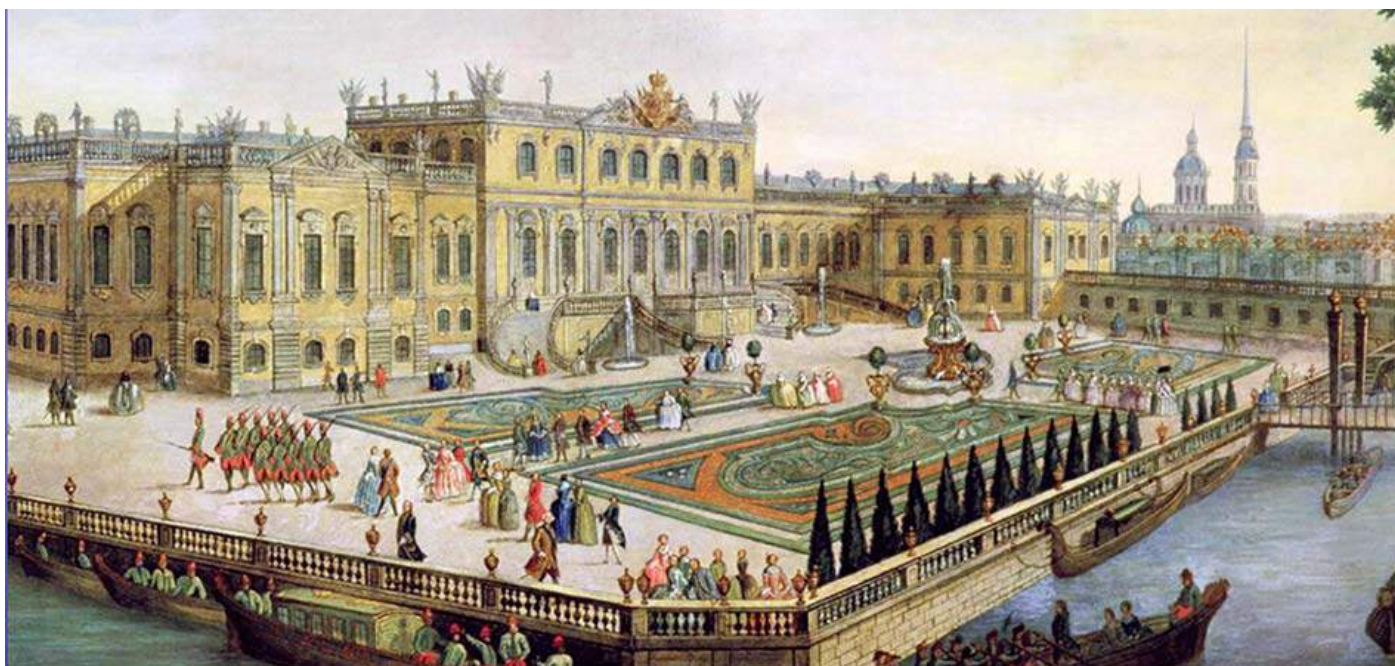


Poèmes

Fiodor Tiouttchev



Editions
La Bibliothèque Digitale



le comprendre, de l'expliquer, considérant ce phénomène comme une particularité de la mentalité nationale et en étant très fiers. On peut trouver l'explication de cette non-compréhension dans une autre phrase de Tiouttchev, celle qui termine son poème *На возвратном пути* : « Здесь человек лишь снится сам себе⁵ ». Le poète montre ainsi que la vie en Russie n'est rien d'autre que le sommeil. L'homme ne voit lui-même et sa vie que dans ses rêves.

La façon dont Tiouttchev voit la vie en Russie met l'existence de l'homme russe en dehors de l'histoire car ce dernier, selon le poète, ne se conçoit que dans son rêve. La vie qui est en dehors de la réalité, en dehors de l'histoire ne peut ainsi ni être comprise, ni être analysée, ni être expliquée. À ce propos, il est curieux de mentionner ici l'opinion du philosophe allemand Oswald Spengler.

En critiquant la tentative de Pierre le Grand de « raisonner » la Russie, d'y imposer une vie historique artificielle⁶, le philosophe précise que la destinée du peuple russe est de vivre en dehors de l'histoire⁷. Ainsi, vu le terrain, les raisonnements historiques et scientifiques ne peuvent pas être appliqués pour la compréhension de la Russie. Les Russes, sans parler des Européens, ne peuvent ressentir cette dernière qu'intuitivement. Qu'est-ce qui reste à faire, dans ce cas, au peuple qui aime son pays ainsi qu'à ses amis russophiles ? Il ne leur reste qu'à croire à la Russie : « on ne peut que croire à la Russie⁸ », – écrira Tiouttchev. Ou encore, comme

dira le philosophe Ivan Il'in : « Croire à la Russie comme tous les grands Russes, comme tous ses génies et ses bâtisseurs y ont cru⁹ ».

A.G.

1. Ivan Kireevskij, *Kritika i estetika* [Critique et Esthétique], M., Iskuststvo, 1979.

2. *Ibid.*, p. 251.

3. Vassilij Klučevskij, *Sočinenija v 9 tomach* [Œuvres en 9 volumes], M., Mysl', 1988, t. 3 : Kurs russkoj istorii, p. 278.

4. Extrait d'un poème de Fiodor Tiouttchev traduit par Eugène-Melchior de Vogüé, « La poésie idéaliste en Russie, F.-J. Tutchef », *Regards historiques et littéraires*, Armand Colin, Paris, 1905, p. 300.

5. « Ici, en Russie, l'individu ne vit sa vie que dans son sommeil. », Fëdor Tjutčev, « Na vozratnom puty » [Sur la route de retour] [1859], *Naše Vremja*, 17 janvier, 1860, p. 12.

6. Il s'agit de l'eupéanisation de la Russie.

7. Osval'd Špengler, *Zakat Evropy* [Le Declin de l'Occident] [1918-1922], trad. de l'allemand par I. Maxan'kov, M., Mysl', 1998, t. 2, p. 198.

8. Extrait d'un poème de Fiodor Tiouttchev traduit par Eugène-Melchior de Vogüé « La poésie idéaliste en Russie, F.-J. Tutchef », art. cit., p. 300.

9. Ivan Il'in, *O russkom nacionalizme: čto sulit miru rasčlenenie Rossii* [Sur le nationalisme russe : conséquences modiales de la division de la Russie], préf. A. Ljul'ko, D. Suškova, Novosibirsk, Russkij Arxiv, 1991, p. 11.

Une étoile nommée Absinthe.



Jean-Cyril VADI
Auteur, Acteur, Metteur en scène



10. Et le troisième ange sonna de la trompette ; et il tomba du ciel une grande étoile, brûlant comme un flambeau, et elle tomba sur le tiers des fleuves et sur les sources des eaux. 11. Et le nom de l'étoile est l'Absinthe ; et le tiers des eaux fut changé en absinthe ; et une grande partie des hommes mourut par les eaux, parce qu'elles étaient devenues amères.

Nouveau Testament. Apocalypse de St Jean.

En avril 1996, alors que je promenais dans Vilnius, je suis tombé nez-à-nez avec un cortège de manifestants. Une manifestation était un événement incongru en soi, mais le fait qu'ils étaient à peine dix ajoutait à cette incongruité. Parmi eux, un homme me raconta Tchernobyl. Je ne connaissais rien de cet accident – ou plutôt je savais que le nuage radioactif c'était arrêté à la frontière franco-suisse. Cet homme était un ancien liquidateur. Est-il encore vivant je l'ignore, mais je pense souvent à lui, et notre rencontre ne fut pas vaine. Peu après, je suis parti en pèlerinage dans la zone interdite. Cette année, en 2016, c'est-à-dire 30 ans après cette catastrophe nucléaire, je suis retourné en Lituanie pour fabriquer un spectacle, qui tient plus d'une dérive chère à certains auteurs disparus, que d'un spectacle à proprement parler. J'ai embarqué les 17 jeunes acteurs du Jeune théâtre de Klaipėda dans cette aventure collective...

Parmi l'immense matière qui nourrit notre travail d'élaboration de cette création, une fiction visionnaire – *Stalker* d'Andreï Tarkovski et deux documentaires tout aussi incontournables – *Le piège atomique* et *Controverses nucléaires* de Wladimir Tchertkoff. Ce dernier, journaliste de renom, a publié un livre qui est le point de référence de la création en cours, comme un phare dans la nuit – *Le crime de Tchernobyl* (Actes Sud, 2006). Outre le cinéma : un livre

fondamental sur le sujet, entre le témoignage et le roman – *La supplication*, de Svetlana Alexiévitch – Prix Nobel de littérature.

Outre ces références, nous travaillons à partir d'improvisations et de constants aller-retours entre la position de spectateurs et celle d'acteurs - le processus et la forme étant ce sur à quoi nous devons prêter une vigilance accrue.

Tarkovski - Le lieu central de l'histoire de *Stalker* est une zone interdite dans laquelle serait tombée une météorite (la zone interdite existe aussi autour de Tchernobyl et désormais de Fukushima). La traverser présente un danger mortel et le *Stalker* chargé de montrer la zone y fait pénétrer en fraude un physicien et un écrivain. C'est une sorte de passeur, d'initiateur qui conduit ces hommes au cœur de la zone dans une chambre où tous les vœux seraient exaucés. A la fin de cette quête, *Stalker* a perdu sa foi dans l'homme et dans la possibilité de lui donner le bonheur. La trame de cette histoire va servir de point de départ au spectacle à venir.

W l a d i m i r

Tchertkoff – Le réalisateur propose de venir animer une conférence publique autour de ses films.

C e l l e - c i précèderait le spectacle et permettra à l'analyse politique d'exister. La partie dite « spectacle » ne peut pas



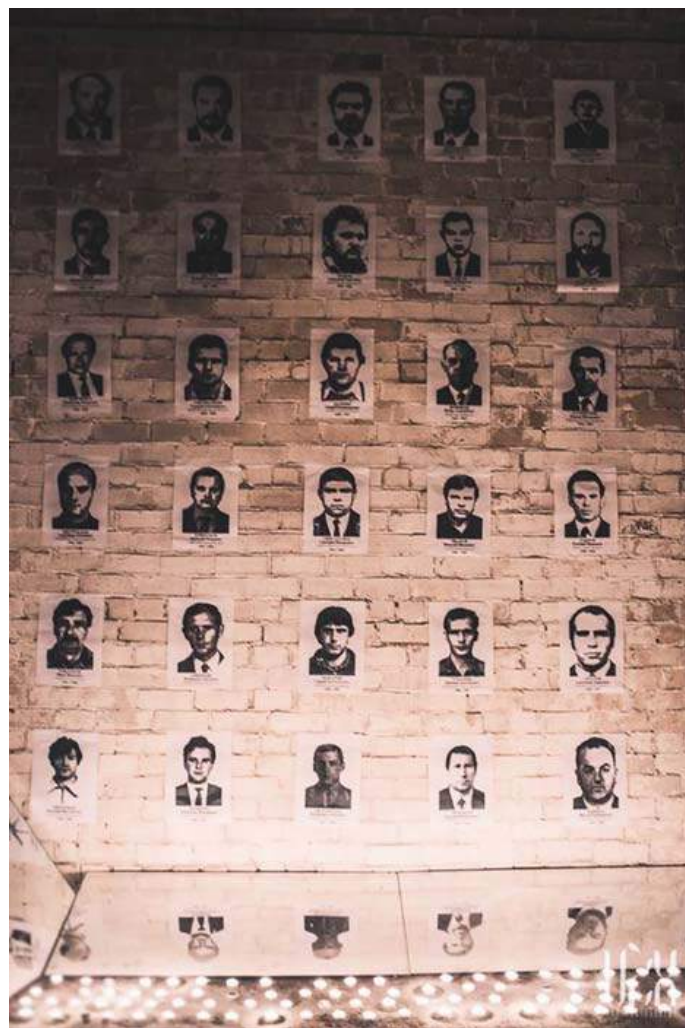
aller sans un temps dédiée à la projection des documentaires qui mettent en lumière les mécanismes qui sapent toute possibilité de prévention pour les populations les plus touchées. Et ni sans la possibilité d'échanger, de le questionner. Se joindrait éventuellement au réalisateur le philosophe Cédric Cagnat, dont l'exposé se centre autour du concept de Méga Machine.

Il est à noter qu'Alexiévitch est invitée par le théâtre de Klaipėda pour parler de la Supplication, traduite en lituanien, qui nous sert de fonds littéraire et de mine de témoignages pour incarner la parole des habitants de Pripyat, et plus généralement de l'ex URSS.

Présence des amateurs - Il est nécessaire d'embarquer des habitants des villes où nous jouons dans l'aventure, pour incarner la réalité de la masse, du nombre, mais aussi pour diffuser les enjeux de notre parole dans les esprits et dans les cœurs. Parce qu'au-delà du geste artistique c'est évidemment un acte politique fort. Les amateurs qui nous rejoignent sont des témoins privilégiés de l'acte théâtral, qu'ils ont envie de défendre et de raconter autour d'eux. Ils mesurent l'horreur de la catastrophe et de ses conséquences et ressentent le besoin de lutter contre le déni, et de transmettre à leurs familles, leurs collègues, leurs amis le désir de s'informer, de réfléchir et de rester vigilants.

Car ce qui est tout à fait déroutant c'est ce sentiment que la catastrophe n'appartient pas au passé, mais à l'avenir, et que ces témoignages qui nous parlent de nous, viennent autant du fonds des âges que du futur.

Pour éviter les écueils d'une théâtralisation de la catastrophe, je propose aux acteurs de créer un Musée de la catastrophe. Cette idée de bâtir un musée répond aux enjeux du spectacle en même temps qu'elle questionne habilement la contradiction



dans laquelle nous sommes placés : comment muséifier une telle catastrophe puisqu'elle se déroule sous nos yeux et nous survivra, et en même temps comment ne pas le faire ? Car un Musée est d'abord un lieu qui témoigne, qui à l'occasion rend hommage et qui permet avant tout de transmettre et de ne pas oublier – l'oubli nous apparaît alors comme un crime de plus, comme le crime ultime peut-être. La construction de ce Musée de la Catastrophe Durable évoque la Zone Interdite et résout du même coup le



problème de la compassion en mettant le spectateur à une juste distance.

Nous avons décidé de l'appeler *Le Sarcophage*. Inutile de chercher midi à quatorze heures.

Notre volonté est de transformer le spectateur en expérimentateur, en l'intégrant à la narration au même titre que nos acteurs, mais évidemment avec un statut différent. Changeant sans cesse d'espaces, le spectateur change de point de vue, il expérimente autrement la question du regard et de sa réflex(x)tion - qu'en est-il de son regard quand il attend que *quelque chose se passe* ? Qu'en est-il de son regard dans le bus, lorsqu'il voyage et qu'un guide s'adresse à



lui ? Et dans le musée? Que regarde-t-il et comment ? Et n'est-il pas alors aussi regardé ? Acteur de son errance, de ses découvertes, de salle en salle, qui se questionne sur son propre regard. D'où voit-il la catastrophe et comment la pense-t-il?

Traversés par la question du regard, il nous semblait que le Sarcophage, ce musée de la catastrophe durable offrait là encore une piste intéressante à suivre. Notre proposition artistique et culturelle ne donne aucune réponse, n'assène aucun dogme mais ouvre de nombreuses pistes possibles de réflexion, le travail est à faire ensemble, chacun est libre de circuler dans le Sarcophage,



comme bon lui semble, chacun est libre de faire ses propres associations, de formuler ses propres questions, de choisir de se positionner face à cet objet théâtral.

Comme tout musée, le Sarcophage, tient tout autant du magasin de curiosité que du centre commercial, c'est un temple et un amphithéâtre, enfin, il symbolise et réalise ce que Tarkovski avait écrit : *« la fin du monde a déjà eu lieu, mais personne ne s'en est aperçu »*

En avril 2016, en pleine commémoration très discrète de l'accident je suis à Klaipėda, en repérage. Il s'agit de trouver un lieu possible d'installation du Sarcophage ainsi que de rencontrer les acteurs et le directeur du théâtre. Nous échangeons sur le contenu du projet, et sur sa forme, qui n'est autre que « le fonds remonté à la surface » comme le dit si bien Hugo. Ces journées sont prometteuses puisque Tomas Jankauskas directeur administratif et Valentinas Masalskis, acteur, metteur en scène et directeur artistique, sont enthousiastes à l'idée de mettre le théâtre à disposition pour 4 semaines de travail en octobre, et d'impliquer l'ensemble des acteurs du Jeune Théâtre de Klaipėda. Non loin, la construction de la centrale nucléaire d'Astravets, dans le nord-ouest de la Biélorussie est lancée. Je ne peux m'empêcher de penser à la centrale nucléaire de Mühleberg, en Suisse, qui elle devrait fermer dans les prochaines années.

En octobre 2016, je repars donc créer à Klaipėda « Une étoile nommée Absinthe » (*Žvaigždės vardas – Metėlė* en lituanien) avant une tournée en Lituanie. Pendant ce temps, en Ukraine, deux multinationales françaises finalisent la nouvelle enceinte de confinement recouvrant le sarcophage, et non loin de chez moi, dans les Alpes, du césium 137 est retrouvé dans des champignons.

En travaillant sur l'atome et sa capacité à désintégrer les cellules

vivantes, à les transmuter, je n'ai pu m'empêcher de penser au transhumanisme. C'est comme si cette catastrophe nucléaire était l'image de l'atomisation finale de l'individu – l'horizon indépassable et inavoué des Lumières. Après avoir désintégré toute forme d'altérité sociétale (communauté, tribu, clan...), après avoir désintégré la famille (comme dernière cellule pouvant lui résister), l'hypermodernité, qui est né d'un coït entre l'ultra-libéralisme et l'ultra-droit-de-l'homme, désintègre l'individu. Le transgenre en est le symbole. Et ce transgenre est à la fois l'aboutissement d'un long processus entamé depuis les Lumières (s'opposant ainsi à la Lumière), et le début d'un nouveau-monde, transhumaniste, dont la catastrophe de Tchernobyl, avec son lot de mutations du vivant, était un signe et demeure une image.

Le spectacle commence, comme il se doit, au théâtre, mais au bout d'un quart-d'heure il est interrompu par l'actrice elle-même, qui invite le public à la suivre, jusqu'à son jardin secret – un lieu à la mémoire de son défunt mari et des centaines de milliers d'hommes qui sont morts dans cette guerre contre l'atome.

Le spectacle est donc poursuivi en bus jusqu'en rase campagne où les spectateurs descendent pour rejoindre la comédienne dans un hangar désaffecté. Là, nous avons créé notre musée de la catastrophe – le Sarcophage.

Chacun des spectateurs a pu ainsi aller de salles en salles voir des installations, des projections vidéos, se recueillir dans un mausolée, assister ou prendre part à des mises en scènes de micro-spectacles



interactifs, et se réunir autour d'une grande table où le personnel du musée a servi une soupe pour tout le monde. Au total, 17 acteurs et 18 étudiants de l'Académie Théâtre ont créé avec moi cet « événement ».



Cette première a eu lieu le 25 octobre, il faisait 1 degré, personne ne s'est plaint du froid jusqu'au feu d'artifice final qui célébrait le 30^{ème} anniversaire commémoratif de l'accident de Tchernobyl. Au fonds d'un des bus qui ramenait les spectateurs en ville, une jeune fille pleurait. Elle devait avoir 20 ans, à peine. Je n'ai pas osé lui parler, mais elle a dit à sa voisine : « On fait comme si de rien n'était, au quotidien, mais Tchernobyl c'est pourtant le début du génocide européen ».

Au cours de l'année 2017 - Ce spectacle modulable va tenter de s'importer en France, à dans des lieux abandonnés que nous cherchons encore, en espérant contre toute logique que les normes, les mesures et les services de sécurité ne nous empêchent pas de construire notre musée et d'accueillir du public.

« L'empathie profonde que j'ai ressentie et sur laquelle la proposition des Amis de Frank Nogent repose, n'enlève en rien la prise de conscience socio-politique. Au contraire. Il fallait en passer par là pour déverrouiller ce que nos raisonnements rationnels nous susurrent en permanence, pour continuer à

vivre, malgré Tchernobyl, malgré Fukushima, malgré... quelle prochaine catastrophe ?

Bien souvent le théâtre documentaire reste un placardage d'idées dans lesquelles nous ne nous impliquons pas au-delà d'un acquiescement évident. Jean-Cyril Vadi dépasse la prise de conscience pour impliquer viscéralement le spectateur en le transformant en viveur. Celui-ci vit réellement la visite du musée, tout comme il vit la rencontre avec ces gens-là... il vit le voyage en car, comme il a vécu l'attente interminable, l'inquiétude ou l'agacement. Autant de situations identifiées ou non faisant partie du processus. » Véronique Perruchon -Expert DRAC et Maître de Conférence à Lille-Universités

J.-C. V.

* On dit que Tchernobyl signifie « grande absinthe » (*Artemisia absinthium*) en russe, mais c'est en réalité un mot ukrainien qui désigne un « buisson sombre » et parfois l'ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia*). Or l'ambrosie est également appelée absinthe par le commun des mortels. Si la véritable grande absinthe est verte, avec un duvet argenté sur un côté, il n'en demeure pas moins que la référence à l'apocalypse, ne serait-ce à cause de la nature et l'ampleur de la catastrophe, est inévitable. Mais, bien sûr, la Bible ne fait pas référence à l'*Artemisia absinthium*, car cette espèce n'existe pas au Moyen-Orient - l'espèce d'*Artemisia* mentionnée dans la Bible est probablement l'*Artemisia judaica*. Mais cette précision reste superficielle et ne saurait traduire la charge symbolique des mots et la force des images liant l'accident de Tchernobyl à la fin du monde, telle qu'elle est décrite dans l'apocalypse de St Jean...



Sauver la France selon Eugène-Melchior de Vogüé



Anna GICHKINA

Docteur ès Lettres de l'Université Paris-Sorbonne
Chercheur indépendant et Traductrice

Partie 1/2



*L'homme est malheureux parce qu'il ne
sait pas qu'il est heureux. »*

F. Dostoïevski, *Les Démons*

La France d'Eugène-Melchior de Vogüé est en crise au moment où il présente à ses compatriotes les trésors de la littérature russe. « Ne voyez-vous pas, dit-il dans son *Roman russe*, que notre France s'étiole, que la volonté languit, et toutes les puissances de la vie avec elle ? Le remède est dans l'action¹ ». Et il agit en important l'âme russe pour sauver l'âme française du désespoir. Ce geste apparaît au moment où il se révèle nécessaire à sa patrie. « Jamais livre ne tomba mieux à son heure »,

pouvons-nous lire dans *À l'ère des nationalismes. Opinion française face à l'inconnu russe de Charles Corbet*². L'époque où l'intelligence, le bon sens et l'esprit vif de Vogüé portent leurs fruits est une époque particulièrement instable.

Pour mieux comprendre le besoin de la France de regarder au-delà de ses frontières, pour mieux réaliser la nécessité des changements ainsi que le succès du *Roman russe* d'Eugène-Melchior de Vogüé, il est nécessaire de donner un bref panorama de la fin du XIXe siècle.

La période entre la guerre de 1870 et celle de 1914 se caractérise par de nombreux bouleversements : boulangisme ; scandale de Panama en 1887-1893 ; affaire des congrégations à partir de 1880, aboutissant à la séparation de l'Église et de l'État en 1905 ; affaire Dreyfus en 1894. L'avenir de la France est remis en question. Le changement de régime en 1870 est accompagné d'une très grave crise décourageant le pays. Malgré l'accroissement matériel, le moral du peuple est tourmenté par un double bouleversement : celui de la défaite et celui de la Commune qui divise les esprits en réveillant les craintes de 1848. Cette situation favorise le pessimisme, en partie d'origine française, en partie d'origine étrangère (allemande) qui traverse également la philosophie et la littérature. L'individu troublé cherche à combler le vide spirituel dû à cette vague de pessimisme. C'est à ce moment qu'apparaît un besoin d'infini, un besoin d'au-delà. Ce goût du mysticisme et de l'irrationalisme s'explique aussi par le fait que les hommes se perdent dans un monde qui, par l'action de la science, se transforme à grande vitesse. La défaite porte un rude coup à la société française. Cette crise à la fois sociale, religieuse, littéraire et politique donne naissance à ce qu'on pourrait appeler une génération française perdue, qui restera longtemps troublée et hésitante.

Les événements de 1870-1871 confirment également



l'échec du scientisme. Ce mouvement depuis longtemps controversé devient une des cibles d'une importante poussée spiritualiste. Le naturalisme, en tant que manifestation du scientisme en littérature, perd ses positions. La fin du siècle se caractérise par un changement de goût littéraire dû bien plus aux changements sociaux qu'à la mode. La violence des critiques contre le naturalisme manifeste la perception de ce changement³. Ces années terribles modifient également la situation de la France sur la scène internationale : le pays se trouve isolé et une des lignes directrices de sa politique extérieure consistera à poursuivre et à réaliser une alliance avec la Russie sans laquelle elle ne peut s'affranchir de la pression germanique. Il lui fallait impérativement contracter une alliance solide. Les relations entre la France et la Russie, de la guerre de 1870 à celle de 1914, s'organisent à plusieurs niveaux : politique, militaire, économique, scientifique, littéraire et artistique⁴. Je n'aborderai ici que les échanges intellectuels entre les deux pays. Ils n'ont pas

seulement pour effet de renouveler les goûts littéraires des Français et les affiches de leurs théâtres, mais aussi d'encourager un genre nouveau, le roman cosmopolite⁵. Ce dernier a suscité une polémique marquante : le débat entre les « nationalistes » et les « cosmopolites ». Les premiers, ardents patriotes, sont persuadés que la littérature française contemporaine n'a pas besoin de chercher l'inspiration dans les romans étrangers. Les « cosmopolites », au contraire, constatent l'état maladif de la littérature française, et ne voient sa guérison que par l'apport de l'étranger.

Pour E.-M. de Vogüé, le conflit du nationalisme et du cosmopolitisme est le problème le plus complexe de tous ceux qui assaillent ses contemporains⁶. Son œuvre est l'exemple le plus significatif de la tendance cosmopolite. Il est un des premiers à tourner l'attention de la France vers la Russie. Étudier la Russie à cette époque lui semble une manière de servir la France⁷.

Son *Roman russe* est une attaque du roman



naturaliste français. Le problème de l'universalité l'intéresse vivement.

Il traduit un sentiment très répandu au lendemain de la catastrophe de 1870 : la réaction d'un peuple ulcéré qui aspire à se recueillir, à se replier sur lui-même avant de prendre un nouveau départ. Mais la débâcle ne peut indéfiniment barrer l'avenir. Soucieux de faire carrière, des jeunes gens rejettent l'attitude austère et chagrine et regardent au-delà des frontières. Le besoin de renouvellement les attire vers les philosophies et les littératures étrangères. Entre 1870 et 1880, la philosophie de Schopenhauer pénètre vraiment la pensée française, préparée à la comprendre par le pessimisme baudelairien⁸.

L'individu moderne ressemble de plus en plus à celui décrit par le philosophe allemand : déchiré, noyé dans l'ennui, angoissé, agressif, égoïste, indifférent à tout ce qui l'entoure, se défiant de son esprit, indécis et porté par la vie descendant le courant⁹. Et c'est entre 1880 et 1890 que la littérature russe arrive en France comme un contrepoison au matérialisme allemand. Son esprit consolateur semble être une solution plus efficace que les sagesses bouddhiques recommandées par Schopenhauer. Ainsi « la seconde moitié du XIXe siècle voit se développer en France une science des choses russes qui vient relayer les impressions des voyageurs ou les curiosités scientifiques d'amateurs¹⁰ ». Une nouvelle image de la Russie commence à se former dans le public, créant un terrain favorable à l'accueil de sa littérature en France. La Russie devient la mode. Les Français cessent de l'insulter et perdent leur complexe de supériorité à son égard. Après 1870, ils continueront à parler de la Russie comme d'une nation très puissante mais insuffisamment civilisée. La publication du *Roman russe* de E.-M. de Vogüé change la donne. « Ce livre a renforcé la cause de l'alliance franco-russe, et le désir de l'alliance a multiplié le succès de cette œuvre¹¹. » Le vicomte y met en valeur et en avant la littérature russe, prouvant ainsi aux Français la grandeur de cette mystérieuse nation. Mais tel n'était pas son objectif principal. Vogüé écrit *Le Roman russe* pour des raisons morales, littéraires et politiques. Il présente à la France cette littérature qui pourra, à son avis, insuffler à la littérature de son pays la vie qui lui manque¹², grâce à quoi l'âme française sera sauvée. Et le meilleur moyen, pour Vogüé, de sauver l'âme de

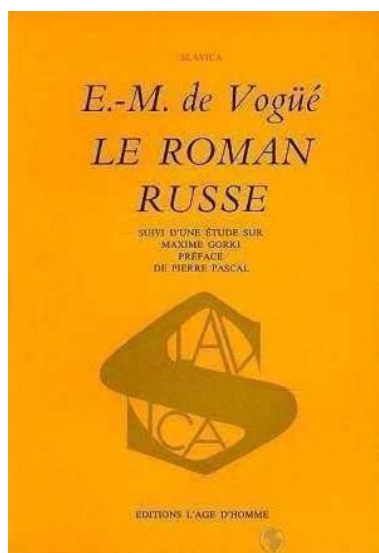
la nation, c'est la littérature, « cette confession des sociétés. » Il y voit le plus vrai témoignage de l'esprit d'un peuple¹³.

Examinons les raisons de l'importation de la littérature russe en France dans les dernières décennies du XIXe siècle. Certes, la Russie n'est pas le premier pays à avoir des échanges avec la France. Cette dernière s'est déjà entichée d'autres pays étrangers : Italie, Espagne, Angleterre et Allemagne. Mais seule la littérature russe, présentée par E.-M. de Vogüé dans les années 1880, a réussi à non seulement enrichir la littérature française mais également à en modifier le cours.

Raison politique de l'importation de la littérature russe en France

La faible position de la France sur la scène internationale détermine son entente avec la Russie. À partir de 1870 la France se tourne vers ce pays largement inconnu. La France est tombée dans un abîme pire encore que celui de 1814¹⁴. Isolée et impuissante, elle a doublement besoin de la Russie : d'un côté, pour faire face à l'Allemagne, et, de l'autre, pour sortir d'une décadence à la fois littéraire et morale. La propagande engendre une mode des « choses russes ». Les travaux les plus éclairants sur le monde russe avant Vogüé sont ceux de A. Rambaud, de L. Léger, de C. Courrière et de A. Leroy-Beaulieu. Mais la contribution de l'auteur du *Roman russe* à l'histoire littéraire française reste incomparable aux essais des autres russophiles de l'époque. Le premier, Vogüé démontre la subtilité psychologique et la profondeur de l'âme des romanciers russes. Avec son œuvre, il fait de la Russie un événement littéraire. Cette promotion de la littérature russe obéit à une stratégie politique. D'après Christophe Charle, « l'écrivain de l'époque, pour garder sa raison d'être, doit conquérir son public à tout prix, donc devenir un porte-parole de la politique générale¹⁵. »

Une des missions de E.-M. de Vogüé est la préparation de l'entente franco-russe. Les Français se tournent facilement vers la Russie par nostalgie de l'Ancien Régime. Pour eux c'est le pays du passé, le présent russe apparaît ainsi comme le passé français. L'esprit monarchique de la nation française la dispose en faveur d'une alliance avec le tsar. À cet argument politique s'ajoute, en le complétant, un autre plus



important encore : la raison morale de l'implantation des idées russes en France. « Je crois, dit Vogüé dans sa préface, qu'il faut travailler à rapprocher les deux pays par la pénétration mutuelle des choses de l'esprit. Entre deux peuples, comme entre deux hommes, il ne peut y avoir amitié étroite et

solidarité qu'alors que leurs intelligences ont pris le contact¹⁶. »

Raison morale de l'importation de la littérature russe en France

E.-M. de Vogüé rêve d'une profonde révolution morale de la société française. La crise du pays ne peut laisser indifférent les sentiments patriotiques du vicomte. Ses années passées en Russie l'aident à affirmer dans son opinion de la France contemporaine. L'état maladif de sa patrie trouve ses racines dans une crise spirituelle. Si la France avait su sauvegarder son ancien esprit religieux, le pays n'aurait pas connu un tel désastre¹⁷. À travers le peuple russe, Vogüé trouve le remède qu'il souhaite au peuple français : la synthèse de la matière et de l'esprit¹⁸, autrement dit, l'union entre le limon et le souffle. Dans son *Roman russe*, il explicite cette idée :

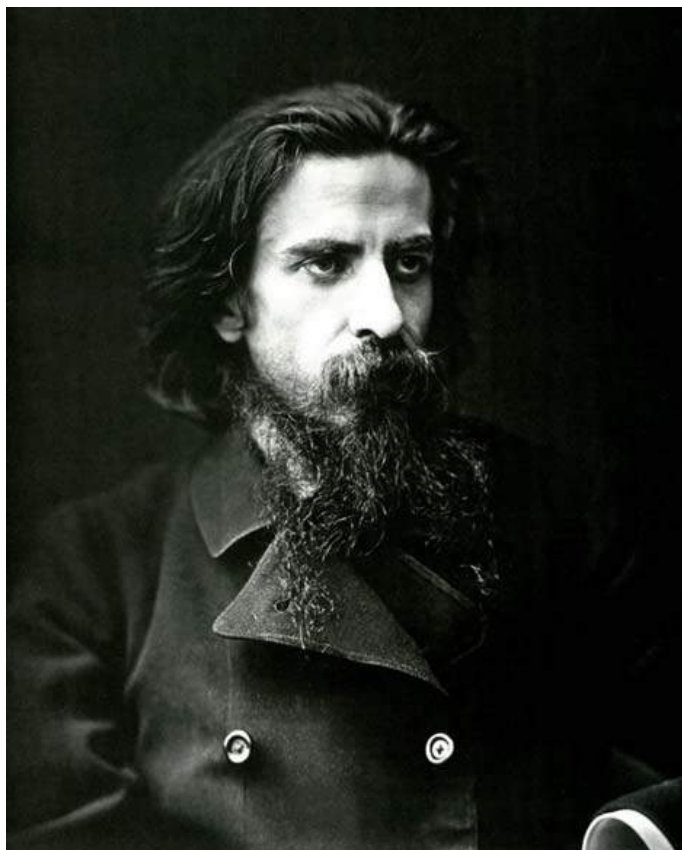
« Le Seigneur Dieu forma l'homme du limon de la terre. » Voyez comme ce mot est juste et significatif, le limon ! [...] Il renferme tout ce que nous devinons des origines de la vie. [...] La formation par le limon, c'est tout ce que peut connaître la science expérimentale ; [...] on y peut étudier la misère de l'animal humain, tout ce qu'il y a en lui de grossier, de fatal et de pourri. Oui, mais il y a autre chose que la science expérimentale ; le limon ne suffit pas à accomplir le mystère de la vie, il n'est pas tout notre moi : ce grain de boue que nous sommes [...], nous le sentons animé par un principe à

jamais insaisissable pour nos instruments d'études. Il faut compléter la formule pour nous rendre raison de la dualité de notre être ; aussi le texte ajoute : – « ... et il lui inspira un souffle de vie, et l'homme fut une âme vivante. » – Ce « souffle », puisé à la source de la vie universelle, c'est l'esprit, l'élément certain et impénétrable qui nous meut, qui nous enveloppe, qui déconcerte toutes nos explications, et sans lequel elles seront toujours insuffisantes. Le limon, voilà l'ordre des connaissances positives [...], mais tant qu'on ne fait pas intervenir le « souffle », on ne crée pas une âme vivante, car la vie ne commence que là où nous cessons de comprendre¹⁹.

Dans la thèse de Magnus Röhl, on trouve le développement de cette idée :

Le limon et le souffle sont deux termes qui couvrent deux aspects de la condition humaine. On peut dire que limon se transforme et devient matière, science, ouest, aujourd'hui, démocratie, absolu, vie extérieure, etc. ; de même souffle se décline et devient esprit, foi, est, jadis, autocratie, relatif, vie intérieure [...] ²⁰.

Le meilleur exemple de l'union de la matière et de l'esprit, selon Vogüé, c'est l'âme russe, profondément religieuse et humaniste. Cette âme russe que Dostoïevski met en valeur dans son œuvre « ne se laisse enfermer dans aucune des déterminations particulières qui définissent un caractère national²¹ ». Nous avons ici affaire au mystérieux peuple russe, plein de contradictions. Berdiaev développe ce thème dans une étude intitulée *L'Âme de la Russie*²². Foi, amour et espérance sont les fondements d'un peuple qui cherche sa voie. E.-M. de Vogüé, séjournant en Russie, observe partout le désir de nourriture spirituelle. L'idéal divin chez les Russes n'est jamais séparable de l'idéal humain, telle est l'idée centrale de la philosophie russe. V. Soloviev appelle ce concept *bogoloveestvo* (divino-humanité)²³. Et c'est probablement Soloviev, un grand philosophe de l'union de la matière et de l'esprit, qui a influencé l'idée de la synthèse développée dans le *Roman russe*. Le christianisme, dit-il, n'est pas seulement la foi en Dieu, mais aussi la foi en homme²⁴.



Vladimir Soloviev



Alexandre Koyré

La preuve de cette union réside dans l'art des icônes. La philosophie russe diffère, en ce sens, totalement de la philosophie occidentale :

En Occident, on distingue nettement théologie et philosophie ; la philosophie religieuse y est un phénomène rare que n'apprécient ni les théologiens ni les philosophes. En Russie la philosophie a toujours eu un caractère religieux, et toute profession de foi avait un point de départ philosophique²⁵.

Fondement de la Russie, le sentiment religieux y existe indépendamment de la pratique religieuse. Il est devenu une façon de réfléchir, une façon de vivre. Dans son essai sur la Russie et la Révolution, Fiodor Tioutchev écrit : « Le peuple russe est chrétien, non seulement par l'orthodoxie de ses convictions, mais aussi par quelque chose de plus cordial que ces convictions. Il l'est par son aptitude de renoncement à soi-même et de sacrifice de soi qui fait le fond de sa nature morale²⁶ ». C'est dans ce contexte que Vogüé oppose Français aux Russes. Un décalage sépare ce que devrait être la France et ce qu'elle est vraiment.

Son malheur principal est l'absence de foi et d'espérance²⁷, les plus beaux ornements de l'âme, d'après lui. Seul le sentiment religieux peut la sauver. D'après A. Koyré, les Français ont justement perdu tout sens religieux :

La vie française n'est tout entière rien d'autre que la conscience de son vide et une aspiration douloureuse à la remplir n'importe comment. Mais tous les moyens employés à cet effet par la France s'avèrent illusoire et infructueux, car les vrais moyens infinis sont contenus dans la religion, dans le Christianisme, tandis que la France ne le connaît pas [...] ²⁸.

Aux yeux du patriote qu'est avant tout E.-M. Vogüé, l'avenir de la France importe plus que tout autre problème. Il désire implanter l'âme russe dans la société française et écrit *Le Roman russe* pour partager son admiration de ce peuple slave qu'il voit grand. En faisant découvrir la littérature russe au peuple français, il espère le perfectionner, enrichir sa culture nationale grâce à l'humanisme russe. Mais « l'âme ne saurait voir la beauté, si d'abord elle ne devenait belle elle-même²⁹ ».

Le meilleur moyen d'embellir l'âme française est de changer l'orientation de la littérature nationale. À

commencer par l'élimination de la mauvaise littérature. Ainsi, la raison morale de l'importation de la littérature russe en France est secondée par une raison littéraire.

A. G.

¹Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], préf. de Pierre Pascal, Lausanne, l'Âge d'Homme, coll. « Slavica », 1971, p. 351.

²Charles Corbet, *À l'Ère des nationalismes. L'opinion française face à l'inconnu russe (1799-1894)*, Paris, Marcel Didier, 1967, p. 420.

³Christophe Charle, *La Crise littéraire à l'époque du naturalisme : roman, théâtre, politique*, Paris, Presses de l'ENS, 1979, p. 84.

⁴Michel Espagne, « Le Train de Saint-Petersbourg. Les relations culturelles franco-germano-russes après 1870 » in Michel Espagne & Katia Dmitrieva (éd.), *Philologiques IV : Transferts culturels triangulaires France-Allemagne Russie*, Paris, MSH, 1996, p. 311.

⁵Paul Delsemme, *Teodor de Wyzewa et le cosmopolitisme littéraire en France à l'époque du symbolisme*, Bruxelles, Presses universitaires, 1967, p. 208.

⁶Eugène-Melchior de Vogüé, « Au seuil du siècle. Cosmopolitisme et Nationalisme », *La Revue des Deux Mondes*, 1er février 1901.

⁷A. Leroy-Beaulieu, *La France, la Russie et l'Europe*, Paris, Lévy, 1888. 8. Paul Delsemme, *op. cit.*, p. 203.

⁸Paul Delsemme, *op. cit.*, p. 203. 210 ANNA GICHKINA indécis et porté par la vie descendant le courant⁹

⁹Anne Henry (dir.), *Schopenhauer et la création littéraire en Europe*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989, p. 12.

¹⁰Michel Espagne, art. cit., 1996, p. 316.

¹¹Charles Corbet, *op. cit.*, p. 420.

¹²Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], *op. cit.* p. 39.

¹³Blaise Wilfert, « Cosmopolis et l'homme invisible. Les importateurs de la littérature étrangère en France, 1885-1914 », *L'Acte de la recherche en science sociale*, n° 144, 2002/4, p. 33-46.

¹⁴Charles Corbet, *op. cit.*, p. 346.

¹⁵Christophe Charle, *op. cit.*, p. 155.

¹⁶Eugène-Melchior de Vogüé, *Le Roman russe* [1886], *op. cit.*, p. 33.

¹⁷Magnus Röhl, *Le Roman russe* de E.-M. de Vogüé, Stockholm, Almqvist et Wiksell International, coll. *Stockholm Studies in History of Literature*, 1976, p. 39-41.

¹⁸*Ibid.*

¹⁹*Ibid.*, p. 46.

²⁰Magnus Röhl, *op. cit.*, p. 60.

²¹Jean Bonamour, *Le Roman russe*, Paris, PUF, coll. « Littératures Modernes », 1978, p. 11.

²²Nikolaj Berdjajev, *Duša Rossii [L'Âme de la Russie]*, M., 1915.

²³Vladimir Solov'ev, *tenija o bogoe loveestve ; statji ; poemj [Lectures sur la divino-humanité ; articles ; poèmes]* (1878), dir. et préf. par A. B. Muratov, *Xudožestvennaja literatura*, SPb., 1994.

²⁴Tomas Špidlík, *L'Idée russe. Une autre vision de l'homme*, Troyes, Fates, 1994,

²⁵Nicolaï Berdiaev, *L'Idée russe*, Paris, 1969, p. 244.

²⁶Fëdor Tjuev, *Soinenija. Stixotvorenija i politeskie statji [Œuvres. Poèmes et articles politiques]*, SPb., 1900. Traduit par moi-même.

²⁷Fiodor Dostoïevski, *Souvenirs de la Maison des morts*, préf. de E.-M. de Vogüé, trad. du russe par M. Nayroud, Paris, Plon, 1886, p. IX-X.

²⁸Michel Cadot, « De l'idéalisme allemand au socialisme français : Un parcours intellectuel russe au XIXe siècle » in Michel Espagne & Katia Dmitrieva (dir.), *Philologiques IV*, *op. cit.*, p. 299.

²⁹Edouard Rod, *Les Idées morales du temps présent*, Paris, Didier, 1891, p. 284.



Tiffany Buton
Conseillère touristique

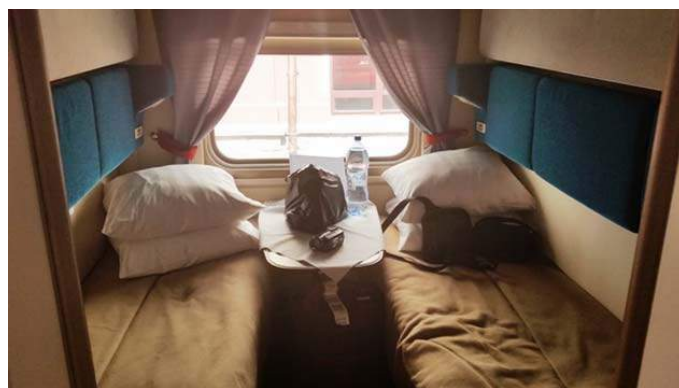
Voyage dans le Transsibérien



Bonjour à tous. C'est encore Tiffany. Je suis très heureuse de vous retrouver dans ce nouvel article. Aujourd'hui, je vous emmène en voyage dans toute la Russie à travers le très célèbre train : le Transsibérien.

Il y a un mois, j'ai eu la chance de rencontrer deux voyageuses géniales : deux Françaises, Estelle (de Paris) et Carole (de Strasbourg). Elles sont parties toutes les deux en voyage en Russie pendant plus de 2 mois. Elles ont pris à l'aller : le Transsibérien et ont fait le voyage d'une seule traite de Moscou à Vladivostok. Vous avez bien compris, elles sont restées 6 jours et demi dans le ce train légendaire !! Quelle aventure !!! Puis pour rentrer, elles ont pris le train, le bus, ont fait du stop... Une autre belle aventure !!!

Elles m'ont racontée leur voyage, pour que je vous le raconte à mon tour et, je peux vous dire dès maintenant : c'est incroyable !! J'en ai les yeux qui piquent et les mains qui tremblent car ce voyage que

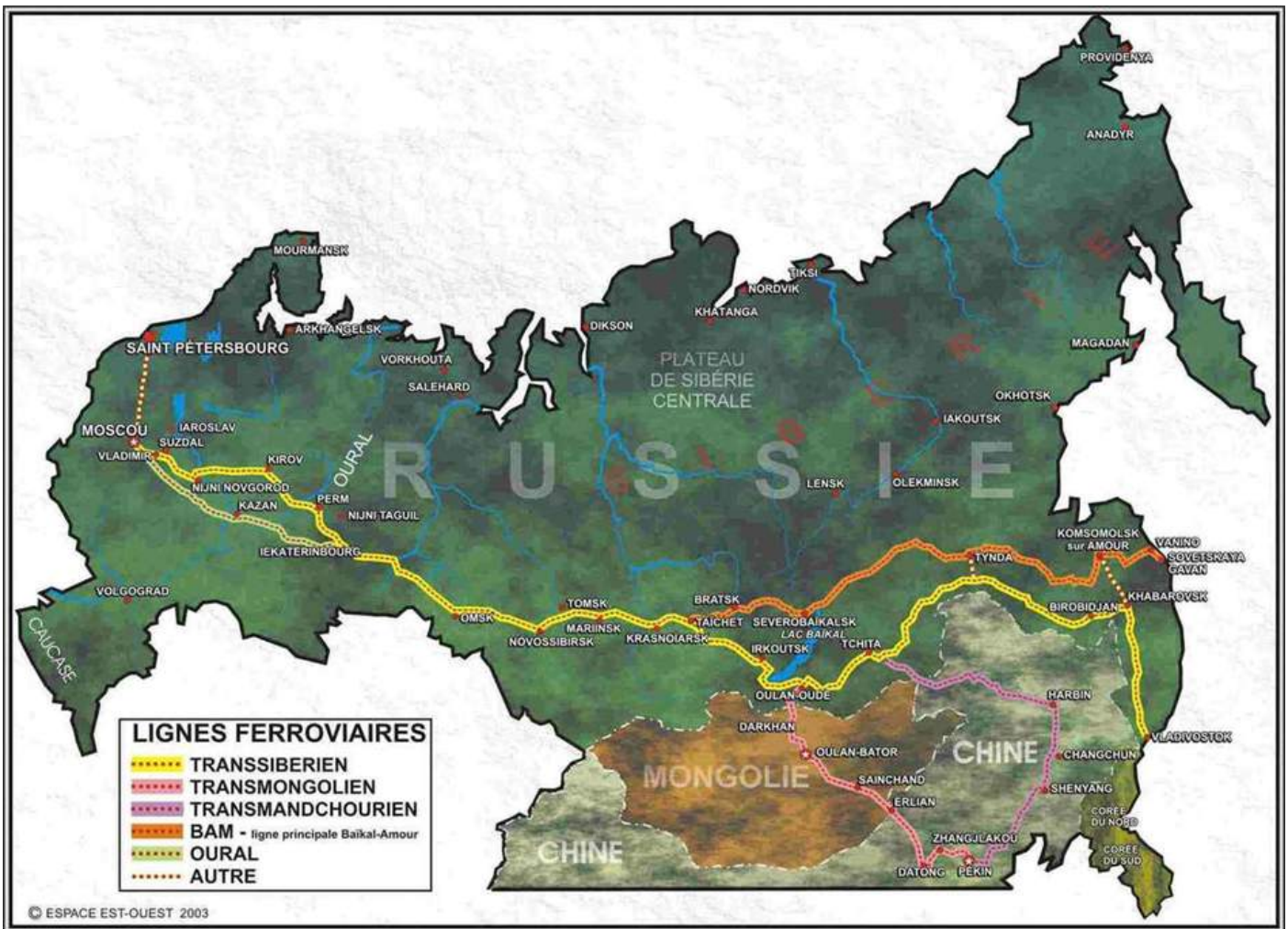


je vous propose, va vous emmener dans la Russie que j'aime, parmi les Russes que j'affectionne de tout mon cœur.

Êtes-vous prêt cher voyageur pour cette belle aventure ? Donnez-moi la main, je vous emmène dans le Transsibérien et dans l'Est de la Russie.

C'est fin juillet et votre date de départ pour la Russie approche à grand pas. C'est la dernière ligne droite pour préparer vos bagages. Un sac à dos de 50 litres

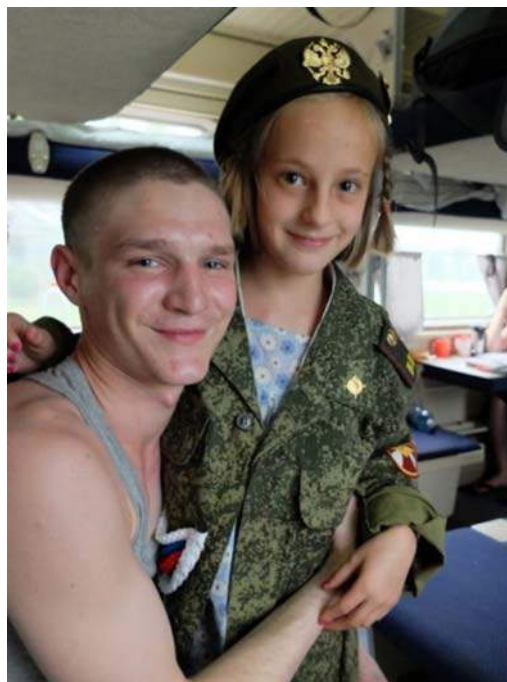




où vous rangez tant bien que mal : une tente, un sac de couchage, un peu de vaisselle, un appareil photo argentique pour prendre de sublimes photos, un portable, quelques vêtements et un dictionnaire français-Russe.

Ah oui ! Vous ne savez pas parler russe. Vous savez lire le cyrillique et vous connaissez quelques mots de russe, des formules de politesse surtout...

Viennent les derniers conseils de départ de votre entourage : « Attention à l'alcool !! T'es sûr de vouloir faire l'aller en une seule fois ? C'est 6 jours et demi quand même ?! Tu vas peut-être t'ennuyer à mourir dans le train... » Vous-même, vous finissez par vous dire : « Est ce que je ne vais pas péter un câble dans le train, comme ils me le disent tous... »



Puis, c'est le Jour J !! Vous prenez l'avion et vous passez quelques jours sur Moscou. Vous ne vous souvenez même plus de ce que vous en avez vu. Vous avez surtout rencontré des amis d'amis et reçus leurs recommandations :

« Attention à l'alcool !!! » Ça y est ! C'est parti pour la longue traversée de toute la Russie. C'est parti pour 9288 km !! Le plus grand continent du monde !! « Vous rendez vous compte de ce que vous allez accomplir ? »

Le voyage se passe extrêmement bien. Vous vous répétez que vous avez beaucoup de chance car vous tombez sur des gens, des russes très sympas. Des militaires pour la plupart qui rejoignent leur base. Et, des gens qui partent en vacances.

Il y a une bienveillance qui règne dans le train. Les gens font



attention à ce que tout se passe bien pour vous. Vous, l'étranger qu'ils pensent un peu marteau : « Quoi ? Votre rêve, c'est de prendre le Transsibérien ? Mais c'est qu'un train ?! Pour moi, c'est juste parce que c'est moins cher que l'avion... qu'est-ce que c'est lent ! »

Régulièrement, la chef de cabine vous demande si tout va bien et elle prend le temps de vous expliquer certaines choses. La communication n'est pas aussi difficile que vous aviez pu l'imaginer. Les russes autour de vous sont patients. Ils utilisent des traducteurs sur leur téléphone. Ils utilisent même votre dictionnaire et essaient d'échanger avec vous en français pour s'amuser.

Vous vous répétez inlassablement que vous avez beaucoup de chance, que vous êtes tombé sur les bonnes personnes pendant ces 6 jours et demi.

Deux seuls points noirs au tableau : la bonne nourriture et la douche vous manquent...

Après 6 jours et demi de traversée, vous débarquez à

Vladivostok !!!! Hourra !!!

Vous vous rendez compte très rapidement que vous n'avez pas eu de chance dans le Transsibérien : les russes sont tous bienveillants et patients avec vous. Jamais, ils ne se moquent de votre accent ou de vos erreurs. Vous n'êtes pas un touriste aux poches remplies d'euros. Ils s'intéressent à vous et à votre culture. Ils vont même jusqu'à ne pas aller au travail pour vous faire visiter leur ville.

Quand vous leur demandez : « Mais ça ne pose pas de problème que tu n'aies pas au travail ? » Ils vous répondent en haussant les épaules : « чуть-





чуть » (tchout-tchout) « un peu ».

L'Est de la Russie vous réserve les plus belles surprises. Tout d'abord, vous découvrez le train malheureusement encore méconnu : le Baikal-Amour. La ligne passe plus au nord que le Transsibérien. Vous vous émerveillez car les paysages sont enchanteurs.

Dans le sud-est, les russes vous montrent une nature extraordinaire. Ils vous disent qu'elle ressemble à celle que l'on trouve en Mongolie. Vous êtes transporté. Certains russes même, ont les yeux qui brillent d'émotion. Parfois même, vous pouvez apercevoir une petite larme coulée parce que, eux aussi, ils aiment leur pays et sa nature.

"Quoi ? Les russes sont émus ? Il y a donc un cœur

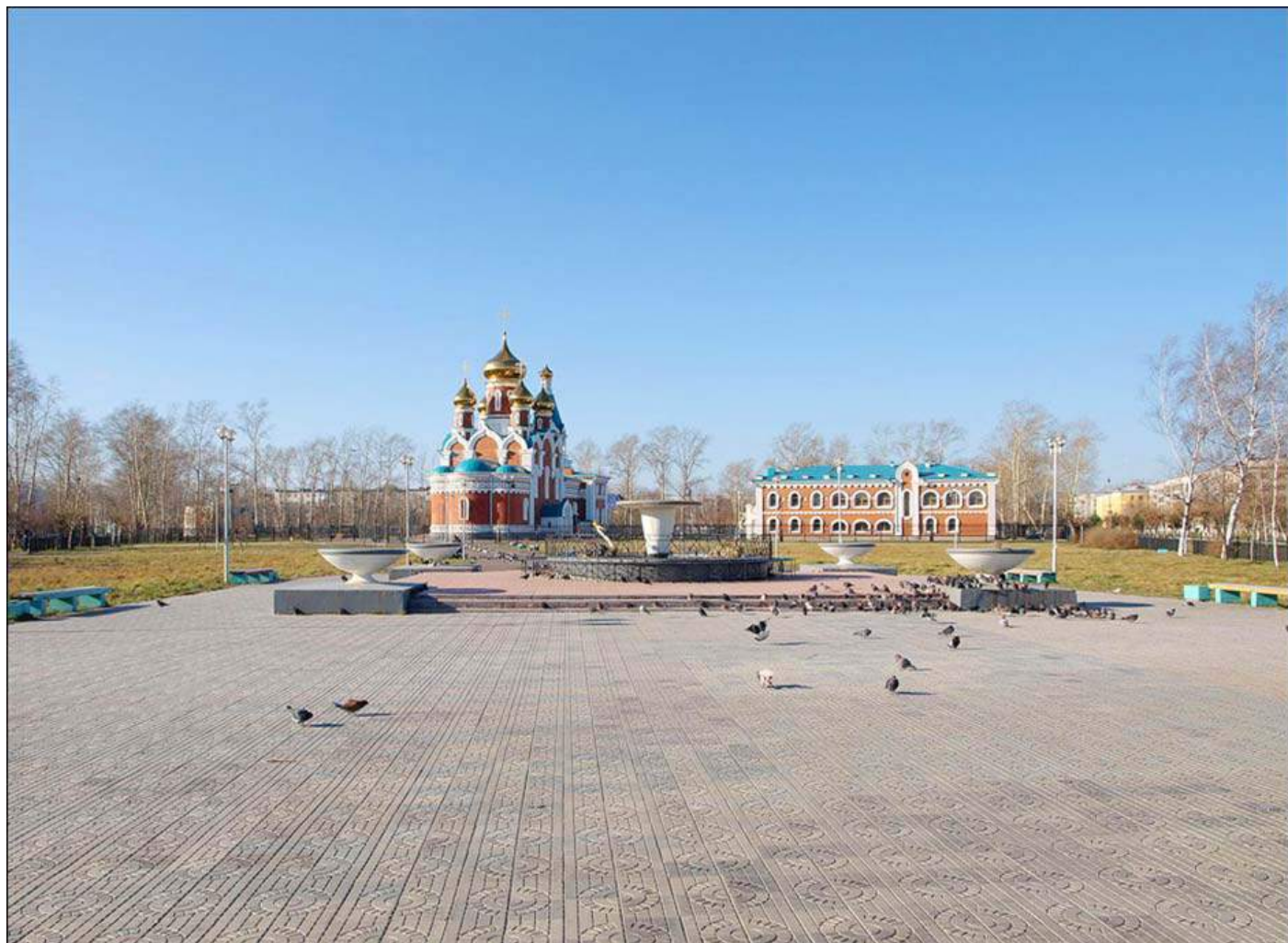


Dans le Transsibérien



sensible sous cette montagne de chair ?" Oh oui, les Russes ont un grand cœur.

Parfois, vous leur faites même de la peine, sans le vouloir. Ils sont tristement déçus que vous ne connaissiez que trop peu de choses de leur



magnifique pays, de sa culture et de ses artistes :
« Mais voyons, vous ne connaissez pas ça de la Russie, en France ? » Parfois les russes se lancent dans un monologue de plusieurs minutes, sur les politiciens et les clichés qui circulent sur leur pays. Vous savez qu'il faut éviter de parler politique, surtout quand on ne maîtrise pas la langue.

Alors, une chanson chantée, un verre partagé, et les russes retrouvent leur bonne humeur. Les Russes sont des gros nounours. Oui, j'ose l'écrire, cher voyageur ! Les Russes sont des gros nounours. Leur cœur est immense, bienveillant et généreux.

« Connaissez-vous un pays où à chaque étape de votre parcours, vous rencontrez des gens qui appellent tout le répertoire de leur téléphone, car vous venez de leur dire que vous ne savez pas encore où dormir ? Que la personne vous emmène elle-même à l'hôtel ou un ami à elle que vous ne connaissez pas vient vous chercher à la gare ? Vous connaissez beaucoup de pays comme la Russie ? »

Sans rien vous demander en retour, les russes vous

ouvrent même les portes de leur maison. Ils vous font visiter leur ville et les alentours. Et à chaque fois, à chaque fois !! Ils vous raccompagnent à la gare pour s'assurer que tout va bien. Il y a aussi tous ces Russes qui vous laissent leur numéro de téléphone sans jamais vous déranger, juste au cas où vous ayez besoin de leur aide.

Et puis il y a cette femme, qui parle à une amie sur un banc à Komsomolsk. Vous lui demandez de confirmer l'endroit où vous vous trouvez. Vous cherchez un magasin pour acheter une pile pour votre bel appareil photo.

En Russie, vous découvrez rapidement que tout est mal indiqué... il y a peu de panneaux et même Google Maps est bien capricieux, dans l'Est de la Russie surtout. Heureusement ! C'est tellement facile de demander des renseignements dans la rue. Les russes sont toujours prêts à vous renseigner.

En même temps, vous êtes en train de lui demander son téléphone pour appeler, tout ça dans un russe très maladroit. Elle a peur sûrement.



Tous les russes vous aident. Quand ils ne savent pas, ils demandent pour vous ou même ils vont chercher le renseignement et reviennent vers vous pour vous donner l'information. Il y a des fois, à des arrêts de bus, vous demandez votre trajet à une personne qui ne sait pas, qui demande à sa voisine, qui demande à son voisin... Et d'un coup, tous les gens qui attendent le bus se mettent à discuter au sujet de votre trajet de bus.

"Whaou ! N'est-ce pas mieux que d'utiliser Google dans son coin ?"

Bref ! Je reprends le récit. Vous demandez à une dame qui discute avec son amie sur un banc : « Bonjour, sommes-nous bien à telle adresse ? Je cherche ce magasin ? » Cette femme vous répond : « Venez avec moi, je vous emmène au magasin. » Vous : « Quoi ? Vous êtes sûre ? mais vous êtes avec votre amie... je veux pas vous déranger. » La femme pense sûrement comme beaucoup de russes : « Ohlala qu'ils sont maniérés ces français. Si je te dis que je le fais, c'est que je veux le faire. Alors n'hésitez pas. Répondez-moi simplement oui ou non. »

Cette femme vous emmène à un premier magasin qui ne peut rien pour vous. Elle vous fait passer par la porte au fond du magasin et vous arrivez dans un

second magasin. Là, la vendeuse a un visage très fermé. Vous êtes au tout début de votre voyage, vous n'avez pas encore compris que les Russes ne sourient pas sans une bonne raison. Alors, cette vendeuse vous regarde avec le visage fermé. Elle parle en russe avec la femme qui vous accompagne. Cette dernière part et vous laisse seul avec la vendeuse qui a toujours le visage fermé. Vous vous dites : « Qu'est-ce que je fais là ? » Un homme entre dans le magasin, tend de l'argent à la femme et ils se mettent à discuter ensemble. Vous vous répétez « Qu'est-ce que je fais encore là ? » La femme se retourne vers vous : « Suivez-le. » Vous : « Euh ok » Vous suivez l'homme qui s'avère être un chauffeur de taxi. Vous montez car il a un air sympathique, sans mauvaise intention et puis... que faire d'autre ? Il vous explique qu'il vous emmène à un magasin. Sur la route, il vous demande qui vous êtes et ce que vous faites en Russie. Il vous écoute. Vous êtes arrivés. Vous lui demandez son numéro car demain vous auriez aimé visiter un village à côté et comme il ne conduit pas trop mal... (La conduite russe est « particulièrement sportive »)

Vous entrez dans ce 3e magasin qui n'a pas non plus la pile que vous cherchez. Le directeur et sa secrétaire vous font monter à l'étage, dans le bureau et vous impriment un plan pour un 4e magasin. Le



Une fois sorti du magasin, le chauffeur de taxi vous dit : « Je ne vous conseille pas d'aller au village à côté, ce n'est pas joli. Je peux vous amener de l'autre côté du fleuve Amour, c'est très beau. »

Et ce chauffeur de taxi très généreux va se balader avec vous toute la journée, sans rien vous demander en retour...

Je ne sais pas pour vous cher voyageur, mais moi quand je vous écris ces mots, j'ai mes yeux qui s'emplissent de larmes d'émotions. Quelle aventure humaine ! Et vous savez que Carole et Estelle m'en ont racontées des tas comme celle-ci.



directeur y ajoute des indications. Il vous écrit l'adresse en cyrillique, en majuscules et en minuscules. Quelle gentillesse !

Cher voyageur, n'est-ce pas incroyable cette bienveillance ? (Cette générosité même...) Vous pourriez vous dire : « Mais comment être sûr qu'il ne m'arrivera rien si je suis des personnes que je ne connais pas. » Estelle et Carole me disaient une phrase qui m'a marquée : « À aucun moment, je n'ai senti de mauvaises intentions chez les Russes. Et de toute façon, si un Russe te recommande quelqu'un, rien ne peut t'arriver. »

Évidemment cher voyageur, je compte sur votre intuition et votre sens de l'observation car comme dans tous les pays du monde, la Russie compte sûrement un petit nombre de personnes malintentionnées. Heureusement, nos deux voyageuses n'en n'ont pas rencontrées pendant leur 2 mois d'aventure. Super !!

Je continue sur le récit : « La quête de la pile ! » comme je m'amuse à l'appeler.

Oui, oui, ce n'est pas encore fini ! Il y a encore de belles surprises. Tout ça, grâce à une pile vous imaginez ?

Après le 3e magasin dans lequel le directeur vous a imprimé un plan pour un 4e magasin, vous rentrez vous reposer. Il est tard. Le lendemain matin, vous appelez le chauffeur de taxi, rencontré la veille, pour aller au village en passant par le 4e magasin.

Le chauffeur vient vous chercher et il vous emmène au magasin. Là-bas, il rentre avec vous et explique au vendeur ce que vous voulez. Le vendeur vous dit : « Je n'ai plus de pile comme celle-ci. Enfin si, j'en ai une mais elle est périmée. Tenez, je vous la donne. »

Les Russes ont l'air si froids au premier abord... Et, au bout de quelques mots échangés avec vous, un sourire sincère transforme leurs visages. Ils vont prendre très à cœur votre curiosité de leur culture et votre venue dans leur pays. Ils deviennent vos protecteurs, ils se sentent responsables de votre confort. Et ils deviennent aussi vos guides touristiques. Les Russes sont fiers de leur pays. Ils mettent donc un point d'honneur à ce qui vous gardiez un beau souvenir de leur ville et de leur pays.

Estelle et Carole me disaient cette phrase qui m'a marquée, cher voyageur. Je vous la partage : « La Russie est l'un des rares pays, où vous pouvez vous permettre de ne rien organiser, où vous pouvez goûter à l'hospitalité, la bienveillance et le partage. »

Je vous dis à très bientôt et en attendant, je vous encourage à rester curieux du monde qui t'entoure.

Tiffany



La recette du Chef David Bret :

La « Poule au Pot » ou « Poule Henri IV »



La « Poule au Pot » ou « Poule Henri IV » est un grand classique de la cuisine française, elle prend son origine dans la cuisine du célèbre Auguste Escoffier.

La « Poule au pot » était le plat préféré du Général de Gaulle qu'il demandait souvent lorsqu'il revenait en fin de semaine à la Boisserie.

En version classique, améliorée ou moderne revisitée, la poule au pot peut être déclinée de bien des façons en fonction des différentes inspirations des chefs cuisiniers. Aujourd'hui je vous la propose en version classique et agrémentée d'une sauce suprême.

Recette

Préparation

- ⇒ habiller la volaille et la brider en entrée,
- ⇒ blanchir la volaille puis la rafraîchir à l'eau froide,
- ⇒ préparer la garniture aromatique, et marquer la volaille en cuisson,
- ⇒ citronner la poularde et la mettre à cuire dans du fond blanc de volaille,
- ⇒ laisser cuire à frémissement pendant environ 1 heure,
- ⇒ ajouter la garniture,
- ⇒ cuire à nouveau à frémissement pendant 30 minutes,
- ⇒ ajouter les tronçons de pommes de terre en fin de cuisson 30 minutes maximum.

Remarque : le temps de cuisson dépendra du choix de la pièce de 1 h 30 à 2h00 pour une poularde de 2 kg 2.5 kg.

Réaliser la sauce

- ⇒ réaliser un roux blanc,
- ⇒ confectionner un velouté avec le jus de cuisson

- et crémier mettre au point,
- ⇒ débarrasser la volaille de sa peau et hacher la peau et l'ajouter à la sauce, laisser infuser.

Dresser la volaille

- ⇒ déposer la volaille dans un plat creux type sabot, disposer les tronçons de légumes autour de la volaille,
- ⇒ servir la sauce en saucière.

Ingrédients

Base

- ⇒ Poularde « de Bresse » (2 kg.)
- ⇒ Citron (1 p.)
- ⇒ Fond blanc de volaille corsé (4 l.)

Garniture aromatique

- ⇒ Tronçons de carottes (8 p.)
- ⇒ Oignons (1p.)
- ⇒ Clous de girofle (3p.)
- ⇒ Tronçons de céleri en branche (8 p.)
- ⇒ Tronçons de blanc de poireaux (8 p.)
- ⇒ Tronçons de navets longs (8 p.)
- ⇒ Tronçons de pomme de terre (8 p.)
- ⇒ Bouquet garni (1 p.)

Sauce suprême

- ⇒ Beurre (8 gr.)
- ⇒ Farine (6 gr.)
- ⇒ Fond blanc de cuisson (1 l.)
- ⇒ Crème épaisse (20 cl.)

Assaisonnement

gros sel - sel fin - poivre du moulin.

Conseil du chef

Pour accompagner ce plat authentique, délicat et raffiné, je vous propose de l'accompagner avec un vin rouge léger de la vallée de la Loire « le Saumure Champigny », afin d'apporter une note de fraîcheur et des arômes de fruits rouges pour rappeler les sous-bois.

Je vous souhaite une bonne dégustation.



David BRET

Meilleur Ouvrier de France

Charcutier - Traiteur

"SANS FRONTIERES"

recommande la boutique
de notre ami et rédacteur,
le chef David Bret

Nos produits maison

Nous accordons une grande importance et sommes très attachés à la sélection de nos produits et de nos fournisseurs.

Nos viandes de porc sont sélectionnées par nos soins et issues d'élevage fermier, « viande de porc française ».

Nous sélectionnons une gamme d'épices fines de très grande qualité.

Les arômes utilisés dans nos préparations sont tous ...

Détails

Boutique en ligne :

<http://www.lesdelicescharcutiers.fr>

NOS PRODUITS MAISON



Terrine de campagne façon
pain d'épices



Parfait de volaille au cognac



Parfait de volaille parfum cèpes



Terrine de lapin au Pineau des
Charentes



Terrine de pintade au vinaigre
de framboise



Terrine de poulet citron
gingembre

Informations sur votre boutique

Les Délices Charcutiers, David BRET - Meilleur Ouvrier
de France 53 Route de l'Estuaire 17120 THAÏMS

Appelez-nous au : 06 80 70 91 30

E-mail : davidbret@orange.fr

SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement No 212 du 14.04.2015

Édition en ligne depuis 2015

ISSN 2519-2639

EQUIPE EDITORIALE :

Directrice de la Rédaction : Elena SYDOROVA

Rédacteur en chef : François MAURICE

Rédacteurs : Alexandre ARTAMONOV – Karine BECHET-GOLVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – David BRET – Bertrand BRISSET – Tiffany BUTON – Stanislav BYSHOK – Françoise COMPOINT – Slobodan DESPOT – Sylvain FERREIRA – Philippe GAUCHER – Anna GICHKINA – Bruno GUIGUE – Alexandre LATSA – Emmanuel LEROY – François MAULD d'AYMÉE – Olivier MENUT – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Roland PIETRINI – Tetyana POPOVA-BONNAL – Vladimir TCHERNINE – Pascal TRAN-HUU – Jean-Cyril VADI

– Christian VANNESTE – Alexandre WATTIN

Contributeurs à ce numéro : Jacques SAPIR – Alain de BENOIST – Jean-Bernard PINATEL – Erwan CASTEL – Frédéric SCHWINDT – Nicolas GAUTHIER – Pierre MALINOWSKI

NOS CONTACTS :

Rédaction « Sans Frontières »,
58, rue Artiom, 283001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69

courriel : revuesf@gmail.com

<http://sf.donntu.org>

RÉSEAUX SOCIAUX :

<https://www.facebook.com/sf.dfst.untf>

<https://vk.com/sf.dfst.untf>

<https://twitter.com/revuesf>